



STRATÉGIE
**D'ACTION EXTÉRIEURE
D'ESPAGNE**
2025-2028

**Une politique étrangère forte
d'une identité propre**



GOBIERNO
DE ESPAÑA

MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA
Y COOPERACIÓN

STRATÉGIE D'ACTION EXTÉRIEURE D'ESPAGNE 2025-2028

**UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
FORTE D'UNE IDENTITÉ PROPRE**



GOBIERNO
DE ESPAÑA

MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA
Y COOPERACIÓN



SOUS-SECRETARIAT

Secrétariat général technique.

Vice-secrétariat général technique

Service de la documentation et des publications

© Ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération.

Département de la stratégie et de la prospective.

Cabinet du ministre.

Numéro d'identification des publications officielles (NIPO) : 108-25-031-4 (en papier)

Numéro d'identification des publications officielles (NIPO) : 108-25-032-X (en ligne)

Dépôt légal : M-15903-2025

Conception et mise en page : Cristina Rico. Diseño gráfico

Impression : Imprimerie de la direction générale de la communication, de la diplomatie publique et des réseaux

Catalogue des publications de l'administration générale de l'État : <https://cpage.mpr.gob.es/>

Cette publication utilise du papier recyclé sans chlore et/ou du papier fabriqué à base de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement et certifié « FSC » conformément aux critères environnementaux des marchés publics.

Conformément aux dispositions de la loi sur la propriété intellectuelle, la présente publication ne peut être reproduite en totalité ou en partie, ni traitée ou diffusée sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit – moyens électroniques, photocopie, recueil numérique ou autre – ni être prêtée, louée ou cédée de quelque manière que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable de l'auteur, à l'exception des copies réalisées pour l'usage exclusif du ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération.

SOMMAIRE

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE LA COOPÉRATION	5
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
PARTIE I : LA PERSPECTIVE STRATÉGIQUE DE L'ESPAGNE	11
Un monde en transition : trois glissements à l'œuvre dans l'ordre international.....	14
A. UNE EUROPE RENFORCÉE	16
Consolider l'autonomie européenne.....	16
Renforcer notre compétitivité.....	24
Garantir la sécurité économique européenne.....	27
B. UNE ESPAGNE ENGAGÉE.....	30
Préserver, réformer et renforcer le système multilatéral.....	30
Se mobiliser pour la coopération au développement et l'action humanitaire	36
Affronter l'urgence climatique et la crise de la biodiversité.....	38
C. UNE ESPAGNE BÂTISSEUSE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ	41
S'adapter à un monde plus conflictuel.....	41
Construire la paix dans un esprit de cohérence	46
Renforcer notre résilience démocratique	47
PARTIE II. L'ESPAGNE DANS LE MONDE.....	51
L'environnement stratégique de l'Espagne	52
Plus d'Europe au-delà de l'UE.....	53
Amérique Latine et Caraïbes: Alliés pour un agenda partagé	54
Maghreb et Moyen-Orient : le pari de la paix et de la stabilité dans notre voisinage.....	56
Renforcer les liens permanents avec l'Amérique du Nord	57
Un bond en avant dans nos relations avec l'Afrique.....	58
Consolider notre présence dans le caucase et en Asie Centrale	60
Renforcer l'empreinte de l'Espagne en Asie-Pacifique	60
PARTIE III. LES FONDEMENTS ET LES INSTRUMENTS DE L'ACTION EXTÉRIEURE	63
Nos forces et nos valeurs.....	64
Une politique d'État et de pays.....	70
Un Service Extérieur prêt pour l'avenir	72
ANNEXE : PLUS DE 100 ACTIONS POUR 2025-2028	79

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE LA COOPÉRATION

Les profondes transformations que connaissent nos sociétés entraînent une reconfiguration stratégique du contexte mondial. Cette situation nous concerne tous : citoyennes, autorités, entreprises et tiers secteur. Nous entrons dans une nouvelle ère marquée par une plus forte incertitude, par plus de compétition et de fragmentation, qui remettent en cause des décennies d'acquis de la coopération et de l'intégration. Face à ces défis, nous devons maintenir notre cap à long terme et répondre de manière soudée, en tant qu'Espagnols et en tant qu'Européens. Cette conviction est au cœur de la Stratégie d'Action Extérieure 2025-2028, une stratégie qui prend en compte les exigences de changement et d'action, mais également les exigences d'engagement en faveur de ce qui nous caractérise en tant que société.

Changement et action, d'une part, car il est impératif de préparer et d'adapter notre action extérieure à un environnement mondial plus fragile et plus imprévisible dans lequel la paix, la sécurité et la prospérité ne sont plus des évidences et dans lequel nous devons jouer un rôle actif et ne pas être de simples spectateurs. Cette Stratégie propose une analyse des risques et des opportunités pour l'Espagne et fixe les grandes lignes de la politique étrangère de notre pays, forte d'une identité propre et axée sur la défense de nos intérêts nationaux et de nos valeurs. L'Espagne a prouvé à maintes reprises sa formidable capacité d'adaptation face aux aléas de l'Histoire. La période couverte par la période couverte par cette stratégie coïncide symboliquement avec deux événements historiques fondamentaux : le 50e anniversaire de la mort du dictateur Franco et le 50e anniversaire de l'adoption de la Constitution espagnole, qui constitue la plus haute expression du vivre-ensemble démocratique de notre pays.

L'ampleur des changements auxquels nous faisons face aujourd'hui exige de miser sur une Europe plus forte et plus unie. Voici venu le temps

d'un sursaut stratégique européen, le temps d'une Europe capable de peser sur les tendances globales qui nous touchent toutes et tous. C'est pourquoi, pour la première fois, la stratégie espagnole d'action extérieure place l'Europe au premier plan, avec des propositions concrètes pour progresser, renforcer nos capacités communes et améliorer la coordination dans tous les domaines, de l'action extérieure aux secteurs économique, industriel et technologique, dans le but de prendre notre destin en main.

Continuité et engagement, d'autre part, car l'Espagne appuie toujours les valeurs qui nous définissent en tant que société, en les plaçant au cœur de l'action extérieure afin de construire un monde plus prospère, plus libre, plus sûr et plus stable. C'est grâce à un ordre international ouvert, fondé sur des règles communes, que l'Espagne a progressé ; la population espagnole se sent ainsi profondément européenne et elle est engagée en faveur du multilatéralisme, de la coopération au développement, de l'égalité des genres, d'une transition écologique juste et d'une gouvernance technologique éthique. Aujourd'hui plus que jamais, notre action extérieure doit refléter ces valeurs qui caractérisent la société démocratique, avancée et ouverte qui est la nôtre.

Pour fixer ce nouveau cap, le ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération a élaboré cette stratégie en coordination avec les autres ministères. Cette stratégie est en effet le résultat d'un vaste processus participatif auquel ont pris part les régions et les villes autonomes, les entités locales, les partis politiques, le secteur privé, la société civile et une cinquantaine d'experts en relations internationales. L'action extérieure est un projet de pays et d'avenir fait pour nous et par nous. Cette stratégie est une feuille de route pour les années qui viennent, avec en ligne de mire les objectifs que nous nous sommes fixés concernant la position de l'Espagne et de l'Europe.

José Manuel Albares Bueno

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La nouvelle **Stratégie d'action extérieure 2025-2028** est une feuille de route dans laquelle l'Espagne formule ses propositions pour répondre aux enjeux d'un environnement international en profonde transformation. Il s'agit d'une stratégie **ambitieuse et réaliste** qui s'adapte au nouveau contexte international et se fonde sur une **politique étrangère dotée d'une identité propre**, ferme dans la défense de nos intérêts et attachée aux valeurs qui nous définissent en tant que société. Son objectif est de renforcer la position de l'Espagne pour donner les moyens à chacun de construire son projet de vie, en tenant compte du fait qu'une grande part des décisions qui ont un impact sur la vie quotidienne de la population sont prises à l'extérieur de nos frontières.

Pour garantir son influence dans cette nouvelle conjoncture, l'Espagne cherchera à faire de ses **atouts** des leviers qui permettront d'améliorer son action extérieure, ayant pour objectif un monde plus juste, plus stable et plus sûr. Parmi ces atouts, nous pouvons citer notamment notre économie, internationalisée et en pleine croissance, notre leadership en matière d'énergies renouvelables, notre société, qui est ouverte, diverse, pro-européenne et tolérante, notre puissance douce en expansion qui s'appuie sur nos langues et nos industries culturelles, et notre situation géographique privilégiée. Tous ces éléments nous permettent de continuer à renforcer notre position et notre projection à l'international.

Nous traversons **des temps troublés, marqués par la fragilité de la paix et de l'ordre international**. 2025 est l'année du troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie mais aussi de la recrudescence de la violence dans notre environnement stratégique, du Sahel au Moyen-Orient. Notre monde est exposé à des défis majeurs résultant de la modification des facteurs de puissance des États et d'une redistribution des forces dans ce domaine, ce qui entraîne une grande instabilité.

Dans ce contexte, trois glissements systémiques ont redéfini le contexte international et nous ont obligé à adapter notre action extérieure.

Tout d'abord, la tendance est au remplacement de l'ordre fondé sur des règles par une dynamique dominée par les logiques de pouvoir. L'effritement du droit international, la recrudescence des conflits et la montée de l'impunité constituent de sérieuses menaces pour la paix et la stabilité. Ce virage oblige l'Espagne à adopter une **action**

extérieure plus stratégique qui intègre la défense du multilatéralisme et du droit international parmi ses objectifs.

Ensuite, l'Espagne doit évoluer dans un contexte de fragmentation économique et de concurrence stratégique. Ainsi, au niveau économique, la priorité donnée à l'efficacité, si caractéristique de la mondialisation, a laissé place à la recherche de la résilience et de l'atténuation des risques, ce qui a conduit à une redéfinition des cadres du commerce et de l'investissement. Face à ces transformations, l'Espagne doit conjuguer la nature ouverte de son économie avec **une plus grande attention portée à la sécurité économique**.

Enfin, les sociétés démocratiques sont confrontées à de nombreux défis. Dans un climat polarisé et marqué par la montée de la désinformation, qui menace la stabilité démocratique et favorise la rupture des consensus, l'Espagne doit continuer à **s'engager en faveur de sociétés ouvertes et inclusives**, en préservant la cohésion interne qui est au cœur de sa projection internationale.

La Stratégie d'action extérieure 2025-2028 répond à ces mutations du contexte international au moyen de trois principes d'action transversaux qui visent à garantir **(A) une Europe renforcée ; (B) une Espagne engagée ; et (C) une Espagne bâtisseuse de paix et de sécurité**.

Une Europe renforcée

Aujourd'hui, pour défendre les intérêts des Espagnols, notre réponse doit être avant tout européenne. Elle repose sur le profond européisme de la société espagnole et sur la conviction que nous ne pourrions exercer une influence décisive sur la reconfiguration de l'ordre mondial que si nous agissons au niveau européen. C'est pourquoi nous devons contribuer à la stabilité, la résilience et l'efficacité de l'Union européenne. Ainsi, face aux multiples crises que nous vivons, **l'Europe doit faire preuve d'ambition et d'audace dans sa réponse**.

L'UE a traversé ces dernières années trois grandes épreuves – la pandémie, l'agression russe et la crise énergétique – auxquelles elle a su répondre de manière efficace et coordonnée. L'enjeu est désormais de consolider ce **réveil stratégique** afin de faire de l'Union un véritable **acteur géopolitique**. Pour garder le contrôle de notre avenir politique, économique et technologique, il nous faut prendre

collectivement des décisions difficiles. Nous devons penser à long terme, faire davantage, faire mieux et faire plus vite et, surtout, travailler ensemble, en tant qu'Européens.

L'Espagne plaide en faveur d'un saut qualitatif dans les politiques communes et leur financement, accompagné d'une transformation institutionnelle. À cette fin, nous œuvrerons en faveur d'un budget européen plus ambitieux afin de garantir notre capacité d'action et de réaction, et d'une réforme du processus décisionnel visant à étendre le vote à la majorité qualifiée à de nouveaux domaines, tels que la politique étrangère, afin d'éviter la paralysie de l'action européenne. L'Espagne soutiendra le processus d'élargissement de l'UE, qui doit s'accompagner de réformes réalistes de l'Union qui nous permettront de continuer d'avancer et de nous préparer à fonctionner avec un plus grand nombre d'États membres.

Nous plaidons également pour une Europe qui assume davantage la responsabilité de sa propre sécurité. L'autonomie stratégique ouverte de l'Europe doit être fondée sur une approche intégrée de sécurité englobant des domaines qui vont au-delà de la défense traditionnelle. Nous devons renforcer cette autonomie grâce à des capacités et des ressources collectives, notamment en poursuivant le développement de la base industrielle et technologique de défense de l'Europe. Dans un monde toujours plus agité par les conflits, une plus grande coordination de l'action extérieure européenne est nécessaire pour maximiser l'impact de nos efforts politiques et budgétaires. Cela passe par une meilleure interaction avec nos partenaires mondiaux, qui s'appuie sur un partenariat d'égal à égal et sur l'exemplarité européenne. De même, il est capital d'évoluer vers une plus grande convergence stratégique entre les États membres en ce qui concerne la perception des menaces qui pèsent sur la sécurité européenne, en appliquant la méthode à 360 degrés.

Compte tenu des défis à relever, la cohésion sociale n'est pas juste une obligation du point de vue de l'éthique et de l'équité ; c'est aussi un atout stratégique, une garantie pour notre sécurité à un moment où les acteurs extérieurs tentent d'instrumentaliser les divisions au sein des sociétés démocratiques. C'est pourquoi l'Espagne encouragera la politique de cohésion, l'union entre les Européens par le biais de politiques telles qu'Erasmus+ et continuera à soutenir le renforcement du socle européen des droits sociaux.

La projection extérieure de l'Europe ne se fera pas sans la construction de solides bases de pouvoir, y compris dans le domaine économique. L'UE doit

combler le fossé qui la sépare de ses concurrents en matière d'innovation dans les secteurs qui définiront l'économie de demain. L'Espagne s'efforcera donc d'accroître sa compétitivité et ce au moyen d'un engagement clair en faveur de la triple transition écologique, numérique et sociale, qui joue un rôle moteur pour la croissance économique européenne, de la promotion de la réindustrialisation, de l'approfondissement du marché unique, de l'achèvement de l'union bancaire et du renforcement du rôle international de l'euro.

Cela étant, la fragmentation croissante de l'économie nous oblige à intégrer la perspective de la sécurité économique dans le processus de prise de décision afin de réduire les risques. L'utilisation des interdépendances comme une arme politique et la multiplication des barrières commerciales obligent à réévaluer le compromis entre l'efficacité et la sécurité afin d'accorder plus d'attention à cette dernière. En outre, l'UE est la région la plus ouverte du monde en termes économiques, de sorte que l'impact des tendances protectionnistes pourrait lui être plus préjudiciable. Dans cette perspective, l'Espagne entend réduire les vulnérabilités et les dépendances critiques en garantissant la sécurité de nos chaînes d'approvisionnement et l'accès aux matières premières et aux technologies clés ; anticiper les menaces et se doter de davantage d'outils pour faire face aux coercitions économiques ; et étendre son réseau de partenaires commerciaux, car développer le commerce avec des acteurs plus fiables favorise notre autonomie.

Une Espagne engagée

Les institutions multilatérales traversent un moment délicat. La concurrence géostratégique accrue est une tendance mondiale qui va à l'encontre de la coopération multilatérale à un moment où elle est plus que jamais nécessaire. Dans ce contexte, le premier de nos objectifs est de préserver, de réformer et de renforcer le système multilatéral. En effet, de sa paralysie ou de son efficacité dépend notre capacité à répondre aux défis mondiaux qui, du changement climatique à la prévention des pandémies, ont un impact réel sur les citoyens. L'Espagne défend la préservation des acquis, en jouant un rôle actif au sein du système multilatéral, et la réforme des structures existantes au profit d'une plus grande inclusion qui reflète la composition actuelle de la société internationale.

Afin de renforcer son action sur le plan multilatéral, l'Espagne poursuivra ses efforts dans différents domaines: protection et promotion des droits humains, réforme de la gouvernance économique et financière internationale, conception d'une

gouvernance technologique éthique et responsable et renforcement de la politique étrangère féministe. Lorsque ces défis ne peuvent être relevés efficacement au niveau multilatéral, nous encouragerons la mise en place de mécanismes de coopération flexibles qui nous permettront d'avancer sur la base d'intérêts partagés. Par ailleurs, l'Espagne **encouragera les migrations sûres, ordonnées et régulières**, sans renoncer aux principes d'humanité et de responsabilité qui nous définissent, et avec la conviction que notre dynamisme économique et la durabilité de notre modèle d'État-providence dépendent en partie des migrations.

En cette période de crise de la solidarité, le monde a besoin d'une augmentation de la coopération au développement, non pas d'une réduction de celle-ci. L'Espagne continuera à s'engager en faveur de la **coopération au développement et de l'action humanitaire** qui constituent des outils essentiels pour relever les défis collectifs. L'Espagne entend conserver son rôle **de chef de file de la transition écologique** par le biais d'une diplomatie verte et de la lutte contre l'urgence climatique, qui constitue un axe central de son action extérieure. Dans ce domaine, notre pays misera sur la **décarbonation compétitive** en tant qu'opportunité pour notre industrie, tout en veillant à ce que les objectifs de neutralité climatique s'accompagnent d'une transition juste et en investissant dans les secteurs d'avenir.

Une Espagne bâtisseuse de paix et de sécurité

La réponse de l'Espagne ne doit pas négliger la **sécurité de nos citoyens**. Cela implique de **s'adapter à un monde plus complexe** dans lequel l'Europe ne touche plus les dividendes de la paix, dont elle a bénéficié au cours des dernières décennies. Ce nouveau contexte oblige l'Espagne et l'Europe à **assumer une plus grande part de responsabilité** dans leur défense et à contribuer davantage à la sécurité partagée en tant que pourvoyeurs de sécurité dans le cadre de l'UE, de l'OTAN et des Nations Unies. L'Espagne cherchera à renforcer l'architecture du contrôle des armements, de la non-prolifération et du désarmement et maintiendra son engagement en faveur de la lutte contre le terrorisme.

Parallèlement, l'Espagne s'efforcera de **construire une paix fondée sur la cohérence** dans la défense du droit international, en veillant au respect des normes du droit international humanitaire en toutes circonstances et dans tous les conflits. Nous continuerons ainsi de soutenir les tribunaux internationaux dans la **lutte contre l'impunité** et

de renforcer les capacités de l'Espagne en tant qu'acteur de **médiation**.

Nous devons en outre **renforcer notre résilience démocratique**. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans un monde qui se caractérise par une interconnexion sans précédent, la division règne. Les biais algorithmiques, la montée de la désinformation et des discours de haine ne sont pas juste des défis techniques mais bien des menaces pour la cohésion sociale, qui nous rendent plus vulnérables à la radicalisation et à l'ingérence extérieure. Au vu des risques liés à la déréglementation, l'Espagne plaide en faveur **d'une plus grande transparence, neutralité et redevabilité** des plateformes technologiques, **d'une approche centrée sur les personnes et sur les droits**, et **d'une plus grande coordination internationale**. Mais pour pouvoir déployer une action extérieure efficace, l'Espagne doit **préserver sa cohésion interne**, ce qui implique de répondre aux demandes des citoyens, de progresser dans la lutte contre les inégalités et de relever le défi démographique.

L'Espagne dans le monde

L'action extérieure de l'Espagne continuera d'être déclinée par zone géographique, avec une double dimension euro-atlantique et méditerranéenne et une projection mondiale.

La conjoncture actuelle exige plus que jamais d'**investir dans notre environnement stratégique**, où se concentrent un grand nombre de conflits, du Sahel au Moyen-Orient, en passant par l'Ukraine. Une attention particulière doit donc être portée à nos voisins immédiats et aux voisins de nos voisins ; en d'autres termes, aux pays qui, de l'Europe de l'Est à l'Afrique de l'Ouest, en passant par l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, constituent notre voisinage au sens le plus large et sont **le théâtre de bon nombre d'enjeux qui impactent directement la sécurité et la prospérité de l'Espagne**. Afin de relever les défis et de tirer parti des possibilités offertes par ces régions, **l'Espagne renforcera**, au cours des prochaines années, **sa présence diplomatique** sur le terrain pour couvrir l'ensemble de son environnement stratégique, renforcer le dialogue politique et apporter son soutien au développement économique, à la sécurité et à la gouvernance des pays voisins.

En outre, **l'Espagne entend consolider les relations bilatérales qu'elle entretient avec ses partenaires en Europe, au-delà des frontières de l'UE**, mais également continuer d'apporter un **soutien indéfectible à l'Ukraine** dans la défense de sa souveraineté et accompagner les processus d'adhésion

des **pays des Balkans occidentaux** et des autres pays candidats.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont une constante de l'identité et de l'action extérieure de l'Espagne.

Ces dernières années, l'Espagne a placé l'Amérique latine au centre de l'agenda européen, avec l'organisation, pendant la présidence espagnole du Conseil de l'UE en 2023, du premier sommet UE-CELAC depuis huit ans, et la promotion constante d'accords avec le MERCOSUR, le Chili et le Mexique, tout en maintenant un agenda bilatéral intense. Au cours des quatre prochaines années, l'objectif est de redoubler d'efforts et de renforcer l'espace ibéro-américain. Sur la base de valeurs communes et d'intérêts convergents, l'Espagne et la région travailleront au coude à coude pour accroître leur influence commune dans les enceintes multilatérales et lors des grands débats de l'agenda international. Dans un contexte général de fragmentation économique, nous aspirons également à promouvoir des relations économiques équitables et mutuellement bénéfiques avec cette région.

Nous souhaitons également renforcer nos liens avec les pays du bassin méditerranéen, du **Maghreb** et du **Moyen-Orient**, en nous engageant fermement en faveur de la paix et de la stabilité dans notre voisinage méridional. D'autre part, l'Espagne ne cessera de travailler au maintien de relations étroites avec l'**Amérique du Nord** sur la base du dialogue. Nous continuerons également de tisser des relations de plus en plus qualitatives avec l'**Afrique**, en mettant en œuvre la nouvelle stratégie Espagne-Afrique 2025-2028, dans laquelle l'Afrique de l'Ouest occupe une place de choix. En outre,

une nouvelle stratégie sera élaborée pour renforcer notre ancrage en Asie-Pacifique. Tout cela sans oublier la consolidation de notre présence en **Transcaucasie et en Asie centrale**. L'Espagne veillera à consolider son rayonnement dans toutes ces régions au travers de **sa culture et de ses langues**, qui représentent des atouts pour sa projection extérieure.

Pour concrétiser les priorités et les objectifs définis dans cette stratégie, il convient d'entamer un processus de réflexion au sujet de **l'adaptation des instruments de l'action extérieure** de l'Espagne aux défis décrits plus haut. Il s'agira tout d'abord de préparer notre service extérieur à mieux servir les intérêts des Espagnols dans cette nouvelle conjoncture, en adaptant notre réseau diplomatique aux besoins actuels, en continuant la transformation numérique de nos outils de travail, en formant notre personnel et en investissant dans notre capital humain, qui constitue la colonne vertébrale de notre action extérieure. Pour renforcer la projection de l'Espagne à l'étranger, il sera primordial de mieux tirer parti des connaissances et de l'expérience des trois millions d'Espagnols qui résident hors de nos frontières.

L'action extérieure, rappelons-le, nous concerne toutes et tous: tous les pouvoirs et administrations publiques, et la société civile, y compris les Espagnols résidant à l'étranger. C'est pourquoi nous continuerons de travailler à l'amélioration de la coordination entre tous les acteurs concernés, afin qu'ils puissent apporter leurs connaissances et leurs expériences à l'élaboration de **l'action extérieure de l'Espagne**.

PARTIE I :

**LA PERSPECTIVE
STRATÉGIQUE
DE L'ESPAGNE**



Nous vivons une époque troublée, marquée par la fragilité de l'ordre international, de la paix et des institutions. Cette réalité devient de plus en plus évidente à mesure que les conflits s'intensifient et que le multilatéralisme s'affaiblit. Alors que nous commémorons le 80e anniversaire de la création des Nations Unies, lequel coïncide avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, le droit international et les principes communs s'affaiblissent.

Ces dernières années, il est devenu évident que le calme apparent qui a suivi la Guerre froide n'a pas donné naissance à une nouvelle normalité. Après une longue période de prospérité et de faible conflictualité, nous nous trouvons aujourd'hui face à une conjoncture géopolitique instable dans laquelle les crises se succèdent plus fréquemment. En 2025, nos sociétés assistent à l'effritement de l'ordre construit après la Seconde Guerre mondiale ; les règles et les principes qui ont contribué pendant des décennies à donner aux relations internationales une certaine dose d'ordre et de prévisibilité sont remis en question. L'Espagne aspire à un monde pacifique et sûr, qui fasse preuve de coopération dans la gestion des affaires mondiales telles que le changement climatique, la santé, la technologie, les migrations ou le terrorisme, qui soit ouvert à la circulation des idées, des personnes, des biens et des services, et qui soit fondé sur des règles. Pourtant, ces dernières années, ces aspirations ont été mises à mal.

La présente Stratégie est adoptée dans un contexte de reconfiguration stratégique à l'échelle mondiale. Celle-ci est le fruit d'évolutions politiques et d'altérations dans la distribution des facteurs de puissance, qui entraînent une grande instabilité. Elle coïncide dans le temps avec le troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et avec une recrudescence de la violence dans notre environnement stratégique, du Sahel au Moyen-Orient. En parallèle, certaines tendances grandissantes sont en train de redéfinir l'échiquier international : un glissement des règles qui régissent le monde est en train de s'opérer, l'efficacité économique est remplacée par la recherche de résilience, et la confiance dans le progrès est supplantée par l'incertitude. Ces tendances continueront vraisemblablement de se confirmer pendant les prochaines années.

C'est pourquoi nous devons nous préparer et adapter notre action extérieure à ce nouvel état de fait. La présente Stratégie propose une analyse des risques et des opportunités pour l'Espagne. Pour ce faire, elle fixe les lignes d'action principales qui permettront de mettre en œuvre une action extérieure d'une identité propre, ferme dans la défense de nos

intérêts nationaux et engagée en faveur des valeurs qui nous définissent en tant que société, dans le but de contribuer à un monde plus prospère, plus sûr et plus stable.

Un moment critique pour l'Europe

Pour l'Espagne, appartenir à une organisation telle que l'Union européenne, qui réunit nombre de nos partenaires les plus proches dans le plus grand projet d'intégration politique et économique au monde, constitue, au même titre que la situation géographique de notre pays et le lien historique qui nous unit à l'Amérique latine, l'un de nos atouts majeurs et l'un des facteurs stratégiques les plus déterminants.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, pour l'Europe occidentale, ou depuis la chute du mur de Berlin, pour l'Europe orientale, nous, Européens, avons vécu dans un contexte international particulièrement clément, caractérisé par un partenariat étroit entre l'Europe et les États-Unis, fondé sur des valeurs et des priorités généralement partagées. Cette situation, qui a perduré pendant un temps remarquablement long, connaît des changements rapides.

En 2025, l'Espagne et l'Europe doivent composer avec le climat d'instabilité qui prévaut dans leur voisinage. Dans ce contexte, nous, Européens, disposons d'un instrument d'action commun qui nous permet d'agir avec un niveau de coordination unique en son genre : l'Union européenne. En tant qu'Espagnols, une action concertée au niveau européen nous permet de répondre plus efficacement aux grandes tendances mondiales. Le moment est venu d'exploiter pleinement le potentiel de ce projet collectif.

C'est pourquoi, pour la première fois, la Stratégie d'Action Extérieure de l'Espagne place l'Europe au premier plan, avec des propositions spécifiques visant à faire progresser et à renforcer les capacités d'action communes et à améliorer la coordination, que ce soit dans le champ de l'action extérieure ou dans les domaines économiques, industriel et technologique.

Là où la mise en œuvre des propositions à l'échelle européenne dépend des consensus qui pourront être dégagés au sein de l'Union, d'autres aspects abordés dans le présent document dépendent uniquement, ou essentiellement, de l'Espagne. La stratégie rassemble les idées et les aspirations de l'Espagne concernant la manière dont l'Europe peut faire un bond en avant.

Il s'agit d'une tâche indispensable pour répondre aux nombreux défis et aux nombreuses menaces auxquels l'Union est confrontée actuellement et pour tirer pleinement parti de son potentiel. Nous sommes persuadés que le renforcement de l'action européenne commune, et des instruments par lesquels elle s'articule, est le moyen le plus efficace pour apporter une réponse qui soit à la hauteur des circonstances.

Notre environnement stratégique

L'Espagne est située au sud-ouest de l'Europe et ses frontières avec l'Afrique correspondent aux frontières extérieures de l'Union européenne, ce qui fait de nous une puissance euro-atlantique et méditerranéenne avec une projection mondiale. Cette position géographique est un atout majeur dans la mesure où notre vaste façade maritime nous relie aux routes commerciales mondiales ; mais elle pose également d'importants défis. À moins de 4 000 kilomètres de la péninsule Ibérique, des conflits gelés et des tensions latentes persistent – depuis l'Ukraine jusqu'au Moyen-Orient – tandis que les foyers d'instabilité se multiplient au Sahel, la région du monde avec la plus forte concentration d'attaques terroristes, ainsi qu'au Nigeria et en Algérie, deux de nos principaux fournisseurs d'énergie

Les événements qui se déroulent dans cet environnement stratégique ont un impact direct sur la stabilité et la sécurité de l'Espagne et sur le bien-être de la population espagnole. Cette instabilité pourrait s'intensifier au cours de la période couverte par la présente Stratégie, avec des effets directs pour l'Espagne et le reste de l'Europe. En tant que frontière extérieure de l'Union, l'Espagne est plus exposée à ces défis que nombre de ses partenaires.

Les tendances actuelles obligent l'Espagne à déployer une action extérieure soutenue de manière générale, et plus particulièrement dans notre environnement stratégique, en renforçant les outils d'action, en consolidant les relations bilatérales et en promouvant la stabilité et la défense du droit international.

Projection mondiale de l'Espagne

L'Espagne, grâce à son histoire et à sa tradition diplomatique, à son ouverture sur le monde et à son engagement multilatéral, jouit d'une projection de portée mondiale. Notre situation géographique et notre identité géopolitique multiforme

– européenne et atlantique, ibéro-américaine et méditerranéenne – nous confèrent une position unique pour entrer en contact avec différentes perceptions de la réalité internationale. Pour l'Espagne, développer cette capacité à prendre en compte des intérêts divers et variés et à comprendre les perceptions d'autres régions du monde n'est pas seulement une question de convenance, mais une marque de fabrique et une nécessité stratégique.

Cette projection nous permet de renforcer notre réseau de relations bilatérales, qui constitue, d'ailleurs une source d'opportunités politiques et économiques, un élément clé pour la sécurité de l'Espagne. Tout d'abord, les liens fraternels qui nous unissent à l'Amérique latine constituent un atout majeur pour notre action extérieure, tant au niveau bilatéral qu'au niveau du renforcement des relations entre l'Union européenne et la région. À cela s'ajoute notre capacité de dialogue et de concertation en Méditerranée, dont témoignent notre action au niveau bilatéral et européen, ainsi qu'au sein de l'Union pour la Méditerranée, et les liens étroits que nous entretenons avec différents pays d'Afrique et d'Asie.

Ces facteurs signifient également que l'Espagne est attachée au multilatéralisme et au droit international, qui sont plus que jamais nécessaires pour faire face à des enjeux collectifs tels que l'urgence climatique ou l'éventualité de nouvelles pandémies.

Ces dernières années, l'Espagne a confirmé qu'elle était l'un des moteurs économiques de la zone euro, avec une croissance nettement supérieure à la moyenne européenne, ce qui a renforcé l'attractivité de notre pays en tant que destination d'investissement, et a été à l'origine de créations d'emplois, ce qui a renforcé notre projection extérieure.

L'Espagne dispose d'atouts qui lui confèrent un poids et une influence significatifs sur la scène internationale. Exercer cette influence va au-delà des intérêts ou du prestige. Il s'agit d'un impératif de sécurité nationale car la sécurité et la prospérité des Espagnols dépendent de décisions qui sont prises au-delà de nos frontières. De la législation européenne, qui régit une part considérable de notre quotidien, aux règles internationales qui s'appliquent à l'économie, en passant par la réponse au changement climatique ou l'impact des conflits internationaux, tous ces facteurs ont une incidence directe sur notre avenir. C'est pourquoi l'Espagne cherche à s'adapter au nouveau contexte international à travers trois principes d'action transversaux : une Europe renforcée, une Espagne engagée et une Espagne bâtisseuse de paix et de sécurité.

UN MONDE EN TRANSITION : TROIS GLISSEMENTS À L'ŒUVRE DANS L'ORDRE INTERNATIONAL

Glissement I : Passer d'un monde fondé sur des règles à un monde dirigé par des logiques de pouvoir

L'affaiblissement du multilatéralisme se manifeste par l'érosion des règles et la montée de la diplomatie transactionnelle, du recours à la force et de l'impunité. Au cours de la dernière décennie, nous avons assisté à la dégradation des principes fondamentaux de coexistence internationale inscrits dans la Charte des Nations Unies, qui a culminé avec l'agression de la Russie contre l'Ukraine, laquelle a servi, à son tour, de catalyseur à une nouvelle déstabilisation internationale.

Cette tendance se manifeste par un décalage entre la nécessité de relever des défis mondiaux croissants et la capacité de plus en plus réduite de la communauté internationale à les gérer, plombée par la paralysie du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce. Cette crise s'inscrit dans un contexte de concurrence stratégique croissante entre les grandes puissances, qui s'est étendue à pratiquement tous les domaines des relations internationales, des sphères politique, militaire et sécuritaire au commerce et à la technologie. Cette concurrence transversale a ouvert des brèches que les acteurs régionaux cherchent à combler par des positions de plus en plus affirmées.

Cette transformation des relations internationales conduit à des modèles de relations plus souples et plus pragmatiques. La diplomatie transactionnelle est en plein essor, les alignements sélectifs remplacent les structures formelles et les alliances ancrées dans des valeurs partagées.

Glissement II : Passer de l'efficacité économique de la mondialisation à la recherche de la résilience

L'économie internationale se transforme et donne la priorité à la résilience et à l'atténuation des risques plutôt qu'à la simple efficacité. Ce deuxième changement se manifeste par le passage d'une logique de maximisation des profits à des stratégies orientées vers la sécurité économique. La concurrence stratégique se joue dans une économie internationale fortement interconnectée, qui multiplie les possibilités d'instrumentaliser les dépendances. La pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine, associées à la montée du protectionnisme, ont montré comment l'instrumentalisation des dépendances peut entraîner des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Les sanctions, les barrières commerciales, les stratégies de coercition économique et les pratiques de concurrence déloyale sont clairement en augmentation. À titre d'exemple, selon le Fonds monétaire international, quelque 3 000 nouvelles restrictions commerciales ont été imposées en 2023, soit près de trois fois plus qu'en 2019.

Les stratégies de diversification visent à réduire les vulnérabilités dans un environnement fragmenté. Face à la nécessité d'atténuer les risques, les États et les entreprises cherchent à réduire les vulnérabilités et les dépendances en promouvant des stratégies de diversification basées sur la délocalisation des chaînes d'approvisionnement et les restrictions à l'exportation de matériaux et de composants critiques, une tendance qui s'étend aux flux d'investissement. Selon le Fonds monétaire international, les coûts associés à cette fragmentation pourraient atteindre jusqu'à 7 % du PIB mondial, sans compter la perte de diffusion des technologies et des connaissances, et la réduction de la convergence des revenus induite par le commerce.

La transition écologique et la transformation numérique créent de nouveaux champs de concurrence géoéconomique. Ces deux transitions ont ouvert des espaces de concurrence dans des domaines tels que les matériaux critiques, les semi-conducteurs et les technologies vertes. Dans le même temps, la crise climatique exige de nouveaux modèles de croissance et des besoins de financement accrus pour la prévention et l'adaptation, en particulier dans les pays en développement, qui sont les principaux touchés par l'impact du changement climatique. La course à la technologie est l'un des principaux vecteurs de la concurrence stratégique, avec le risque de régimes réglementaires divergents et la création de barrières pour accéder à certaines technologies, ce qui a un impact négatif sur l'innovation et l'interconnectivité.

Glissement III : Passer de la confiance dans le progrès à l'incertitude

Les sociétés des pays développés sont passées d'un optimisme général à une méfiance à l'égard de l'avenir. Les raisons de ce glissement sont multiples, mais elles trouvent leur origine dans des attentes non satisfaites : performances économiques inférieures aux prévisions, inégalités accrues, perte d'influence ou évolution des valeurs.

Au cours des dernières décennies, la mondialisation et la révolution numérique ont radicalement transformé notre monde. L'essor du commerce et l'internationalisation des chaînes de valeur, favorisés par la division du travail et la spécialisation, ainsi que la révolution numérique et une plus grande stabilité géopolitique, ont conduit à une accélération de la croissance mondiale. Outre la réduction spectaculaire de l'extrême pauvreté, on a assisté à une baisse marquée de la mortalité infantile et maternelle, à une amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et à des progrès dans la lutte contre la malnutrition. Le pourcentage de personnes alphabétisées a doublé, la disponibilité de l'électricité s'est accrue et la connectivité numérique s'est généralisée. L'espérance de vie mondiale a augmenté de plus de 20 ans. La réalité politique a également changé : la proportion de la population mondiale qui vit en démocratie est passée de 25 % en 1950 à environ 60 % au début du XXI^e siècle. Enfin, les crimes violents et la virulence des conflits ont considérablement diminué.

Cependant, parallèlement à ces avancées, des déséquilibres économiques et sociaux sont apparus, révélant les faiblesses de notre modèle de croissance. La déréglementation du secteur financier conjuguée à des mesures d'incitations mal alignées dans la zone euro a abouti à la plus grande crise financière depuis près d'un siècle, qui a mis en évidence la vulnérabilité de nos systèmes économiques. En parallèle, les inégalités se sont creusées. En effet, l'essor spectaculaire des classes moyennes dans les pays émergents contraste avec les timides avancées des classes moyennes et populaires dans les pays développés, qui sont incapables de compenser les perdants de la mondialisation. De surcroît, les grandes villes concentrent le dynamisme économique tandis que les zones rurales, dont la population est toujours plus vieillissante et les opportunités toujours plus réduites, se retrouvent **à la traîne**. En conséquence, l'idée selon laquelle les prochaines générations atteindront un niveau de bien-être supérieur à celui de leurs prédécesseurs est en perte de vitesse, en particulier dans les pays développés.

Au lendemain de la pandémie de COVID-19, la question se pose : le développement humain va-t-il continuer de progresser ou va-t-il s'interrompre ? D'un côté, certains signaux sont encourageants : l'allongement de l'espérance de vie, la multiplication de vaccins innovants, l'essor des énergies renouvelables, certains progrès effectués en matière d'égalité des genres ou une augmentation éventuelle de la productivité grâce à l'intelligence artificielle. De l'autre, on observe des signaux alarmants : l'augmentation de la pauvreté dans certains pays, le surendettement de nombreuses économies et le vieillissement rapide de la population dans certaines régions, qui s'ajoutent à d'autres phénomènes tels que la polarisation politique et sociale croissante, l'érosion de la confiance dans les institutions démocratiques et la dégradation accélérée de l'environnement causée par le changement climatique. Il est clair que pour affronter cet avenir complexe et incertain, les réponses doivent être coordonnées et faire l'objet d'un accord à l'échelle internationale. Cependant, cette coopération internationale est de plus en plus difficile à articuler.

Une vision plus sombre de l'impact du développement technologique et de ses modèles de gouvernance se dessine. Les nouvelles formes de communication et d'interaction sociale – en particulier l'essor des réseaux sociaux, qui favorisent les messages simples et émotionnels – ont favorisé des stratégies politiques qui alimentent la polarisation et la méfiance des citoyens à l'égard des institutions.

Cette polarisation politique et sociale croissante menace la stabilité démocratique dans un contexte de désintégration du consensus. Nous assistons à une réduction du nombre et de la qualité des démocraties, un processus qui dure depuis près de deux décennies. Selon l'institut Varieties of Democracy (V-Dem), le niveau de démocratie dont jouit aujourd'hui le citoyen moyen dans le monde a chuté au niveau de 1985. Une personne sur trois vit dans un pays où les libertés démocratiques sont restreintes, contre moins d'une sur dix au début du siècle. On assiste **également à une montée des forces ultranationalistes et identitaires** qui agitent l'opinion publique sur les questions climatiques et migratoires. Dans ce domaine, les affaires extérieures et intérieures s'entremêlent. La stabilité de nos démocraties devient un nouvel espace de compétition géopolitique, exposé à des stratégies de déstabilisation, voire d'ingérence extérieure.

A. UNE EUROPE RENFORCÉE

Consolider l'autonomie européenne

Le projet européen est solide. L'UE compte avec plusieurs sources de pouvoir : elle est l'un des principaux émetteurs et bénéficiaires d'investissements directs étrangers au monde et le premier partenaire commercial de près de la moitié des pays de la planète ; l'État-providence y est bien implanté ; la population y est la plus qualifiée ; elle est en tête des classements en matière de durabilité environnementale ; ses entreprises sont des chefs de files dans des secteurs clés ; et l'euro est la deuxième monnaie la plus importante au monde. Mais elle exerce ce pouvoir de manière fragmentée. Cette réalité, souvent sous-estimée, peut constituer un point de départ pour la construction d'une Union plus ambitieuse, préparée à une concurrence mondiale croissante et désireuse d'exercer son leadership.

Cependant, l'intégration européenne, avec tout ce qu'elle représente, est confrontée à des enjeux importants issus de l'accélération des changements géopolitiques. Le déclin relatif des fondements démographiques et économiques de la puissance des pays européens, avec son reflet dans le domaine des capacités de sécurité et de défense, implique que seule la coopération au niveau européen est en mesure de compléter les ressources nationales, et de permettre à l'Union européenne et à ses États membres de peser de manière décisive sur les affaires mondiales qui revêtent une importance particulière pour leur propre avenir politique et économique.

Les Européens ne pouvons pas nous permettre de nous résigner. L'Europe regroupe des États parmi les plus prospères au monde et dispose des capacités politiques, économiques et de défense pour répondre avec des garanties aux nouvelles tendances mondiales, tout en défendant un modèle fondé sur le pluralisme démocratique, le respect des droits humains et l'économie sociale de marché. À cela s'ajoutent toutes les possibilités d'action conjointe offertes par les institutions qui sont communes au pays de l'UE.

La grande majorité des Espagnols considèrent que notre appartenance à l'Union européenne fait partie intégrante de notre identité nationale. L'UE est le cadre naturel dans lequel l'Espagne articule nombre de ses aspirations, définit ses positions et obtient des résultats qu'il serait impossible d'obtenir à l'échelle nationale.

C'est également l'avis de la majorité des citoyens européens. Le sondage Eurobaromètre Hiver 2025 met en lumière un très haut niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de l'Union européenne, le plus élevé depuis 1983. 74 % des citoyens estiment en effet que l'appartenance de leur pays à l'Union a été bénéfique. L'image de l'UE s'est améliorée pour 50 % des citoyens européens, et 66 % d'entre eux considèrent que son rôle de rempart en cas de crise est de plus en plus important. En outre, 89 % des citoyens estiment que l'unité de l'UE est capitale pour faire face aux grands défis mondiaux. La sécurité est première au classement des priorités (36 %), suivie par la compétitivité économique (32 %). **Les principales raisons pour lesquelles les citoyens plébiscitent l'UE ont changé : la paix et la sécurité sont désormais en tête (35 %), suivies par la coopération entre les pays (34 %).** La paix reste une valeur primordiale (45 %), tout comme la démocratie (32 %) et les droits humains (22 %).

Le renforcement de la stabilité, de la résilience et de l'efficacité de l'UE est donc l'une des principales priorités de notre action extérieure pour les années à venir. Pour que les Européens puissent influencer de manière décisive les tendances mondiales qui ont un impact sur leur vie, les moyens dont nous disposons à l'échelle nationale, bien qu'importants, sont insuffisants. Face aux trois glissements décrits précédemment, la principale priorité de l'Espagne est donc de soutenir le renforcement indispensable des capacités d'action de l'Union européenne et l'utilisation plus coordonnée et plus efficace de ses ressources.

Aujourd'hui, le défi consiste à consolider sur le plan politique et institutionnel la vocation stratégique de l'Europe qui s'est affirmée ces cinq dernières années. L'Espagne a tout intérêt à promouvoir ce processus, car c'est au sein de cet espace que nous défendons et promouvons certains de nos intérêts les plus fondamentaux, et que nous renforçons notre présence internationale.

Un saut qualitatif dans les politiques communes et leur financement

À l'heure actuelle, une transformation structurelle des institutions et des politiques européennes est nécessaire. Avec la pandémie ou la guerre en Ukraine, l'UE a prouvé qu'elle était capable de réagir rapidement et efficacement aux situations de crise. Mais que deux crises d'une telle ampleur se soient produites dans un laps de temps aussi court ne fait que confirmer l'évolution rapide vers une plus grande instabilité au niveau international. Il faut donc passer d'une réponse conjoncturelle à une réponse structurelle. Nos institutions communes ne se sont pas suffisamment adaptées à la réalité géopolitique actuelle. Il existe un décalage évident entre la rapidité avec laquelle le plus haut organe de décision politique, le Conseil européen, peut prendre des décisions de grande ampleur, et la situation des institutions qui manquent de ressources pour répondre à ces défis au jour le jour. Le nouvel ordre international demande des changements structurels.

Le budget est un élément fondamental de toute politique. Depuis de nombreuses années, le cadre financier pluriannuel stagne à environ 1 % du revenu national brut (RNB) européen. Le moment est venu d'envisager une augmentation substantielle de celui-ci. Face à la multiplication possible des risques suggérés par les tendances géopolitiques décrites ci-dessus et à la nécessité de financer conjointement les biens publics européens – sécurité, transition écologique, transformation technologique, infrastructures critiques, entre autres – l'UE doit renforcer sa capacité d'action. Le budget de l'Union est l'outil approprié pour permettre des réponses européennes à la hauteur des défis actuels et pour agir de manière urgente, solidaire et efficace face aux crises éventuelles.

L'Espagne préconise de commencer par doubler les ressources européennes dans le prochain Cadre financier pluriannuel. La volonté d'augmenter substantiellement les capacités communes, à hauteur de 2 % du RNB, et de renforcer sa capacité d'action avec de nouvelles ressources propres et l'émission de dettes communes pour financer les biens publics européens sera l'une des pierres angulaires de l'adaptation stratégique. Seul un budget ambitieux permettra de relever les nouveaux défis stratégiques,

notamment en matière de compétitivité – dans le cadre de la triple transition verte, numérique et sociale –, et en matière de sécurité et de défense, sans pour autant sacrifier les politiques qui ont donné du sens à l'Union, comme l'agriculture et la pêche, ou encore la cohésion. Sans un budget conséquent, les biens publics européens ne peuvent pas être garantis.

Le principe de l'unanimité, qui dans de nombreux domaines a assuré l'unité et la solidarité entre les 27 États membres, peut également être utilisé de manière abusive, voire instrumentalisé, en réduisant la capacité d'action de l'Union européenne en matière de prise de décision. Il ne faut pas oublier que l'unanimité peut permettre à des acteurs tiers, par le biais de pressions exercées sur un seul État membre, de ralentir, voire de paralyser le fonctionnement de la machine communautaire. En d'autres termes, il s'agit d'un risque stratégique pour l'Europe.

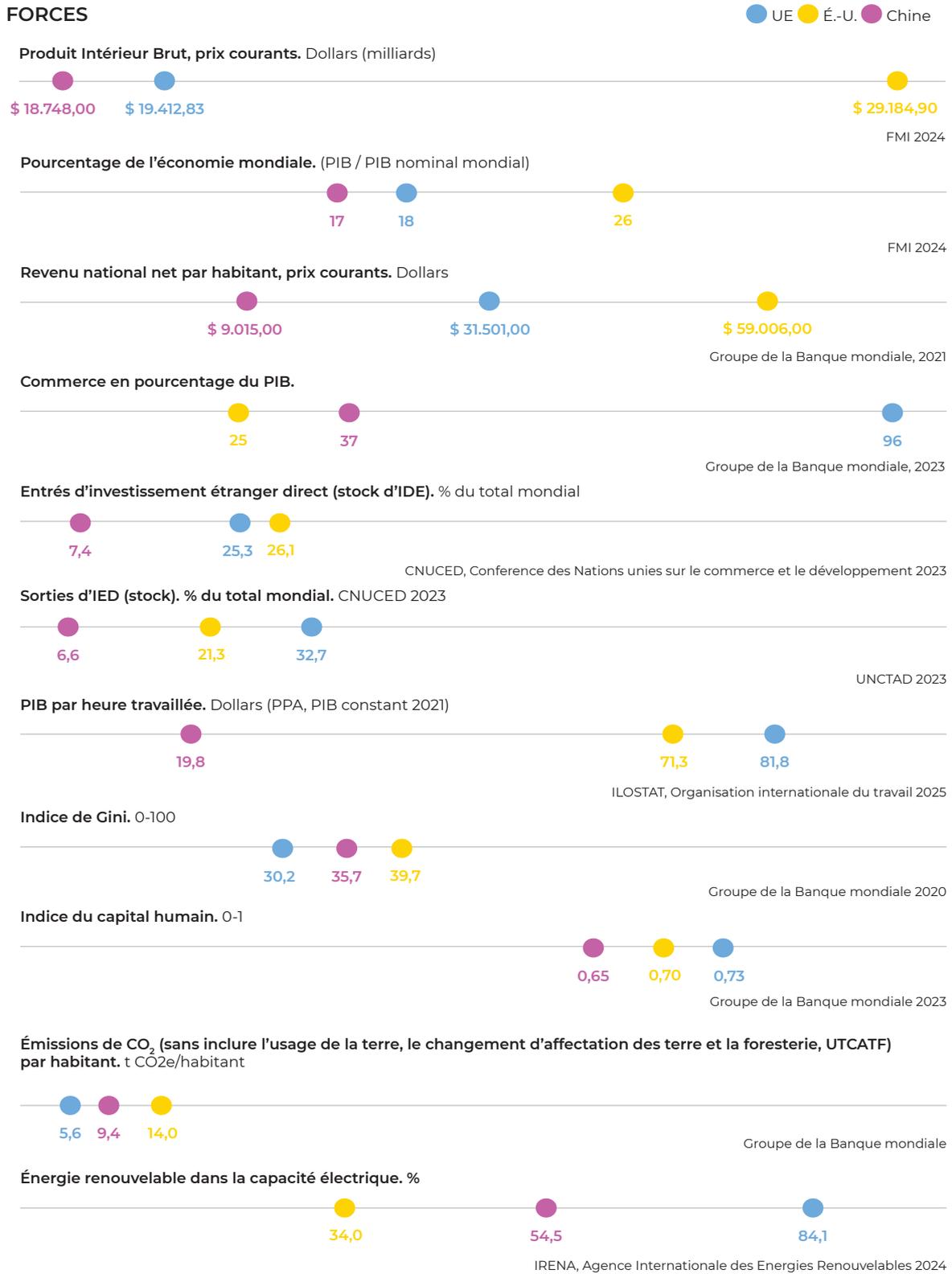
Nous devons permettre au Conseil de statuer à la majorité qualifiée en utilisant le mécanisme des clauses passerelles. La rationalisation du processus décisionnel par l'extension du vote à la majorité qualifiée à des domaines tels que la fiscalité, la politique étrangère ou même, avec la prudence qui s'impose, la politique de sécurité et de défense commune, est fondamentale pour éviter qu'un ou plusieurs États membres ne paralysent l'action de l'UE dans son ensemble.

L'absence de progrès dans cette réforme, trop longtemps reportée, ne saurait réduire l'ambition européenne au plus petit dénominateur commun. L'Espagne défend la possibilité que, dans le cadre communautaire, des politiques à géométrie variable ouvertes à tous les États membres puissent être mises en œuvre – par le biais des mécanismes institutionnels existants ou de mécanismes ad hoc – entre les États membres qui souhaitent coopérer plus étroitement, sans qu'il soit nécessaire de parvenir à un consensus à 27. C'est précisément par cette dernière voie que certaines des avancées historiques du processus d'intégration ont été adoptées, comme l'euro ou la libre circulation des personnes dans l'espace Schengen.

L'Espagne soutient le processus d'élargissement de l'UE à de nouveaux États membres, comme en témoigne l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie pendant la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne en 2023. Cet engagement en faveur de l'élargissement n'implique pas d'appliquer des critères d'adhésion au rabais, puisque ceux-ci sont en l'occurrence la garantie du succès de l'élargissement, qui servira à renforcer l'Union européenne.

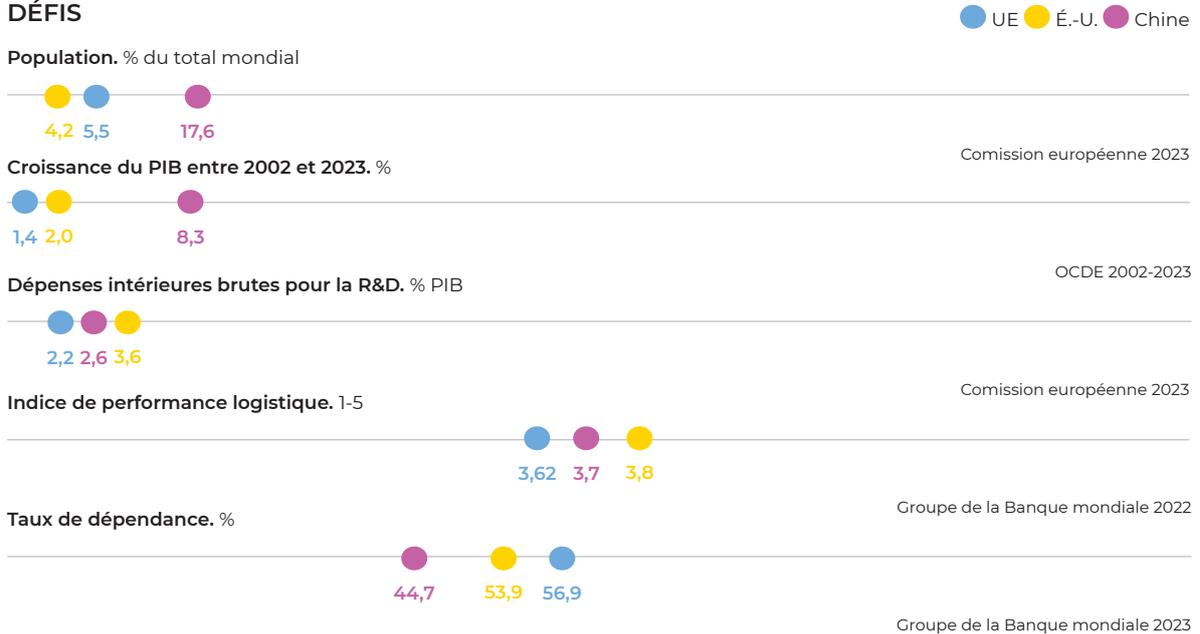
UE, É.-U. et Chine en donnés

FORCES



UE, É.-U. et Chine en données

DÉFIS



L'élargissement exige un engagement parallèle : les institutions européennes et les États membres doivent se préparer à fonctionner avec un plus grand nombre de membres, ce qui implique des réformes des politiques européennes, du budget et, en fin de compte, des institutions elles-mêmes. Telle est l'essence de la déclaration de Grenade, adoptée sous la présidence espagnole du Conseil.

l'Espagne l'a rappelé, le moment est venu pour le Conseil de pouvoir proposer de passer progressivement de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) à une véritable défense commune. La recherche de consensus continuera de constituer l'axe majeur de notre politique européenne mais le nouveau contexte international requiert de continuer à avancer dans ce domaine alors que le consensus des 27 est systématiquement bloqué.

Protéger l'Europe et renforcer ses capacités de dissuasion

L'Union européenne et ses États membres doivent assumer un rôle beaucoup plus important dans la garantie de leur sécurité. La dégradation de la sécurité en Europe et dans son environnement stratégique, qui s'ajoute au changement de priorités des États-Unis, oblige la sécurité européenne à entrer dans une nouvelle ère. La première étape peut sembler une évidence mais elle n'en est pas moins urgente : il s'agit de renforcer nos capacités de dissuasion et de défense, pensées comme un pilier européen toujours plus important au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

L'autonomie européenne doit nécessairement se fonder sur une approche intégrée de la sécurité. Elle doit incorporer les domaines de la défense traditionnelle mais aussi inclure d'autres éléments tels que la lutte contre le terrorisme, les menaces hybrides et la pression pour la sécurité économique, ainsi que la protection civile et la capacité de réponse et de relèvement après les catastrophes naturelles, dont la fréquence augmente du fait de l'urgence climatique.

Renforcer notre autonomie dans le domaine de la sécurité et de la défense exige de faire des avancées significatives en ce qui concerne nos ambitions, nos capacités et nos ressources, en adoptant une approche profondément européenne. L'Europe a trop souvent reporté l'objectif d'une défense commune au cours de son histoire. Comme

L'Espagne maintiendra son engagement en faveur de l'application effective des quatre piliers de la Boussole Stratégique de l'UE (agir, protéger, investir et coopérer). En raison de sa nature globale et l'approche intégrée de la sécurité qui y est développée, elle constitue la base nécessaire pour que le « paquet défense » de l'UE débouche sur une véritable Union européenne de la défense. En outre, l'Europe ne peut négliger son rôle nécessaire de pourvoyeur de sécurité, dont la portée s'étend également à notre voisinage et plus globalement au reste du monde, et qui doit gagner en ambition et en capacité.

L'Espagne continuera de contribuer de manière significative aux missions de l'UE, en particulier dans notre environnement stratégique qui comprend la Méditerranée, le Sahel et le golfe de Guinée, mais aussi la Corne de l'Afrique et l'océan Indien. L'expérience acquise grâce à une longue et riche participation aux activités de sécurité coopérative et aux missions et aux opérations de la PSDC, ainsi que les bonnes relations tissées avec les pays de la région, sur la base du respect mutuel et des intérêts communs, nous apportent une grande valeur ajoutée lorsqu'il s'agit de collaborer en matière de sécurité et de défense avec les pays qui nous le demandent.

Ce renforcement des capacités doit également se traduire dans la planification et le développement des capacités européennes de commandement et de contrôle, afin de renforcer, par exemple, la capacité de déploiement rapide de l'UE. Il est nécessaire pour ce faire d'augmenter les effectifs de cette force et d'assumer davantage de types de missions et de contextes. Il est prioritaire que la Capacité militaire de planification et de conduite soit prête dès que possible à assumer les fonctions pour lesquelles elle a été conçue. À cette fin, elle doit être séparée fonctionnellement de l'État-major de l'UE, comme convenu, et l'État-major de l'UE doit bénéficier d'une augmentation significative de ses effectifs, d'une infrastructure appropriée et de réelles capacités de commandement et de contrôle. À court et moyen terme, l'Europe doit se doter des outils stratégiques nécessaires au déploiement complet et au maintien de ses missions, en s'appuyant, idéalement, sur des moyens européens.

Il est crucial de développer les fondements technologiques et industriels de la défense européenne, en réduisant la fragmentation actuelle afin de générer des économies d'échelle, d'améliorer la résilience et d'accroître l'évolutivité. Concernant la demande, il est essentiel de développer un mécanisme spécifique à l'échelle de l'UE pour généraliser le recours aux acquisitions conjointes de matériel de défense. Concernant l'offre, une distribution équilibrée de la charge de travail entre les différentes régions doit être garantie. L'équité régionale est une condition indispensable pour garantir la durabilité de l'effort à l'échelle européenne et mondiale.

Le modèle des consortiums industriels multinationaux devrait être reproduit pour le développement de plateformes européennes communes, tant dans le domaine de la défense que dans d'autres domaines à double usage appliqués au secteur de la défense, notamment les semi-conducteurs, la microélectronique ou l'informatique quantique. Cela devrait se traduire par un mécanisme qui peut être basé sur des critères tels que l'avantage comparatif

ou l'effort relatif. Les PME sont une partie fondamentale de cette démarche ; l'Espagne continuera de faire en sorte que celles-ci bénéficient d'instruments d'orientation et de financement appropriés, y compris au niveau européen.

La préférence européenne est un principe primordial, non seulement pour garantir l'autonomie et la crédibilité européenne mais aussi pour assurer la durabilité de l'effort budgétaire, puisque les fruits de la production doivent bénéficier majoritairement aux citoyens européens, qui en assument les coûts. Toutefois, cette préférence doit être appliquée progressivement et avec souplesse, sans porter préjudice au renforcement rapide des capacités, à l'interopérabilité et à une éventuelle réaction en cas de crise.

Outre le développement harmonieux de l'offre et de la demande, d'autres aspects institutionnels et de gouvernance doivent être abordés si l'on veut progresser vers un marché unique de la défense. Il faudrait notamment améliorer la coordination intra-européenne dans le domaine du contrôle des exportations et des investissements, ainsi que le régime de soutien public au secteur. L'Espagne veillera également à ce que d'autres aspects cruciaux pour l'autonomie soient pris en compte, tels que la résilience et l'intégration des réseaux énergétiques civils, le développement des centres de transport terrestre et ferroviaire et l'intégration des équipements de cybersécurité civils et militaires au niveau européen.

La sécurité européenne doit être conçue comme un bien public européen et doit être envisagée conjointement avec d'autres biens publics européens, ce qui implique également qu'elle soit financée par des ressources européennes en plus des ressources nationales, grâce à une véritable mise en commun des efforts. **C'est là la clé de la réussite de nombreux projets de la construction européenne.** Au moment où l'UE est confrontée à l'un des contextes internationaux les plus complexes de son histoire, l'augmentation des ressources nationales doit s'accompagner de ressources européennes supplémentaires, ce qui est capital à la fois pour la proportionnalité de l'effort et pour la durabilité politique et sociale.

L'Espagne encouragera également la Coopération structurée permanente (CSP) en tant qu'outil pour obtenir des capacités de manière collaborative et mettre en œuvre des projets de plus grande envergure, qui soient de véritables moteurs de la défense européenne.

L'Espagne a proposé la création d'un Engagement européen d'investissement en sécurité, qui compléterait au sein de l'UE les engagements pris dans

le cadre de l'OTAN. La mobilisation des ressources européennes et la mutualisation de l'effort sont également fondamentales pour la durabilité politique et sociale de cet exercice. Dans le présent cadre financier pluriannuel et dans le suivant, l'Union européenne doit faire des avancées significatives. La flexibilité des budgets nationaux et du budget communautaire, ainsi que les prêts, doivent être assortis de transferts, toujours liés à une vision intégrée et stratégique du développement régulier des capacités européennes.

L'Espagne poursuivra ses efforts en vue de promouvoir le règlement relatif au programme européen d'investissement dans le domaine de la défense (EDIP). Il s'agit d'une pièce maîtresse pour le développement intégral de nouvelles capacités européennes et, en cela, il devrait être adopté rapidement, doté de ressources suffisantes et envisagé en harmonie avec les autres éléments du paquet de l'UE sur la défense.

Maintenir la cohésion de nos sociétés

Le modèle social européen est une pièce essentielle de la cohésion communautaire. Dans le contexte international actuel, les politiques sociales et inclusives sont un impératif politique et d'équité, ainsi que de stabilité. Ces politiques sont un élément fondamental pour conserver la cohésion de nos sociétés à un moment où des acteurs extrémistes tentent d'instrumentaliser les divisions internes depuis l'extérieur.

La consolidation du socle européen des droits sociaux et de l'agenda social européen vise à améliorer la vie des citoyens et à répondre aux transformations sociales qui touchent particulièrement certains collectifs, tels que les personnes en risque d'exclusion, les personnes présentant un handicap, les consommateurs et les sans-abri. Il est donc essentiel que ce modèle bénéficie d'un financement adéquat pour atteindre ses objectifs, en particulier par le biais du Fonds social européen+. En Europe, la tendance claire à l'accélération du vieillissement et à l'augmentation des inégalités entre générations doit être abordée au moyen de divers outils tels que le soutien en matière de soins et la lutte contre la pauvreté des enfants. Il est donc essentiel de promouvoir des outils tels que la plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme, la carte européenne du handicap, la stratégie européenne en matière de soins, la figure du travailleur détaché et la santé et la sécurité au travail, ainsi que les propositions visant à renforcer le dialogue social. Dans cette optique, l'Espagne a fait figure de pionnière s'agissant des politiques publiques de soutien aux familles ; elle a notamment pris la

défense du droit à la diversité des familles en tant que droit humain.

En matière de protection des consommateurs, l'Espagne jouera un rôle dynamique au niveau européen et au sein d'autres organismes internationaux, tels que le Forum mondial de l'OCDE sur la politique des consommateurs, dont l'Espagne est un élément moteur avec la Norvège, le Luxembourg et le Japon. Concernant les personnes en situation de handicap, l'application de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées sera encouragée, notamment grâce aux actions prévues dans la Stratégie espagnole sur le handicap 2022-2030.

Dans un contexte marqué par la numérisation et l'apparition de l'intelligence artificielle, l'Espagne soutient l'adoption d'une réglementation qui garantit les droits des travailleurs face à l'utilisation des algorithmes et de l'IA ainsi qu'une transition numérique juste. La lutte contre la fraude et le travail non déclaré et la protection de la santé et de la sécurité au travail, avec une attention particulière portée au lien entre la santé mentale et l'insécurité de l'emploi, sont également considérées comme des priorités. L'Espagne continuera de soutenir l'Autorité européenne du travail pour éviter l'effritement du droit du travail.

En conjuguant tous ces efforts, l'objectif commun est de consolider une Union européenne qui soit non seulement compétitive, mais aussi inclusive ; une Union européenne qui ne revienne pas sur les acquis sociaux. En ce sens, la politique de cohésion, ainsi que la politique agricole commune et la politique commune de la pêche, contribuent à ancrer les communautés côtières et rurales les plus touchées par le défi démographique dans le tissu socio-économique européen et à promouvoir la durabilité environnementale, en garantissant la vitalité de certains secteurs clés pour notre souveraineté alimentaire et notre développement rural.

Par ailleurs, nous plaiderons pour la reconnaissance de nos langues en tant que langues officielles de l'UE. Ce faisant, nous apporterons une réponse à un élément clé de l'identité nationale espagnole, qui est multilingue – comme le prévoient notre Constitution et les statuts d'autonomie – et qui est également protégée par les traités de l'UE, qui définissent le multilinguisme comme une valeur à défendre.

Une action extérieure européenne plus efficace

L'Espagne redoublera d'efforts pour contribuer à déployer, dynamiser et rendre plus effective

l'action extérieure de l'Union européenne. Nous continuerons à contribuer au débat avec des idées fortes et des propositions concrètes visant à adapter l'action extérieure de l'UE au nouveau contexte international, en particulier au dialogue politique avec nos partenaires mondiaux. Nous appuierons le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et la Commission européenne dans leurs travaux.

Il est indispensable d'améliorer la coordination opérationnelle de l'action bilatérale des États membres, notamment dans notre environnement stratégique. Il s'agit là d'un besoin urgent. L'Union et ses États membres constituent le premier donateur d'aide au développement dans de nombreux pays. Cependant, bien souvent, nos efforts et notre engagement ne se traduisent pas par des résultats tangibles et nos intérêts ne sont pas nécessairement pris en compte par nos partenaires et leurs sociétés, surtout si l'on considère les résultats obtenus par d'autres acteurs disposant de ressources plus modestes. Nous avons cette capacité à générer un impact et nous devons la renforcer.

Il est nécessaire d'adapter l'offre européenne aux besoins politiques et économiques de nos partenaires. Pour ce faire, nous devons améliorer la qualité de notre écoute lors des dialogues bilatéraux et la flexibilité de nos mécanismes internes de réponse à ces besoins. Il convient également de mieux hiérarchiser les objectifs de notre action extérieure. La multiplication des contextes de crises et le caractère limité des ressources dont disposent les États européens obligent à fixer des objectifs concrets et réalistes. Le besoin de réalisme s'étend aux propositions faites à nos partenaires. Les temps ne sont plus aux engagements d'investissement ou aux contributions ambitieuses qui ne sont pas honorés. L'action européenne doit augmenter sa crédibilité en formulant des propositions spécifiques qui soient rapidement mises en œuvre et accompagnées d'un véritable dialogue politique, sur un pied d'égalité avec nos partenaires.

Le déploiement de la PSDC de l'UE gagne en ampleur et en importance. L'UE doit progressivement asseoir son rôle de pourvoyeur de sécurité dans ses régions d'intérêt, y compris en fournissant un soutien dans de nombreux domaines. L'UE doit être un partenaire fiable. **C'est pourquoi il est important de s'assurer les chances de succès d'une opération potentielle, en vérifiant au préalable que les États membres ont la volonté et les moyens d'assurer les contributions nécessaires dès le début de la mission et aussi longtemps qu'il le faudra.** Tout retrait de projets ou de missions doit être progressif et accompagné

d'une communication appropriée, tant auprès des autorités des pays partenaires qu'auprès de leurs populations.

Nous devons avant tout améliorer substantiellement la coordination avec les pays avec lesquels nous avons des intérêts communs en tant qu'Européens. L'approche de l'Équipe Europe s'est avérée positive mais des obstacles administratifs et des inerties subsistent, ce qui entrave la coordination et entraîne souvent une dynamique de concurrence intra-européenne. Celle-ci contribue à l'émergence d'espaces que d'autres acteurs cherchent, en toute légitimité, à occuper. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les abondantes ressources mises en œuvre par l'UE et ses États membres au cours des dernières décennies n'ont pas toujours obtenu les résultats escomptés, en particulier dans notre environnement stratégique

Au niveau européen, l'Espagne encouragera le traitement individualisé, systématique et régulier des partenariats de l'UE qui revêtent la plus grande importance stratégique pour l'Europe au sein du Comité politique et de sécurité (COPS) de l'UE et dans les réunions des dirigeants politiques. Cela se fera de manière systématique et au cas par cas pour les pays du voisinage stratégique de l'Union, en promouvant une vision globale et une action coordonnée de l'Union dans notre voisinage.

Nous devons adapter la manière dont nous communiquons avec nos partenaires. L'agression de la Russie contre l'Ukraine est la violation la plus flagrante du système international depuis des décennies ; pourtant, l'Union européenne a eu du mal à faire passer ce message auprès de ses partenaires mondiaux.

Les partenaires de l'Europe ne doivent pas être traités comme un public à mobiliser, mais plutôt comme une partie intégrante d'un nouvel élan en faveur du multilatéralisme, du droit international et des principes universels de la Charte des Nations Unies. Il faut commencer par accepter la réalité : le monde a changé. Depuis le début du siècle, le poids des économies avancées dans le PIB mondial est passé de 57 % à environ 40 %, tandis que leur poids démographique est passé de 20 % à 16 % de la population mondiale. Nous devons garder à l'esprit que nombre de nos partenaires mondiaux ont des priorités et des besoins immédiats différents. Tous les pays sont confrontés à des menaces et à des préoccupations, parfois existentielles, auxquelles nous devons être attentifs. Des questions telles que la sécurité alimentaire, l'architecture financière internationale, la santé mondiale et la coopération en matière de

sécurité doivent être abordées dans le cadre de nos dialogues et **échanges** politiques.

La défense du multilatéralisme et du droit international est un intérêt commun qui exige cohérence et exemplarité de la part de l'UE. Une approche comportant des éléments de compromis est parfaitement compatible avec le fait de souligner l'universalité du multilatéralisme et du droit international, y compris les principes de la Charte des Nations Unies, et l'existence d'un intérêt commun à les préserver. Pour être crédible, il est capital que l'UE montre l'exemple : nous ne serons crédibles que si nous faisons preuve de cohérence.

Il s'agit de passer d'un rapprochement occasionnel à un engagement systématique. La Chine ou

la Russie parviennent à organiser des dialogues politiques réguliers avec des partenaires mondiaux, au niveau sous-régional ou même continental, par exemple avec l'Afrique ou l'Amérique latine, alors que l'UE ne le fait que sporadiquement. À titre d'exemple, il a fallu huit ans à l'UE pour organiser un sommet UE-Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), jusqu'à ce que l'Espagne en prenne l'initiative pendant sa présidence du Conseil de l'UE en 2023. De même, il n'y a pas eu de sommet UE-Ligue arabe depuis la tenue du premier, en 2019, et les réunions UE-Afrique n'ont pas suivi non plus le rythme escompté. L'Espagne souhaite que les dialogues politiques de haut niveau de l'UE soient plus réguliers, plus ambitieux, et bénéficient d'une représentation politique de plus haut rang.

CONVERGENCE STRATÉGIQUE EUROPÉENNE

L'Europe est au centre d'un foyer grandissant d'instabilité, de sa frontière orientale jusqu'au Sahel, une zone qui présente un certain nombre de défis profondément imbriqués. La multiplication des conflits, la menace terroriste toujours plus prégnante, le crime organisé ainsi que la fragilité institutionnelle d'une grande partie de notre voisinage, augurent des lendemains inquiétants. Dans ce contexte, la stabilité des pays voisins est capitale pour l'Europe. Sur les 18 pays qui composent le voisinage immédiat de l'UE, 16 pâtissent de la présence de groupes terroristes actifs, 5 sont en guerre, 6 ont connu des coups d'**État**, ou des tentatives de coup d'**État**, et 9 ont opté pour des régimes autocratiques. Pour d'autres acteurs, ces zones sont autant d'espaces interconnectés au sein desquels ils peuvent accroître leur influence ou même compromettre la cohésion et l'unité européennes.

La diversité des priorités et des perceptions des risques des États européens est un facteur de fragilité qui est instrumentalisé par les acteurs extérieurs. La convergence européenne en matière de perception des menaces est donc primordiale pour assumer une plus grande responsabilité dans notre sécurité.

Dans cette perspective, l'Espagne a fait face avec détermination aux menaces qui pèsent sur ses partenaires d'Europe de l'Est. Elle a fait preuve d'un engagement ferme en déployant des moyens et des troupes en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Slovaquie, en Roumanie et en Turquie, dans la mer Baltique ou en Méditerranée orientale, en soutenant l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, ainsi qu'en apportant un soutien global à l'Ukraine.

L'Espagne cherche constamment à encourager une plus grande implication de nos partenaires du Sud. Cet engagement en faveur de la sécurité européenne, même dans les régions les plus éloignées géographiquement de l'Union, permet à l'Espagne de défendre en toute légitimité la nécessité d'**élargir** l'attention portée à la sécurité européenne dans notre environnement stratégique, en mettant sur le devant de la scène les besoins en matière de sécurité sur le flanc sud.

La convergence stratégique européenne se joue sur le long terme. Notre objectif est de préparer l'Union à d'**éventuelles crises qui pourraient survenir** sur les deux fronts et qui entraîneraient des conséquences, directes ou indirectes, pour tous les États membres. L'Espagne souhaite **également** que l'OTAN se concentre davantage sur le flanc sud, en appliquant l'approche à 360 degrés, conformément aux objectifs stratégiques de l'Union européenne.

Renforcer notre compétitivité

La projection extérieure européenne en faveur de la paix et de la stabilité internationales n'est possible qu'avec des bases solides de pouvoir, y compris sur le plan économique. Seule une approche européenne commune, axée sur la croissance, nous permettra de relever avec succès les défis de la transformation technologique, de la décarbonation et de la pérennité du modèle social européen. Conformément aux conclusions du rapport Draghi, l'UE doit agir avec détermination pour devenir plus compétitive et être en mesure de combler le retard en matière d'innovation par rapport aux États-Unis et à la Chine, en investissant davantage dans les secteurs d'avenir, en se dotant d'un plan de décarbonation et de compétitivité cohérent avec notre ambition climatique et en renforçant notre sécurité économique.

L'Union européenne est confrontée à un écart de compétitivité dans les technologies de pointe qui définiront l'économie de demain. Plus de 80 % du financement mondial en intelligence artificielle va aux entreprises américaines ou chinoises, et moins de 10 % aux entreprises européennes. Cet écart se vérifie également dans le domaine de l'informatique quantique : les dix principales entreprises du secteur ont leur siège en dehors de l'UE. L'un des principaux écueils est le financement. Depuis 2013, les startups américaines ont reçu cinq fois plus de capital-risque que les startups européennes. Sur les 147 licornes (entreprises à forte croissance dont la valeur est estimée à plus d'un milliard de dollars) qui ont émergé au sein de l'UE depuis 2008, environ un tiers ont fini par s'installer à l'étranger, principalement aux États-Unis, faute de financement pour développer leurs activités. Dans le domaine des technologies propres, la Chine domine une large part de la production mondiale : elle contrôle environ 75 % des batteries lithium-ion et près de 80 % des modules solaires.

Ces dernières années ont vu se multiplier les analyses pessimistes sur l'avenir économique du continent, qui sous-estiment les forces de l'Europe. Or, l'Union européenne, y compris l'Espagne, dispose des outils nécessaires pour retrouver une position de leader : un vaste marché, la sécurité juridique, la qualité de vie et des atouts pour attirer les talents et les investissements étrangers productifs, ainsi qu'une forte capacité de production, un secteur qui emploie 30 millions d'Européens.

Il ne faut pas oublier non plus que les mutations économiques et technologiques sont si rapides que certains pays émergents ont pris la tête de secteurs technologiques dynamiques en quelques années à peine, ce dont l'Europe est également capable.

Les domaines dans lesquels il faut agir sont clairs : instruments européens incomplets, manque d'investissements, financement non coordonné et déconnexion des politiques industrielles aux niveaux national et européen. Ce même manque de coordination peut être observé dans l'action extérieure et la sécurité, et constitue le principal obstacle pour que l'UE et ses États membres puissent pleinement exploiter le poids du marché unique. Le défi consiste à mobiliser la volonté politique européenne pour que les politiques énergétique, industrielle, commerciale et de concurrence de l'UE soient mises au service de sa compétitivité.

La conclusion s'impose : la compétitivité et le progrès technologique européens dépendront principalement des décisions politiques, réglementaires et d'investissement que prendront les Européens eux-mêmes.

Approfondir le Marché Unique

Le marché intérieur de l'UE, moteur de croissance et atout géostratégique majeur, doit être renforcé de manière décisive. Dans le nouveau contexte mondial, où les règles internationales sont moins efficaces, la taille des acteurs est d'autant plus pertinente. En ce sens, le marché unique est le facteur qui confère à l'Union un poids accru sur la scène internationale. Toutefois, pour asseoir ce rôle, des réformes ambitieuses doivent également être entreprises. Selon le FMI, les barrières internes au sein de l'Union européenne représentent l'équivalent de droits de douane implicites de 44 % sur les biens échangés entre les États membres et de 110 % sur les services. La première étape consiste donc à réduire ces obstacles au commerce intracommunautaire jusqu'à leur suppression totale.

Le Marché Unique doit être étendu aux secteurs de l'énergie, des télécommunications, des finances et de l'industrie de la défense pour que les entreprises européennes puissent gagner

en envergure. Il faut également continuer de se concentrer sur des domaines où il reste encore à faire, notamment l'achèvement du marché unique des capitaux et la création d'une Union de l'épargne et de l'investissement afin de canaliser une grande partie de l'épargne européenne qui quitte actuellement l'UE et la maintenir en Europe pour financer des investissements productifs au sein de l'Union.

La charge administrative qui pèse sur les entreprises doit être simplifiée sans compromettre les objectifs essentiels. Il est impératif de promouvoir une simplification des exigences administratives auxquelles les entreprises, en particulier les PME, doivent faire face, tout en respectant des objectifs politiques fondamentaux tels que la transition écologique et la protection des droits sociaux.

Il est nécessaire d'opérer des réformes pour croître davantage et mieux se préparer aux crises futures. Afin de parvenir à une véritable Union économique et monétaire, il est essentiel d'achever l'Union bancaire, notamment par la mise en place du système européen de garantie des dépôts, le renforcement du mécanisme de résolution unique, l'harmonisation des régimes nationaux d'insolvabilité, ainsi qu'une plus grande harmonisation fiscale. En plus, la conjoncture actuelle peut favoriser le rôle de l'euro en tant que monnaie de réserve, ce qui devrait être encouragé par diverses initiatives, telles que l'euro numérique, et une expansion de son utilisation à l'international dans une multiplicité de secteurs.

Un autre défi à relever qui freine la compétitivité de l'Europe est la réforme de la gouvernance, qui doit garantir une prise de décision plus agile au niveau de l'UE. L'Union ne peut pas prendre en moyenne 19 mois pour adopter une mesure législative, surtout dans un contexte de défis aussi pressants. C'est pour cette raison que l'Espagne, avec le soutien d'autres États membres et des institutions européennes, a proposé la création du Laboratoire européen de la compétitivité afin de tester de nouvelles initiatives d'intégration dans un environnement d'essai contrôlé. Les premiers projets envisagés (un produit d'épargne paneuropéen et un système de notation de crédit pour les PME) pourraient permettre de faire progresser notablement l'Union du marché des capitaux, en facilitant l'investissement de l'épargne européenne dans des entreprises européennes.

La sécurité réglementaire qu'offre l'UE, en termes de prévisibilité et de sécurité juridique, doit être mise en valeur comme l'un de nos principaux avantages comparatifs. Le moment est venu d'exploiter cette force et d'attirer des talents et des investissements étrangers à forte valeur ajoutée

en misant fortement sur la science et sur l'amélioration des conditions de travail.

Énergie et action pour le climat

L'Europe doit allier une action ambitieuse en faveur du climat avec des objectifs de compétitivité, de croissance économique à long terme et d'équité. La transition écologique et l'objectif d'atteindre la neutralité climatique en 2050 ne sont pas seulement un engagement en faveur de l'environnement, mais doivent être vus comme une stratégie de croissance. L'Espagne poursuit son travail de plaidoyer pour que, au cours des quatre prochaines années, l'Union européenne accorde la priorité à l'expansion des énergies renouvelables, y compris l'hydrogène renouvelable et le stockage énergétique, à l'amélioration de l'efficacité énergétique, à la promotion des transports propres et de l'économie circulaire, à la mise en place d'un cadre réglementaire solide bénéficiant du soutien social, et à des investissements dans l'innovation qui tiennent particulièrement compte des régions en transition.

Pour que l'UE prenne la tête de la course à la décarbonation, il est indispensable d'augmenter la capacité de nos interconnexions électriques et d'hydrogène renouvelable, ainsi que de développer des réseaux intelligents et des systèmes de stockage permettant de tirer pleinement parti des excédents de production énergétique sans émissions.

L'engagement en faveur de l'efficacité énergétique et de la réduction des émissions ne constitue pas seulement un impératif pour la durabilité de notre planète à moyen terme, il est aussi un véritable moteur d'innovation qui présente un avantage concurrentiel. La transformation du modèle énergétique européen, qui doit être équitable, contribue non seulement à lutter contre le changement climatique, mais aussi à réduire les vulnérabilités en matière d'approvisionnement, à renforcer la compétitivité industrielle et à diminuer la dépendance aux ressources externes, renforçant ainsi notre sécurité économique.

Innovation et souveraineté numérique

La souveraineté numérique européenne doit combiner autonomie technologique et ouverture internationale. L'Espagne défend la nécessité de garantir notre autonomie technologique, entendue comme la capacité à décider de manière indépendante du développement, de la mise au point et de l'utilisation de technologies critiques pour garantir la sécurité nationale et protéger notre démocratie et les droits des citoyens et citoyennes. Il ne s'agit

pas de rechercher une autarcie technologique, mais de se prémunir contre les vulnérabilités et les dépendances vis-à-vis d'acteurs extérieurs tout en maintenant une ouverture internationale essentielle à notre compétitivité.

L'Espagne et l'UE doivent combler leur déficit numérique pour ne pas être laissées pour compte dans les secteurs d'avenir. Dans la course technologique (IA, puces électroniques, informatique quantique, technologies propres, secteur spatial et militaire) se mêlent innovation, investissement, compétitivité et géopolitique. Afin de réduire nos dépendances, l'Espagne encouragera une politique

industrielle et technologique forte, tant au niveau national qu'europpéen, afin de favoriser la compétitivité de nos écosystèmes numériques, en mettant l'accent sur les secteurs clés pour notre résilience et en garantissant notre participation à la course technologique mondiale aux côtés de l'UE. Pour ce faire, il est essentiel de redoubler d'efforts en matière d'innovation, d'améliorer la formation, d'attirer des talents dans les technologies de pointe et de faciliter l'intégration de l'IA dans le tissu des entreprises et dans l'administration publique, conformément aux objectifs de la Stratégie nationale d'intelligence artificielle et de la Stratégie des technologies quantiques de l'Espagne.

INVESTIR DANS LA PRODUCTIVITÉ ET LA SÉCURITÉ À LONG TERME

En vue d'assurer la compétitivité des entreprises espagnoles et d'améliorer la productivité, il est impératif de promouvoir la réindustrialisation de l'Espagne et de l'UE, en parachevant le marché unique et en renforçant notre base industrielle, manufacturière et technologique, tout en continuant à soutenir la production et l'exportation de services à forte valeur ajoutée. L'objectif est de renforcer notre tissu productif et de faire en sorte que nos entreprises puissent rivaliser sur un pied d'égalité à l'international. Dans cette optique, il est nécessaire d'exploiter nos atouts pour renforcer nos capacités de production dans des secteurs stratégiques et de concentrer nos efforts sur les priorités suivantes :

Renforcer les secteurs stratégiques qui présentent déjà des avantages. La première étape consiste à soutenir les secteurs dans lesquels nous disposons déjà d'avantages comparatifs, tels que la production d'électrolyseurs ou le cyberspace et la cybersécurité.

Investir dans les technologies émergentes et les potentiels latents. Parallèlement, des investissements calculés doivent être engagés dans des domaines à fort potentiel de croissance ou dans des technologies émergentes, telles que les centres de données et l'énergie éolienne.

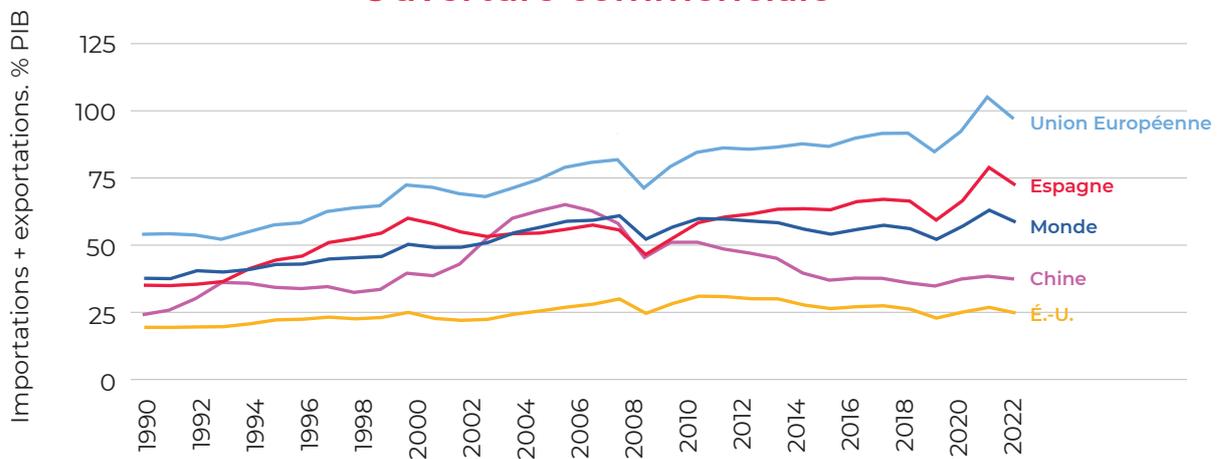
Développer des capacités critiques pour notre autonomie. Enfin, il est essentiel de développer des capacités minimales dans d'autres secteurs clés pour notre sécurité et notre autonomie, tels que le stockage en nuage ou la gestion des matières premières critiques.

Garantir la sécurité économique européenne

L'UE est la région la plus ouverte au monde sur le plan économique, avec plus de 50 % de son PIB lié au commerce et aux investissements internationaux, devançant les États-Unis dans la part des exportations de biens et de services. Par conséquent, la montée du protectionnisme mondial pourrait avoir un impact plus négatif sur l'Union que sur d'autres économies.

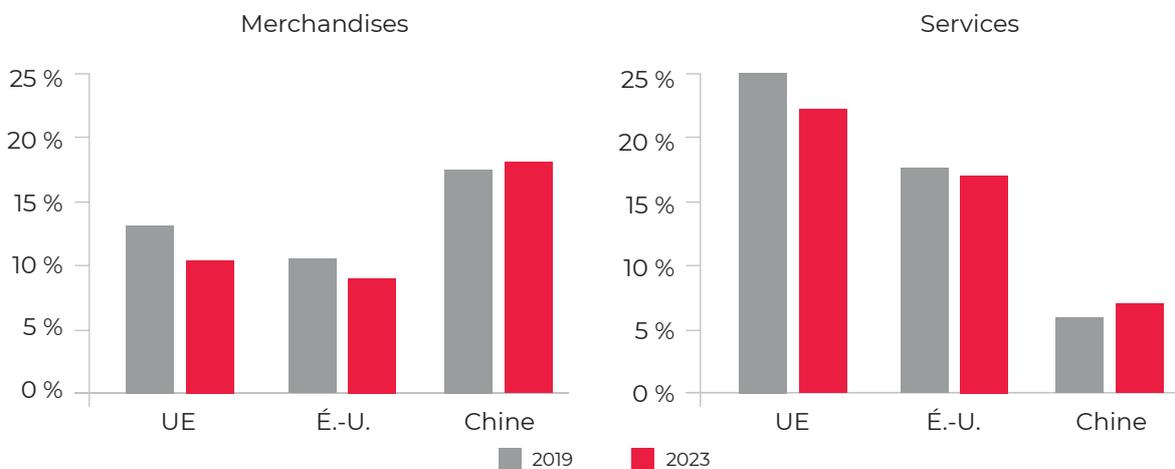
L'Espagne défend une ouverture stratégique fondée sur la réciprocité et une concurrence équitable dans un cadre multilatéral. Le repli commercial n'est pas souhaitable, mais c'est une tendance mondiale à laquelle il faut adapter la prise de décision politique, en sécurisant et en diversifiant les chaînes d'approvisionnement, en renforçant les partenariats existants et en

Ouverture commerciale



Source: Banque mondiale.

Part des exportations des marchandises et services dans les marchés mondiaux



Source: Organisation mondiale du commerce.

forgeant de nouvelles relations de confiance qui permettront de réduire les vulnérabilités et les dépendances pour accroître notre efficacité.

L'ordre international a changé et l'Espagne de même que l'UE doivent s'adapter. D'un point de vue stratégique, la base économique est un pilier essentiel du pouvoir, mais aussi une source de vulnérabilités. La fragmentation politique et économique croissante nous oblige à intégrer la perspective de la sécurité économique dans le processus décisionnel afin de réduire les risques. L'utilisation des interdépendances comme levier de pression, la multiplication des barrières commerciales, les perturbations des chaînes d'approvisionnement pendant la pandémie et la crise énergétique déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie exigent de réévaluer le dilemme entre efficacité et sécurité, en accordant une attention accrue à cette dernière.

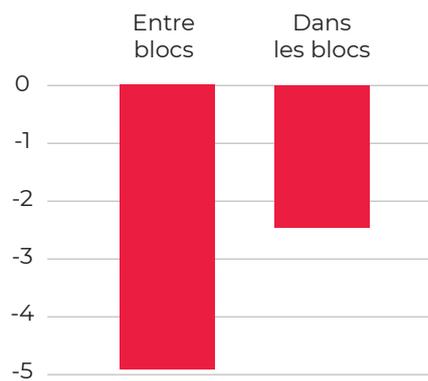
Nous devons identifier et réduire les vulnérabilités et les dépendances qui affectent les secteurs critiques pour notre sécurité – technologie, défense, santé, énergie, matières premières critiques et alimentation – et les protéger contre les

risques de dépendance excessive, les ruptures d'approvisionnement et les mesures de coercition économique. Ce travail a été amorcé dans le sillage des crises récentes, mais il n'est pas encore pleinement achevé et il serait imprudent de tomber dans la complaisance. Il est indispensable de maintenir une attention politique constante sur cette question cruciale. La sécurité énergétique revêt une importance particulière et toute pression de la part d'acteurs externes doit être évitée. Dans ce contexte, il est fondamental de promouvoir la diversification des fournisseurs, le stockage et les interconnexions, et d'investir davantage dans l'innovation et l'efficacité énergétique.

Tout en restant attachées aux principes du libre-échange, nos politiques doivent s'adapter à la réalité stratégique actuelle marquée par une prépondérance croissante de la géopolitique. Une action renforcée sera nécessaire aux niveaux national et européen afin de répondre, à armes égales, aux politiques mises en œuvre par des États tiers, y compris sur le plan industriel, qui pourraient placer nos entreprises en situation d'infériorité concurrentielle.

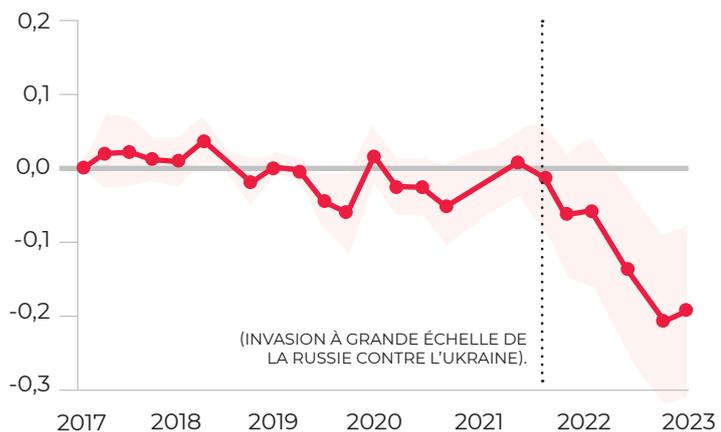
Impact géopolitique sur les flux commerciaux

Évolution commerciale post-invasion 2022



Changement dans la croissance du commerce entre blocs en points de pourcentage

Fragmentation commerciale entre blocs



Semi-élasticité des échanges entre blocs

Source: Gopinath, G., Gourinchas, P.-O., Presbitero, A. F., & Topalova, P. (2024). Changing global linkages: A new cold war? [IMF Working Paper No. WP/24/76]. International Monetary Fund.

Pour renforcer la résilience à long terme, nous devons protéger nos entreprises et nos chaînes d'approvisionnement essentielles, et garantir l'accès aux matières premières clés et aux technologies sensibles. Dans cette optique et conformément à la stratégie de sécurité économique de l'UE, nous ferons en sorte que des normes de sécurité économique soient mises en place pour nos chaînes d'approvisionnement, que des plans d'urgence soient élaborés pour faire face aux chocs potentiels, et que des réserves européennes communes soient constituées dans les secteurs critiques. L'Espagne s'efforcera de répondre de manière coordonnée et rapide aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, en renforçant sa capacité institutionnelle de réponse par l'alignement des secteurs civils et militaires, en élaborant un catalogue de plans de réponse aux crises et en créant un groupe de travail sur la sécurité économique dans le cadre de la Commission déléguée aux affaires économiques (CDGAE), qui comptera sur la participation du ministère de la Défense, le but étant de coordonner notre action dans un domaine qui, par définition, comprend des composantes économiques, technologiques et sécuritaires.

Exploiter le pouvoir économique européen pour être plus compétitif et renforcer notre sécurité économique. L'UE est une puissance économique, mais elle a longtemps manqué d'outils géoéconomiques. Ces dernières années, nous nous sommes dotés d'instruments de défense commerciale tels que l'instrument de lutte contre la coercition. Néanmoins, nous sommes encore loin de pouvoir garantir aux entreprises européennes des conditions de concurrence équitables face aux pratiques commerciales déloyales. Il est particulièrement important que les entreprises européennes atteignent l'échelle nécessaire pour être compétitives sur la scène mondiale et consolider le caractère indispensable de l'UE dans les secteurs stratégiques. L'Union devrait faire un meilleur usage de son pouvoir économique, commercial et réglementaire pour influencer sur les chaînes d'approvisionnement des secteurs critiques. Elle doit également faire preuve d'une plus grande fermeté face aux pratiques anticoncurrentielles, conclure des accords sectoriels avec des partenaires et exercer son pouvoir financier par le biais d'initiatives telles que la stratégie Global Gateway.

L'Espagne doit continuer à montrer l'exemple en soutenant le développement du réseau d'accords commerciaux de l'UE avec des régions et des pays tiers, non seulement pour garantir l'autonomie stratégique ouverte de l'économie européenne, mais aussi pour renforcer l'influence géopolitique de l'Union dans le monde. L'élargissement du réseau des partenaires commerciaux favorisera l'ouverture de ces derniers à coopérer avec l'UE dans des domaines dépassant le cadre strictement économique, tout en réduisant notre dépendance grâce à la diversification de fournisseurs fiables. Accroître les échanges commerciaux renforce notre autonomie. L'accord avec le Marché commun du Sud (MERCOSUR) est le meilleur exemple de cette approche stratégique : si l'Union européenne aspire à être un acteur crédible sur la scène mondiale, elle doit prendre ses engagements au sérieux et le prouver sans plus attendre.

Renforcer les mécanismes de défense et de dissuasion économique face aux tactiques coercitives. Il sera essentiel de renforcer la capacité de dissuasion économique de l'UE afin de prévenir les tactiques coercitives de pays tiers, notamment en développant des instruments de défense commerciale, en se dotant de plus grandes capacités techniques en matière de sanctions et de contrôle des exportations, et en instaurant un cadre plus coordonné et plus structuré entre les États membres pour le contrôle des investissements.

La collaboration avec le secteur privé est fondamentale pour renforcer la sécurité économique européenne. Sans cette collaboration, la collecte d'informations, la gestion des risques et la mise en œuvre de mesures resteront inefficaces. Il est donc impératif de progresser vers des mécanismes de coopération public-privé plus structurés.

La protection de notre sécurité économique exige d'anticiper les menaces et de renforcer nos capacités de défense et de renseignement face aux mesures coercitives de pays tiers, notamment en développant des outils de prévision, de préparation et d'évaluation des impacts en cas de restrictions à l'exportation ou de sanctions secondaires à l'encontre de nos entreprises.

B. UNE ESPAGNE ENGAGÉE

L'Espagne est un pays engagé en faveur des valeurs et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, du multilatéralisme et de la coopération internationale. Cet engagement repose sur la cohérence dans la défense de la paix, de l'universalité des droits humains et du droit international.

Jamais avant l'avènement de l'ordre multilatéral, notre planète n'avait connu une période aussi faste en termes de croissance démographique, de

réduction de l'extrême pauvreté, d'augmentation du revenu par habitant et de prolongation de l'espérance de vie. Face à la crise qui secoue aujourd'hui le système multilatéral, l'Espagne cherchera à **préserver, réformer et renforcer** cet ordre multilatéral.

Cependant, pour relever les défis mondiaux à l'ère de la concurrence, il faudra en même temps promouvoir des mécanismes souples qui nous permettent de coopérer autour d'intérêts partagés.

Préserver, réformer et renforcer le système multilatéral

Le système multilatéral est entré en crise à un moment où la société internationale est confrontée à des défis qui ne peuvent être relevés efficacement que par une réponse collective, tels que le changement climatique ou le risque de nouvelles pandémies.

Le système multilatéral traverse une période critique. L'Espagne est attachée au principe d'une gouvernance mondiale fondée sur des règles et des pratiques qui facilitent la prise de décision et la gestion de l'espace collectif. Jusqu'à présent, le système multilatéral, qui s'appuie sur des institutions formelles et des sources réglementaires ouvertes à tous les États, a été le socle de cette action conjointe et le garant de la sécurité et du bien-être de tous les Espagnols. Aujourd'hui, ce modèle de gouvernance est soumis à une pression croissante qui compromet son fonctionnement et son efficacité. La rupture des consensus, tant nationaux qu'internationaux, met à rude épreuve les institutions multilatérales et oblige à repenser notre manière d'agir.

Face à l'inaction et à la paralysie, l'Espagne défend une stratégie globale reposant sur trois piliers : **préserver** les acquis, **réformer** les structures existantes et **renforcer** les mécanismes d'action mondiaux pour répondre aux défis présents et futurs.

Préserver les fondements de l'ordre international

La défense de l'ordre multilatéral, du droit international et des droits humains est au cœur des priorités de l'Espagne. Ce système représente le premier ordre universel fondé sur des principes contraignants universellement acceptés et consacrés dans la Charte des Nations Unies – l'égalité souveraine des États, l'autodétermination des peuples, l'interdiction du recours à la force et le respect des droits humains – et constitue le meilleur moyen de répondre conjointement aux défis mondiaux.

L'Espagne joue un rôle actif dans la préservation des acquis du système multilatéral, avec l'Organisation des Nations Unies comme pierre angulaire de l'architecture internationale. Face aux courants qui remettent en question la valeur du système international issu de la Seconde Guerre mondiale ou qui prônent un retour à des relations primaires de pouvoir, l'Espagne réaffirme la pertinence du droit international comme pilier fondamental d'un ordre juste et prévisible. Nous continuerons à promouvoir la coopération et la recherche de consensus en participant aux principales instances multilatérales et en défendant résolument un ordre international fondé sur des règles. Nous maintiendrons notre attachement

au multilatéralisme à travers nos contributions au système des Nations Unies – en tant que dixième donateur en termes globaux – et nous continuerons d'être l'un des principaux contributeurs à des agences spécialisées telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Protection et promotion des droits humains

La protection et la promotion des droits humains s'affirment en tant qu'éléments distinctifs de l'action extérieure de l'Espagne, des éléments qui sont indissociables de notre identité et qui font notre force. L'élection de l'Espagne en tant que membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2025-2027) et notre présence active au sein du Conseil de l'Europe nous permettront de renforcer notre défense d'un système de droits humains fondé sur les principes d'universalité, d'indivisibilité, d'objectivité et de non-sélectivité, qui se trouve aujourd'hui menacé.

L'Espagne concentre son action extérieure en matière de droits humains sur cinq domaines prioritaires : la lutte contre la peine capitale, la réalisation d'une égalité des chances réelle et effective entre les hommes et les femmes, la lutte contre le racisme et la discrimination fondée sur le genre ou l'orientation sexuelle, la défense et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels, et la promotion des droits des personnes en situation de handicap. Forte de la présence du siège de la Commission internationale contre la peine de mort (CIPM) à Madrid et de sa position de présidente du Groupe de soutien, l'Espagne mène le processus de transformation de cette institution pour obtenir sa reconnaissance en tant qu'organisation internationale et le statut d'observateur permanent auprès des Nations Unies. En ce qui concerne la protection de la diversité et des droits des personnes LGBTI+, nous travaillerons à la dépénalisation des relations consenties entre personnes de même sexe, une question qui sera inscrite à l'ordre du jour de toutes les réunions bilatérales avec les pays où l'homosexualité est encore sanctionnée, ainsi qu'au respect et à la reconnaissance légale des personnes transgenres.

Réformer l'architecture multilatérale

La réforme du système multilatéral est essentielle si l'on veut garantir son efficacité et sa légitimité. Il s'agit d'améliorer ce qui fonctionne et de promouvoir les réformes nécessaires. Nous devons mettre à jour les structures de gouvernance mondiale afin de les rendre plus efficaces et plus représentatives de la société internationale d'aujourd'hui. Efficacité et représentativité sont intimement liées : le système

multilatéral ne fonctionnera que si la majorité des États ont intérêt à ce qu'il soit opérationnel et, pour cela, il est indispensable qu'ils se sentent correctement représentés.

Les demandes de réforme des processus de prise de décision constituent une opportunité pour construire un système plus inclusif et plus efficace, au bénéfice de l'ensemble de la communauté internationale. Donner une impulsion réelle aux réformes institutionnelles pourrait faire évoluer la nature du débat sur les questions multilatérales vers des propositions constructives.

La réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies est une nécessité. En tant que membre actif du groupe « Unis pour le consensus », l'Espagne plaide en faveur d'un Conseil de sécurité plus efficace, plus transparent et plus représentatif. Cette transformation s'articule autour de deux axes fondamentaux : l'augmentation du nombre de membres non permanents et la limitation du recours au veto. L'objectif est de créer un organe plus représentatif et plus souple, capable de répondre efficacement aux crises internationales. La candidature de l'Espagne comme membre non permanent pour la période 2031-2032 renforce cet engagement.

De même, la modernisation de l'architecture financière mondiale est cruciale pour un développement économique plus équitable. L'Espagne appuiera de manière décisive et constructive les efforts visant à moderniser et à adapter les institutions de Bretton Woods aux nouveaux besoins et aux nouvelles exigences de notre temps. Le système financier international doit évoluer vers des mécanismes plus équitables et plus inclusifs, capables de mobiliser efficacement davantage de ressources pour les pays en difficulté financière.

Nous accorderons une attention particulière à la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans un contexte où les flux commerciaux sont particulièrement menacés, une réforme globale et urgente de l'OMC doit être engagée en mettant l'accent sur la revitalisation de son système de règlement des différends.

Parallèlement, l'Espagne cherchera de nouvelles modalités de coopération flexibles pour répondre à des défis collectifs. Lorsqu'un consensus multilatéral ne peut être atteint, les cadres de coopération flexibles peuvent permettre d'avancer dans la gestion des enjeux communs, tels que la gouvernance des biens publics mondiaux. Certaines initiatives récentes, telles que les partenariats public-privé (comme l'Alliance GAVI pour la vaccination et l'immunisation), les associations de normalisation, les accords bilatéraux, les programmes de diplomatie

scientifique ou la formation de coalitions ad hoc, sont autant d'exemples de formes de coopération à explorer. L'Alliance internationale pour la résilience à la sécheresse (IDRA), l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, ou l'accord sur l'exportation de céréales à travers la mer Noire montrent comment des actions diplomatiques concrètes permettent de gérer des crises mondiales dans l'intérêt général. Il convient de préciser que le rôle de ces initiatives n'est pas de se substituer aux organisations multilatérales mais d'offrir une démarche complémentaire.

Renforcer les mécanismes d'action

Enfin, l'Espagne s'emploiera à renforcer le système multilatéral afin de répondre aux défis émergents.

L'Espagne continuera à soutenir la contribution irremplaçable des Nations Unies à la promotion de la paix et de la sécurité internationales, à travers son architecture institutionnelle mais aussi grâce à l'action politique des envoyés spéciaux, tels que ceux pour la Syrie, le Yémen, le Sahara occidental, la région des Grands Lacs ou le Myanmar, ainsi qu'au travail des conseillers et des représentants spéciaux, notamment en matière d'action pour le climat. Par ailleurs, l'Espagne accordera une priorité particulière à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030, au respect du programme en matière de climat et à la protection et à la sauvegarde des biens publics mondiaux, du cyberspace, de l'espace extra-atmosphérique, ou encore au renforcement du système de santé mondial. Dans les prochains mois, l'Espagne se dotera d'une stratégie multilatérale pour le développement durable.

Pour l'Espagne, il est essentiel de garantir la centralité de l'Organisation mondiale de la santé dans l'architecture de la santé mondiale. Nous continuerons donc à promouvoir ses travaux après notre incorporation au sein de son Comité exécutif et l'adoption du traité sur les pandémies lors de la 78e Assemblée mondiale de la santé. Nous nous efforcerons également d'avancer vers une couverture sanitaire universelle, sur la base de l'expérience de notre système national de santé. La Stratégie mondiale pour la santé, que notre pays adoptera prochainement, est appelée à renforcer le rôle de l'Espagne et celui de la Coopération espagnole dans ce domaine.

En tant que pays ayant ratifié le plus grand nombre de conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Espagne soutiendra une croissance économique inclusive grâce à une législation favorisant le travail décent, des revenus équitables, l'égalité des chances et la lutte contre les différentes formes de discrimination en matière d'emploi. L'Espagne

encouragera une réforme de la gouvernance de l'OIT conforme aux principes démocratiques, qui tienne compte de l'évolution de l'économie mondiale au cours des dernières décennies. En outre, elle cherchera à promouvoir un tourisme durable porteur d'emplois et mettra en valeur la culture et les produits locaux. L'Espagne ne cherche pas seulement à améliorer les destinations sur son territoire, elle aspire également à jouer un rôle de leader dans l'adoption de bonnes pratiques mondiales, à partir de sa position au sein d'ONU Tourisme, dont le siège est à Madrid. **L'Espagne continuera à soutenir l'Alliance des Civilisations**, une initiative espagnole qui favorise le dialogue et les espaces de compréhension au niveau international, à un moment où ils sont particulièrement nécessaires.

Une politique étrangère féministe : une nécessité plus impérieuse que jamais

Se faisant l'écho des valeurs de la société espagnole, l'Espagne aspire à être une référence en matière d'engagement pour la promotion active de l'égalité des genres ; elle a fait de cette question un axe prioritaire de son action extérieure. Cet objectif est d'autant plus pertinent dans un contexte de régression marqué par la contestation des politiques et des réglementations en matière de genre approuvées par les institutions multilatérales, une remise en question accrue des droits des femmes et l'impact important de la désinformation. Grâce à un cadre réglementaire avancé et des politiques publiques pionnières pour éradiquer les violences faites aux femmes et promouvoir l'égalité au travail, l'Espagne se maintiendra en première ligne pour faire avancer l'agenda multilatéral pour l'égalité des genres en s'appuyant sur sa politique étrangère féministe.

Cet engagement repose sur la conviction qu'atteindre une égalité réelle et effective constitue un élément fondamental du développement et de la croissance économique de toute société. L'Espagne, qui maintiendra l'approche de genre comme élément transversal de sa politique étrangère, se fixe des objectifs concrets :

- **Défendre les droits des femmes et des filles**, en accordant une attention particulière à leurs droits sexuels et reproductifs. Pour cela, les mécanismes de reddition de comptes existants au sein des instances internationales de justice seront activés, et la lutte contre l'impunité des auteurs de violences sexuelles en période de conflit se poursuivra. Les droits des femmes sont des droits humains.
- **Promouvoir la justice économique et l'autonomisation des femmes** dans le cadre de notre

participation à la Coalition d'action pour la justice et les droits économiques ainsi qu'au Forum Génération Égalité. La réduction de l'écart salarial et de l'écart de participation au marché du travail est essentielle, tant du point de vue des droits et de la justice que pour des raisons économiques, notamment dans les sociétés confrontées à un vieillissement rapide. L'Espagne soutiendra la reconnaissance de la contribution des soins au développement de nos sociétés et encouragera le partage égal de la responsabilité des soins entre les femmes et les hommes.

- **Intensifier la lutte contre les violences sexuelles et les violences de genre**, y compris celles facilitées par la technologie, ainsi que la traite des personnes. La protection et l'assistance consulaires des femmes à l'étranger seront renforcées.
- **Accroître la participation des femmes aux fonctions de direction et aux processus décisionnels**. Nous poursuivrons les efforts visant à accroître le rôle des femmes dans l'action extérieure de l'Espagne et dans les instances multilatérales. L'Espagne soutiendra l'alternance des genres à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies et l'élection de la première femme Secrétaire générale.
- **Mettre en œuvre l'agenda « Femmes, paix et sécurité »** en soutenant la participation des femmes aux processus de négociation, de règlement des conflits et de reconstruction.

Gouvernance technologique dans le cadre multilatéral

Le développement technologique doit aller de pair avec l'innovation responsable. L'Espagne défend un Internet libre, ouvert et sûr, basé sur un modèle multipartite, et joue un rôle proactif dans la définition de normes éthiques mondiales dans le domaine numérique. Dans un contexte de géo-politisation croissante de la technologie et face aux risques posés par la dérégulation et la fragmentation réglementaire, l'Espagne encouragera la définition de normes mondiales fondées sur des principes éthiques et responsables, respectueuses du droit à la vie privée et à la protection des données, et axées sur la transparence des algorithmes afin de ne pas amplifier les biais et les inégalités sociales. Une preuve de cet engagement de l'Espagne est l'accueil du Centre de service mondial des Nations Unies à Quart de Poblet (région de Valence). Elle cherchera à valoriser et à exporter l'influence réglementaire de l'Union européenne dans le domaine numérique.

L'Espagne fait valoir que seul un cadre multilatéral de gouvernance de l'IA peut réduire les risques liés à son développement. Conformément aux engagements du Pacte numérique mondial des Nations Unies, elle préconise des solutions techniques ouvertes et accessibles à tous, et des normes internationales communes afin d'éviter la fragmentation. L'Espagne accordera une attention particulière à son rôle de co-facilitateur pour la mise en place du Dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA et du Panel scientifique international sur l'IA des Nations Unies.

Notre pays défend les droits numériques comme pilier fondamental de la transformation technologique mondiale. Ces dernières années, l'Espagne s'est attachée à promouvoir à l'international sa vision d'une transformation numérique centrée sur l'humain et axée sur les droits. Dans les prochaines années, elle portera une initiative internationale sur les droits numériques à travers son action multilatérale, en s'appuyant sur les acquis (Déclaration européenne des droits numériques, Déclaration de León et Charte ibéro-américaine des droits). Nous encouragerons la création de nouveaux droits face aux neurotechnologies, sur la base de la Charte des droits numériques du gouvernement espagnol, et nous nous préparerons à relever des défis tels que la surveillance de masse, les discriminations induites par certains systèmes d'IA – en intégrant une perspective de genre – ou encore la collecte de données sans le consentement des usagers.

Renforcement de la gouvernance économique et financière internationale

L'Espagne entend garantir une évolution équitable, durable et efficace de la gouvernance économique mondiale à travers son action au sein des principales enceintes économiques internationales, notamment le G20 et l'OCDE. L'Espagne considère le G20 comme une plateforme essentielle pour répondre aux défis communs auxquels sont confrontées les économies avancées et les économies émergentes. Elle cherchera également à renforcer le rôle international de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sa contribution à la gouvernance mondiale et la conception de politiques publiques fondées sur des données probantes, qui tiennent compte de la dimension sociale de l'économie et du développement. Une attention particulière sera portée aux processus d'adhésion et d'approfondissement de l'OCDE, ainsi qu'aux relations de cette organisation avec le système des Nations Unies, et en particulier aux relations avec l'Amérique latine et l'Afrique.

En ce qui concerne les banques multilatérales de développement, la stratégie espagnole reposera sur la coordination européenne afin de maximiser l'impact des investissements et de faire progresser le consensus européen vers une réforme approfondie du système financier international, afin d'améliorer sa capacité financière et son impact sur le développement. Quant aux organismes multilatéraux tels que la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et la Banque africaine de développement, l'Espagne s'efforcera de coordonner les positions afin de faire entendre une voix européenne unifiée lors des négociations d'accords. Une priorité particulière sera accordée aux projets bénéficiant de l'expertise espagnole, ainsi qu'aux initiatives soutenant la transition écologique et numérique.

L'Espagne restera pleinement engagée en faveur du financement durable, en tant qu'outil clé dans la réalisation des objectifs de développement de l'Agenda 2030. À cet égard, elle encouragera activement l'adoption d'instruments financiers innovants, tels que les obligations vertes et sociales, les garanties partagées pour des projets à fort impact social et environnemental, ainsi que l'extension de l'utilisation des droits de tirage spéciaux afin de soutenir les économies émergentes en période critique. Lors de la IV^e Conférence internationale sur le financement du développement de Séville (2025), la société internationale aura l'occasion de donner une impulsion à cette transformation dans le domaine du financement et d'accélérer la création de mécanismes plus efficaces permettant une mobilisation accrue de ressources en faveur des pays les plus vulnérables.

Le fardeau de la dette constitue un frein au développement de nombreux pays à travers le monde. Le niveau élevé d'endettement des pays à revenu faible et intermédiaire après la pandémie, et leurs difficultés à en assurer le service, compromettent leurs perspectives de développement et sont sources d'instabilité. Dans certains pays, le remboursement de la dette absorbe plus de ressources publiques que certains services sociaux de base tels que l'éducation ou la santé. Or, cette problématique ne reçoit pas l'attention qu'elle mérite.

L'Espagne cherchera à optimiser l'utilisation des programmes de conversion de la dette (PCD) avec une approche pragmatique, en privilégiant des solutions innovantes et durables afin de protéger la stabilité financière et d'atténuer leur impact social, surtout dans les pays où ces programmes peuvent générer des bénéfices significatifs. Parallèlement, l'Espagne a récemment approuvé l'introduction

de clauses de suspension du service de la dette dans ses nouveaux accords de prêt souverain aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en vertu desquelles le paiement du service de la dette pourra être temporairement reporté en cas de catastrophes naturelles, d'urgences sanitaires ou de crises alimentaires. Cette mesure permet d'offrir aux pays concernés un soulagement immédiat et de libérer des ressources pour répondre aux besoins urgents de la population en période critique. L'Espagne renforce ainsi son engagement en faveur d'une gestion plus équitable de la dette, en apportant une réponse rapide et efficace en situation d'urgence.

Dans le cadre du G20, nous veillerons à améliorer l'efficacité et l'efficacité des mécanismes internationaux de gestion de la dette. L'Espagne s'emploiera activement à réduire les temps de réponse et à améliorer la coordination entre créanciers afin de raccourcir les délais de conclusion d'accords permettant un allègement équitable et efficace de la dette. Cette approche impliquera notamment de promouvoir des mécanismes d'action plus souples et de favoriser l'élargissement du Cadre commun afin d'inclure les pays à revenu intermédiaire qui sont également confrontés à des problèmes de viabilité de la dette, afin de garantir qu'aucune économie vulnérable ne soit exclue des efforts multilatéraux de restructuration et d'allègement de la dette.

L'Espagne renforcera son rôle dans la lutte internationale contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT) en renforçant la coopération internationale, tant sur le plan préventif que répressif. Nous maintiendrons un engagement ferme en faveur de l'alignement de nos réglementations sur les standards du GAFI (Groupe d'action financière internationale), afin de garantir une régulation conforme aux normes internationales et d'assurer l'efficacité de ses mesures à l'échelle mondiale. Dans le cadre européen, l'Espagne travaillera en étroite collaboration avec la nouvelle Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (ALBC).

Promouvoir des migrations sûres, ordonnées et régulières

L'Espagne promeut une politique migratoire qui combine humanité et responsabilité, en tant que réponse stratégique à l'hiver démographique européen. Notre dynamisme économique et la pérennité de notre modèle social dépendent en partie des migrations qui, conjointement avec l'augmentation de la productivité offerte par la technologie et le soutien à la conciliation familiale, constituent un levier fondamental pour relever les

défis démographiques d'aujourd'hui. Cette vision globale nous permet de gérer les flux migratoires en pensant aux générations futures, et d'assurer à la fois la prospérité économique et la cohésion sociale.

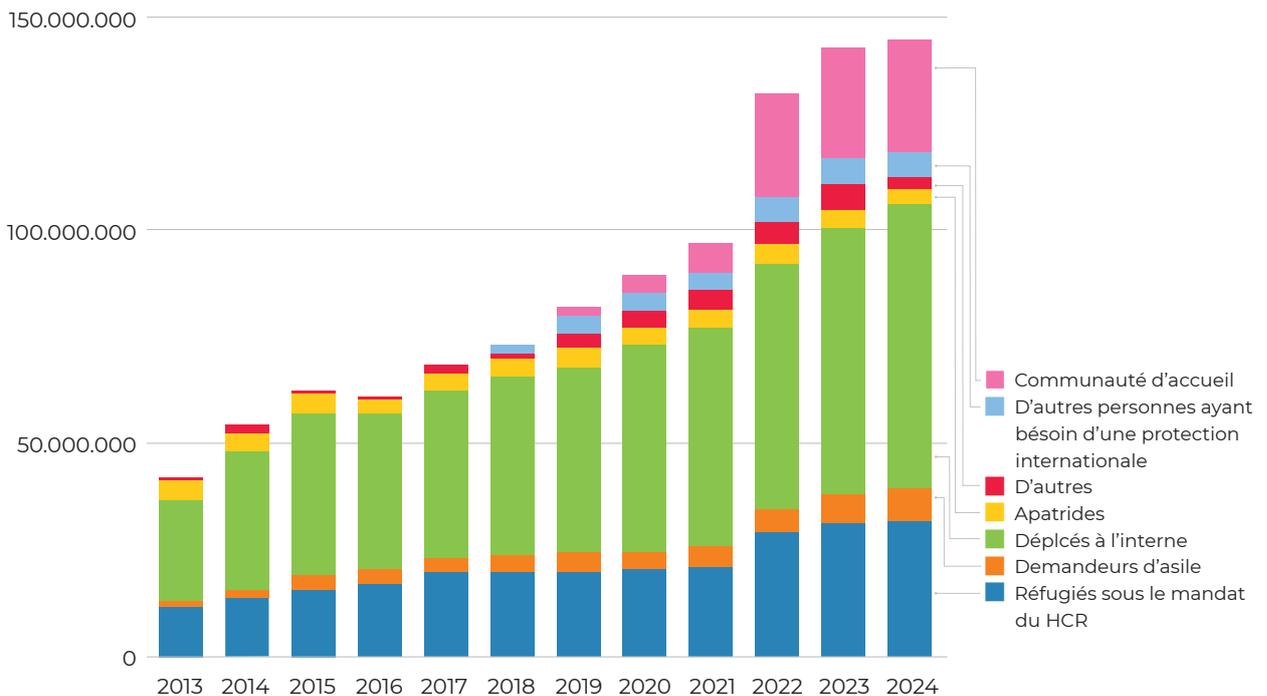
La solidarité européenne et le partage équitable des responsabilités sont les principes qui sous-tendent la stratégie migratoire espagnole dans le cadre de l'UE. Dans le cadre communautaire, l'Espagne favorisera la mise en œuvre du Pacte sur la Migration et l'Asile et défendra le principe de solidarité comme élément central du projet européen. Garantir un partage équitable des responsabilités entre tous les États membres et mettre en place un mécanisme de solidarité à l'égard de ceux qui, comme l'Espagne, assurent la gestion de la frontière extérieure de l'Union européenne et sont soumis à une pression migratoire particulière, contribue au bénéfice de l'ensemble de l'Union.

La gestion efficace de la migration irrégulière passe par une coopération étroite avec les pays d'origine et de transit, en particulier avec ceux situés dans notre environnement stratégique. L'approche adoptée par l'Espagne est une approche préventive et globale qui combine le contrôle des flux irréguliers et la lutte contre les réseaux de trafic d'êtres humains avec des initiatives de développement

économique et de stabilisation dans les pays d'origine, le but étant de traiter à la fois les symptômes immédiats et les causes profondes de la migration irrégulière. Le modèle espagnol, reconnu et repris par l'UE et d'autres États membres, repose sur les principes suivants :

- **Responsabilité partagée** : l'Espagne travaille avec ses partenaires sur des objectifs mutuellement bénéfiques. La lutte contre l'immigration irrégulière présente un intérêt commun, car les pays d'origine et de transit souhaitent également protéger leurs populations des réseaux de trafic.
- **Confiance mutuelle** : construite au fil du temps grâce à une écoute active et des contacts réguliers à tous les niveaux.
- **Collaboration opérationnelle** : patrouilles conjointes, centres opérationnels communs et échanges d'informations pour démanteler les réseaux de traite et de trafic de personnes.
- **Coopération soutenue** : la coopération doit s'inscrire sur le long terme et être prévisible ; elle doit se décliner en aide matérielle, soutien financier et opérationnel, formation et développement des capacités.

Personnes déplacées de force dans le monde



Source: Haut Comissionat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

L'Espagne maintiendra son attachement à la reconnaissance et à l'exercice du droit à la protection internationale, tout en accordant une attention particulière aux situations de vulnérabilité et en apportant une réponse humanitaire efficace et digne. Elle continuera à travailler en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'intégration et l'inclusion sociales constituent des piliers fondamentaux de notre politique migratoire. En tant que société ouverte et plurielle, nous respecterons toutes les personnes qui s'installent sur notre territoire en les considérant comme une source de richesse, et nous accorderons un soutien particulier aux territoires avec une forte présence de personnes migrantes. Cet engagement est au cœur du Plan d'intégration et de vivre-ensemble interculturel et sous-tend notre politique de prévention et de lutte contre le racisme et la xénophobie. Il est également à l'origine de notre soutien aux capacités des collectivités locales et des établissements d'enseignement ainsi que des efforts redoublés pour lutter contre les discours et les délits de haine, en particulier sur Internet. L'Espagne s'efforcera de moderniser et de simplifier les procédures administratives liées à la mobilité internationale. L'utilisation des outils numériques

sera étendue et les procédures simplifiées pour les travailleurs étrangers répondant aux besoins spécifiques du marché du travail espagnol. Par ailleurs, des programmes d'orientation socioprofessionnelle, de formation continue et d'apprentissage de la langue seront mis en place afin de faciliter l'insertion des personnes migrantes et de faire en sorte que leurs qualifications soient pleinement reconnues et mises au service de l'économie espagnole.

L'Espagne renforcera le dialogue avec les diasporas et les communautés espagnoles à l'étranger afin d'encourager leur participation aux initiatives économiques, sociales et culturelles. Cette synergie favorise la création de liens de coopération et d'opportunités d'affaires, tout en contribuant à une vision plus diversifiée et inclusive de notre société. En ce sens, la participation des deuxièmes générations en tant qu'interlocuteurs privilégiés sera encouragée afin d'approfondir l'entente et la collaboration entre les sociétés d'origine et d'accueil, de consolider les ponts culturels et de contribuer à un modèle de croissance et de bien-être qui se nourrit de la diversité. La capacité du Bureau espagnol pour le retour sera également renforcée dans ses fonctions de conseil aux personnes de nationalité espagnole résidant à l'étranger et souhaitant rentrer au pays.

Se mobiliser pour la coopération au développement et l'action humanitaire

À une époque marquée par une profonde crise de solidarité, le monde a besoin de plus de coopération, et non de moins. L'Espagne maintient son engagement en faveur de la coopération internationale au développement en tant que mécanisme indispensable pour éradiquer l'extrême pauvreté et promouvoir le développement humain. Cet engagement doit aller de pair avec des mesures cohérentes dans d'autres domaines destinés à favoriser l'investissement dans les pays les moins avancés. Il s'agit d'un exercice de responsabilité face aux défis communs, d'un investissement dans la construction de sociétés plus prospères, plus sûres, plus stables et plus durables, avec un impact clair, non seulement sur les sociétés des pays partenaires, mais aussi sur le bien-être des Espagnols. En nous mobilisant en faveur de la coopération, nous contribuons à prévenir la propagation des maladies, à empêcher l'instabilité et les situations d'urgence de dégénérer en conflits, à

protéger la biodiversité et à prévenir la déforestation ; autrement dit, nous contribuons à réduire les externalités négatives avec des effets transfrontaliers évidents, au bénéfice direct de nos citoyens.

La coopération au développement, en tant que politique d'État, est au cœur de l'action extérieure espagnole, fondée sur une conception ouverte et solidaire de la citoyenneté et de la société internationale pour répondre aux défis mondiaux. C'est, de fait, une politique de consensus soutenue par les trois quarts de la population espagnole, comme en témoigne l'adoption à une large majorité, au cours de la dernière législature, de la première loi sur la coopération en vingt ans. De plus, elle illustre clairement l'une des caractéristiques les plus marquantes de l'action extérieure européenne, puisque l'UE, avec ses États membres, fournit environ 40 % de l'ensemble de l'aide publique au développement (APD) mondiale.

Le cadre traditionnel de la coopération converge avec d'autres domaines étroitement liés au développement durable, tels que le commerce, l'investissement privé, la technologie et la gestion des flux migratoires, qui exigent une approche multidimensionnelle et un plus grand effort de mobilisation de ressources et de cohérence des politiques. C'est pourquoi l'Espagne entend promouvoir une nouvelle approche de la coopération et passer de la logique de l'aide à la logique du partenariat, en encourageant des relations horizontales avec ses partenaires, fondées sur le dialogue, l'écoute et la définition d'objectifs communs. Cette nouvelle approche sera l'un des thèmes phares de la IVe Conférence sur le financement du développement qui se tiendra à Séville cet été.

L'Espagne doit consolider les progrès réalisés ces dernières années : elle doit non seulement renforcer ses engagements budgétaires en matière d'APD, mais aussi moderniser et réformer son système de coopération. La Coopération espagnole amorce, de fait, une nouvelle étape après un profond processus de réforme marqué par l'adoption de la loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale et de sa réglementation d'application. Au cours des prochaines années, notre action s'articulera autour des axes suivants :

- **Renforcer le système de coopération** : la loi sur la coopération et le Plan directeur de la coopération espagnole 2024-2027 renforcent la cohérence, l'alignement et la coordination entre tous les acteurs du développement, améliorant ainsi l'efficacité de cette politique publique. Ce système s'appuie sur la coopération décentralisée (communautés et villes autonomes, collectivités locales), les universités, les organisations non gouvernementales de développement (ONGD), les syndicats, le secteur privé et l'économie sociale. Le lancement de la nouvelle Conférence sectorielle en la matière viendra renforcer considérablement les organes de coordination et de consultation. La réforme de l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), avec l'adoption de ses nouveaux statuts, vise à doter l'Agence de capacités accrues et d'instruments plus efficaces, ainsi qu'à promouvoir la création de partenariats, tant en Espagne qu'à l'étranger. L'adoption du statut des personnes coopérantes entend renforcer le capital humain de notre coopération, tandis que la nouvelle réglementation sur les subventions de coopération apportera aux différents instruments et appels à projets une plus grande souplesse. Le nouveau Fonds espagnol pour le développement durable (FEDES) vise à offrir à notre coopération financière davantage de moyens pour mobiliser des ressources supplémentaires en faveur du développement durable,

en exploitant notamment les synergies avec l'investissement privé.

- **Avancer vers une coopération qui renforce le rôle de l'Espagne en tant qu'acteur de la coopération avec une identité propre** : l'Espagne mettra l'accent sur des domaines dans lesquels elle dispose d'une expertise éprouvée et d'une forte valeur ajoutée, tels que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, le droit à l'eau et à l'assainissement, le renforcement des systèmes de santé, la lutte contre la faim, la construction de la paix et la gouvernance démocratique, la culture et l'éducation. Nous nous attacherons à accroître la contribution de notre coopération à une transition écologique juste (en mettant l'accent sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets) et à la lutte contre la perte de la biodiversité, et nous renforcerons nos capacités dans d'autres secteurs tels que le numérique et les migrations. Du point de vue géographique, nous continuerons de privilégier les régions sur lesquelles la coopération espagnole s'est traditionnellement concentrée (Amérique latine et Caraïbes, monde arabe et Afrique, en particulier l'Afrique de l'Ouest) et nous développerons une approche régionale pour l'Asie.

- **Accroître le financement** : l'Espagne s'emploiera à promouvoir de nouvelles modalités de coopération en collaborant avec d'autres acteurs (société civile, secteur privé, communauté académique et partenaires multilatéraux), à renforcer sa participation aux initiatives mondiales et, sur le plan budgétaire, à avancer vers l'objectif de consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'APD d'ici 2030, tel qu'inscrit dans la loi. Il sera également nécessaire de mettre en place un cadre de travail innovant en mobilisant de nouvelles sources de financement et d'accorder une place plus importante à certaines formes de coopération, notamment la coopération financière, après la création du FEDES.

- **Accorder une place centrale à l'action humanitaire** : l'Espagne est et doit rester un partenaire humanitaire reconnu pour ses principes et sa présence croissante sur la scène humanitaire internationale, à un moment où plus de 300 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Nous nous efforcerons de tenir notre engagement à destiner 10 % de notre APD à l'action humanitaire, en accordant une attention particulière aux crises oubliées, à la défense du droit international humanitaire, à la perspective féministe et à l'éducation pour la préparation aux situations d'urgence. Dans le contexte actuel de prolifération des conflits, les mesures de sécurité pour les coopérants et le personnel humanitaire devront être renforcées.

• **Asseoir le leadership de l'Espagne au sein de l'UE et en tant qu'acteur mondial du développement :** le choix de l'Espagne pour accueillir la IV^e Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra en juillet 2025 à Séville, est l'occasion pour l'Espagne d'affirmer sa vocation multilatérale ainsi que sa capacité à forger des consensus et des partenariats pour le financement du développement, et d'encourager des initiatives concrètes pour combler le déficit de financement des ODD, actuellement estimé à quelque 4 000 milliards d'euros. L'Espagne participera également

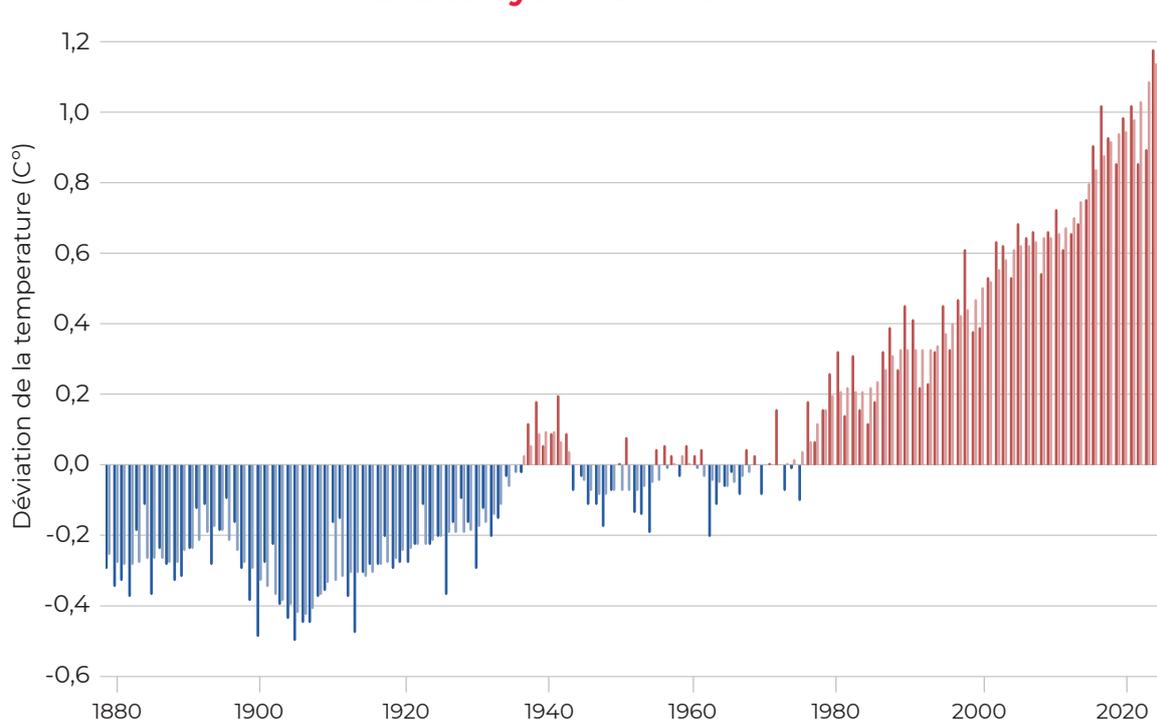
activement à la conception de l'agenda post-2030. Par ailleurs, elle cherchera à maximiser l'impact de ses contributions financières de manière à renforcer sa visibilité et sa réputation internationale. L'Espagne encouragera la mobilisation de capitaux privés dans les projets de développement, notamment à travers les investissements d'impact, et favorisera la participation des entreprises espagnoles à des projets de développement et d'investissements durables. Les partenariats public-privé seront essentiels pour combler le déficit de financement.

Affronter l'urgence climatique et la crise de la biodiversité

Chaque année, le record d'émissions de l'année précédente est battu. Les températures mondiales ont déjà dépassé le seuil critique de 1,5°C à plusieurs reprises. Dans ce contexte marqué par des événements climatiques extrêmes, une concurrence croissante pour les ressources naturelles et un appauvrissement accéléré de la biodiversité, la communauté internationale doit se coordonner et prendre des mesures immédiates.

L'Espagne releve ce défi depuis une position de **leadership** qu'elle occupe grâce à ses investissements dans les énergies renouvelables et à son engagement indéfectible en faveur d'une planète plus durable, habitable et verte. Nous aspirons à être aux avant-postes en matière de transition énergétique, de sécurité hydrique, de préservation et de restauration de la biodiversité, de gestion de l'environnement et de lutte contre la désertification.

Température de surface globale par rapport à la moyenne 1951-1980



Source: NASA

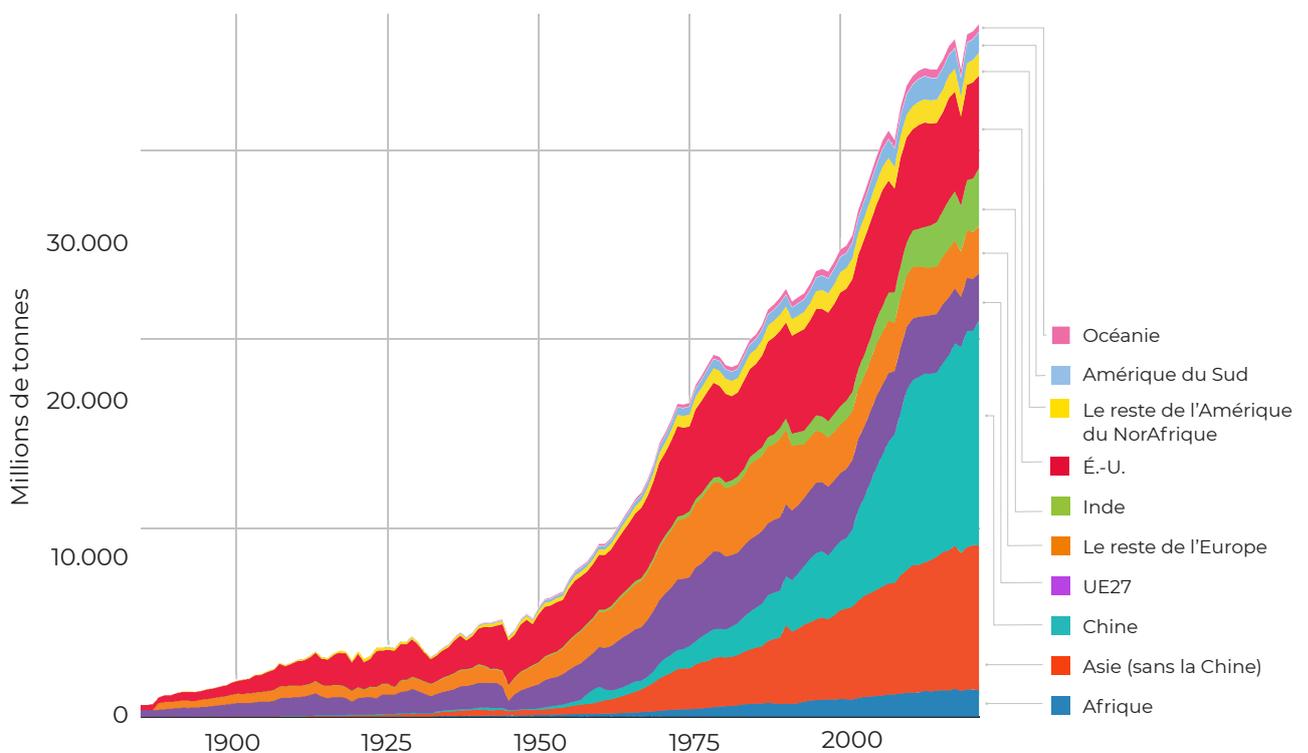
Par ailleurs, l'Union européenne est l'un des espaces économiques affichant les taux d'émissions les plus faibles, compte tenu de son activité industrielle : environ 6 % du total mondial. Les efforts qu'elle déploie doivent se poursuivre afin de servir d'exemple aux autres acteurs, même s'ils restent insuffisants pour enrayer la tendance à la hausse des températures. Les efforts diplomatiques pour renforcer la coopération et l'engagement aux côtés des partenaires mondiaux sont donc essentiels. Pour que ces efforts soient couronnés de succès, il sera également indispensable de tenir compte des besoins spécifiques de nos partenaires, en particulier en termes de financement.

C'est pourquoi la diplomatie verte espagnole se concentre sur la promotion de la mise en œuvre effective des accords internationaux sur le climat et l'environnement. L'Espagne déploie une stratégie qui s'inscrit dans la continuité de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et sur l'Accord de Paris, dans le but de progresser dans les efforts de décarbonation. La priorité est de poursuivre l'objectif fixé à Paris de limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C, en

focalisant les actions de cette décennie critique sur l'efficacité énergétique et sur l'élimination progressive des combustibles fossiles et leur remplacement par des énergies renouvelables. À cette fin, nous contribuerons à renforcer les capacités d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets dans tous les pays, en mobilisant des ressources conformément à la Stratégie espagnole pour le financement international du climat et en assurant la cohérence des flux financiers avec un développement à faibles émissions.

En accord avec le Plan industriel du pacte vert, l'Espagne renforcera son rôle de chef de file dans les technologies propres, conformément au Plan national intégré énergie-climat 2023-2030. Grâce à son engagement fort en faveur des énergies renouvelables, l'Espagne a réduit sa dépendance énergétique et, pour la première fois de son histoire, les prix de l'énergie se situent à des niveaux abordables. La décarbonation, la sécurité de l'approvisionnement et l'accessibilité des prix resteront des priorités de notre politique étrangère. Pour les années à venir, alors que la cartographie des investissements industriels est appelée à évoluer considérablement,

Émissions annuelles de CO₂ par région



Source: Global Carbon Budget (2025).

une fenêtre d'opportunité s'ouvre grâce à la baisse des prix de l'énergie, fruit du virage stratégique vers les énergies renouvelables.

La protection de la biodiversité, des eaux intérieures et des océans est un axe clé de la politique environnementale espagnole. L'Espagne intensifiera ses efforts pour protéger la biodiversité grâce à la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité Kunming-Montréal 2030, qui fixe les cibles et objectifs mondiaux pour cette décennie. La protection des océans sera également renforcée afin d'assurer la protection et la gestion effective de 30 % de la surface marine d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, l'Espagne avancera sur plusieurs fronts : l'application de l'Accord pour la protection de la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ), la préservation de l'Arctique et de l'Antarctique, l'élaboration du futur accord mondial sur les plastiques, et la promotion d'un moratoire dans le cadre de la régulation de l'exploitation minière sous-marine.

L'Espagne s'emploiera à renforcer la lutte contre le trafic d'espèces et la dégradation des écosystèmes terrestres. Les initiatives espagnoles sont axées sur la lutte contre le trafic illégal et le braconnage international des espèces sauvages, dans le but de répondre à la fois aux impacts significatifs de ces activités sur la biodiversité et aux conséquences sociales pour les communautés locales. L'Espagne renforcera également son engagement international dans la lutte contre la déforestation et dans la promotion de la durabilité des chaînes d'approvisionnement en matières premières agricoles, forestières et d'élevage. Dans la région méditerranéenne, l'Espagne continuera à encourager la collaboration et la coopération pour la conservation et la restauration de la biodiversité, notamment en partenariat avec le bureau pour la Méditerranée

de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), qui a son siège en Espagne. De plus, elle intensifiera les efforts pour lutter contre la désertification et renforcer la résilience face à la sécheresse, en tenant compte de leur importance environnementale et de leurs liens avec la sécurité alimentaire, les conflits armés et la lutte contre la pauvreté.

L'Alliance internationale pour la résilience face à la sécheresse (IDRA), portée conjointement avec le Sénégal, illustre notre engagement dans la lutte contre la désertification et ses conséquences socio-économiques. L'Espagne cherchera à renforcer la coopération espagnole au niveau international en matière de lutte contre les incendies de forêt, en particulier en Amérique latine, où des partenariats et des actions majeures sont déjà en place. Par ailleurs, des accords bilatéraux seront promus en matière de patrimoine naturel et de biodiversité avec les pays voisins (France, Portugal et Maroc), ainsi qu'avec les États partageant le territoire des espèces migratoires présentes en Espagne.

Dans un contexte marqué par l'intérêt géostratégique croissant pour les espaces polaires, la nouvelle Stratégie polaire espagnole de 2025 confirme l'engagement de notre pays en faveur de la protection de ces régions. L'Espagne renforce sa présence dans les zones polaires en s'appuyant sur son expertise scientifique, sa participation aux organes du système antarctique et son rôle d'État observateur au sein du Conseil de l'Arctique. L'Espagne défend les espaces polaires en tant qu'espaces de paix et de sécurité, de protection de l'environnement et de gestion rationnelle des ressources naturelles, qui doivent relever d'une gouvernance multilatérale conformément au droit international.

C. UNE ESPAGNE BÂTISSEUSE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

S'adapter à un monde plus conflictuel

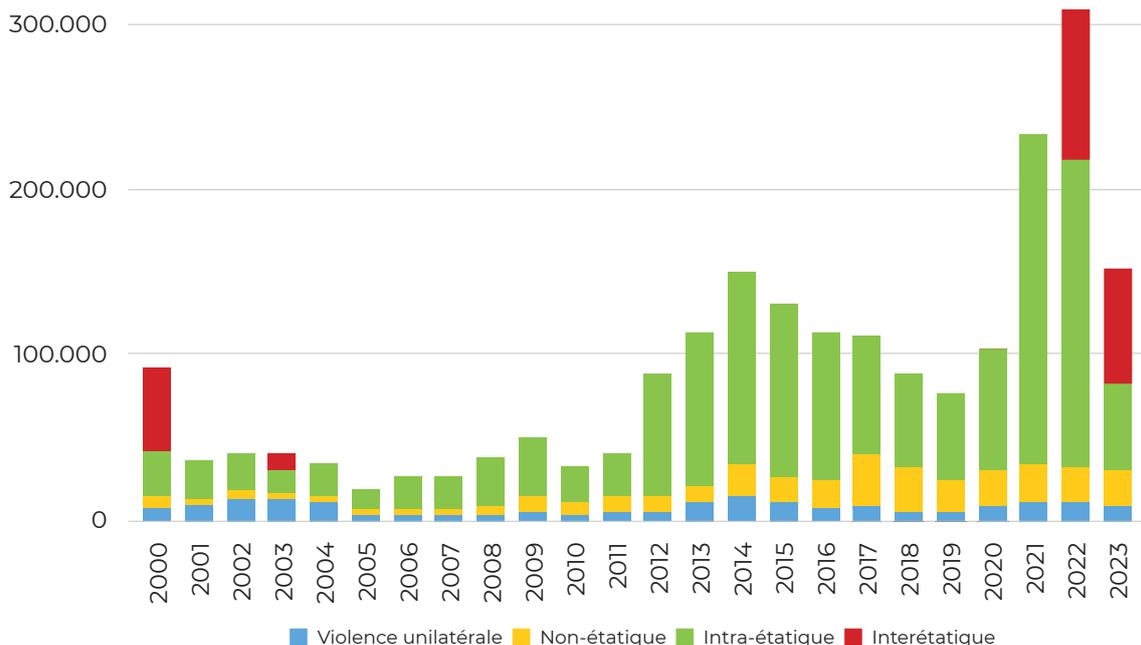
L'Espagne reste fermement attachée à un système multilatéral qui a fait ses preuves et qui est plus nécessaire que jamais. En même temps, notre pays est conscient de la nécessité de prendre des mesures pour s'adapter à la nouvelle donne internationale.

La détérioration de la sécurité au cours de ces dernières années marque la fin du privilège de la paix dont l'Europe a bénéficié pendant des décennies. Depuis 1945, l'humanité n'avait jamais été confrontée à un nombre aussi élevé de conflits. Actuellement, environ 50 conflits actifs sont recensés et près de la moitié des États membres des Nations Unies y sont impliqués directement ou indirectement, tandis que le nombre de victimes atteint des niveaux inédits depuis trente ans et que l'impact économique de la violence représente 13 % du PIB

mondial. Cette situation se traduit également par des chiffres records en termes d'investissements mondiaux en défense et implique un risque accru de prolifération nucléaire. L'augmentation potentielle des menaces transnationales (terrorisme ou crime organisé), favorisée par les États défaillants, constituera un enjeu majeur au cours des quatre prochaines années.

L'action extérieure de l'Espagne doit être renforcée dans tous les domaines afin de mieux protéger nos citoyens et citoyennes et leurs projets de vie face à l'instabilité et à l'augmentation des conflits. Cette responsabilité relève de la diplomatie, de la défense et de la sécurité citoyenne, au sens classique, mais elle englobe aussi des concepts plus larges, allant de la promotion de

Victimes de conflits armés



Source: Uppsala Conflict Data Program.

L'Espagne continuera à participer activement à l'architecture sécuritaire internationale, euro-atlantique et européenne, en mettant l'accent sur une approche solidaire fondée sur des règles. L'OTAN restera l'axe principal de la contribution espagnole à la dissuasion et à la défense collective, à la prévention et à la gestion de crises, ainsi qu'au développement de partenariats, en particulier dans le cadre du plan d'action des alliés pour le flanc sud. À cet égard, l'Espagne se doit de maintenir un rôle de chef de file, en impulsant le dialogue politique de haut niveau et en soutenant le travail du représentant spécial du Secrétaire général pour le voisinage sud. Elle poursuivra ses efforts dans le cadre de la coopération pratique, notamment à travers la contribution aux programmes de renforcement des capacités des pays partenaires, déjà mis en œuvre par l'Espagne en 2024. Le dialogue politique sera également intensifié avec les partenaires du Dialogue méditerranéen et de l'Initiative de coopération d'Istanbul.

Au cours de cette période, l'Espagne continuera de renforcer ses investissements dans la sécurité et la défense, conformément aux engagements pris au sein de l'OTAN, et maintiendra sa contribution significative aux déploiements de l'OTAN ainsi qu'aux missions et opérations de l'UE. Plus important encore, l'Espagne continuera à assumer, en tant qu'allié pleinement engagé et en raison de sa position politique, géographique et économique, une part importante de la charge de la sécurité collective, réaffirmant par là le caractère indivisible de la sécurité et de la défense de tous les alliés, conformément au Concept stratégique de Madrid.

Compte tenu de son poids et de son expérience, l'Espagne devra jouer un rôle central dans une Union européenne de la défense qui fait ses premiers pas. Par ailleurs, elle cherchera à consolider les relations stratégiques entre l'OTAN et l'UE sur la base des principes de complémentarité, de cohérence et de renforcement mutuel. Notre Service Extérieur, nos forces armées, nos forces de sécurité, ainsi que d'autres administrations publiques, sont activement impliqués dans la définition, la planification et le déploiement progressif de cette dimension essentielle du processus de construction européenne, si longuement débattue et désormais incontournable.

L'Espagne doit également continuer à accroître sa participation aux programmes et instruments de l'UE dans ce domaine. La Facilité européenne pour la paix sera une priorité, car elle offre des possibilités d'accroître la contribution de l'Espagne à la stabilité de son environnement stratégique. Cet instrument clé pourra également bénéficier de notre vocation mondiale. Saisir toutes les opportunités

offertes par le règlement sur le Programme européen pour l'industrie de la défense constituera un autre objectif majeur pour cette période. Nous veillerons à ce que le prochain cadre financier pluriannuel prévoie des ressources substantielles pour appuyer le secteur de la sécurité et de la défense. Cette politique permettra de générer des externalités positives pour l'innovation, l'autonomie européenne et la création d'emplois qualifiés, ce qui sera bénéfique pour la société espagnole.

L'Espagne vient de lancer un Plan national pour promouvoir sa participation aux missions civiles de l'UE. Ce plan prévoit la coordination de la part du ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération pour augmenter de manière significative le déploiement de personnel espagnol dans ces missions européennes, qui sont appelées à consacrer le rôle de l'UE en tant que pourvoyeur de sécurité mondiale.

L'Espagne doit maintenir son engagement actif envers l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'esprit et les principes de l'Acte final d'Helsinki, qui fête son cinquantième anniversaire, doivent être réaffirmés, surtout dans le contexte difficile créé par l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, comme nous l'avons fait lors de notre présidence du Forum pour la coopération en matière de sécurité, au premier trimestre 2025. Pendant la période 2025-2028, avec un Secrétaire général nouvellement nommé, l'objectif principal devra être de préserver le système de contrôle des armements en Europe, dont les mesures de transparence, d'échange d'informations et de renforcement de la confiance peuvent à nouveau jouer un rôle clé dans le renforcement de l'architecture sécuritaire européenne.

Les Nations Unies ont une responsabilité fondamentale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Espagne continuera à jouer un rôle majeur dans les opérations de maintien de la paix, qui ont été des outils essentiels au cours des 75 dernières années. L'Espagne se classe au 25^e rang parmi les 121 pays contributeurs en nombre d'effectifs (le deuxième pays de l'UE) et au 12^e rang en tant que contributeur au budget des opérations de maintien de la paix. La présence d'un plus grand nombre de femmes dans ces missions demeure une priorité essentielle. L'Espagne restera fidèle à son engagement envers la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), à laquelle elle a apporté une contribution majeure et un leadership de premier plan dès son lancement. L'Espagne cherchera à obtenir un soutien politique unifié pour le renouvellement de mandats clairs et précis, et appuiera la création de nouvelles missions dans des contextes fragiles.

L'Espagne continuera à renforcer ses relations bilatérales en matière de sécurité et de défense avec un nombre croissant de pays et d'organisations internationales, dans des domaines tels que la formation, l'échange d'expériences, la réalisation d'exercices conjoints ou la coopération industrielle et technique. Au cours des prochaines années, il sera essentiel d'approfondir des axes de coopération spécifiques sur des questions telles que les défis et les opportunités de la numérisation, la lutte contre les campagnes hybrides, les migrations irrégulières et le trafic de personnes, ou encore la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Dans ce cadre, l'Espagne attache une grande importance à l'Accord de coopération en matière de défense conclu avec les États-Unis. Par ailleurs, il sera fondamental de renforcer les instruments visant à promouvoir la sécurité et le dialogue, tels que l'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale, afin de consolider une coopération fondée sur la confiance entre pairs.

Les quatre prochaines années seront décisives pour éviter que la planète n'entre dans une nouvelle ère de prolifération. Une réponse doit être apportée au niveau politique. Pour renforcer notre sécurité nous devons nécessairement nous appuyer sur les instruments internationaux tels que l'architecture de contrôle des armements, de non-prolifération et de désarmement. L'Espagne continuera à apporter son soutien politique, technique et financier à des organismes clés tels que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et la Commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), qui jouent un rôle fondamental dans l'architecture internationale de non-prolifération grâce à leurs capacités de vérification et d'inspection.

L'Espagne poursuivra ses efforts pour lutter contre la menace terroriste et le crime organisé, en prévenant la déstabilisation sociale et politique qu'ils génèrent. Ces efforts impliquent que nous traitons de manière globale les causes profondes de la radicalisation et de l'extrémisme violent et que nous apportons le soutien et la reconnaissance nécessaires aux victimes. La coopération et la solidarité avec les pays les plus touchés par ces fléaux resteront des principes directeurs de l'action extérieure espagnole. En ce sens, l'Espagne maintiendra les engagements pris dans le cadre des Nations Unies, de l'UE et de l'OTAN, ainsi que dans le cadre d'initiatives telles que le Processus d'Aqaba ou de sa participation à des opérations telles que la Coalition internationale contre Daech, démontrant ainsi sa détermination à lutter contre ces menaces.

L'amélioration constante dans la connaissance des menaces et la gestion des indicateurs d'alerte est essentielle pour répondre efficacement aux multiples défis sécuritaires. Le renforcement du Centre national de renseignement et la coordination entre les organes de renseignement – nationaux et internationaux – seront fondamentaux pour anticiper les risques, protéger les populations et formuler des réponses adaptées à un environnement en évolution constante.

L'Espagne s'emploiera à moderniser ses capacités de sécurité et de défense face aux nouvelles menaces numériques liées à l'IA, telles que le clonage vocal, la manipulation d'images ou la prolifération d'identités fausses de plus en plus sophistiquées. Elle cherchera également à renforcer la résilience face à l'augmentation des attaques ciblant les dispositifs connectés, qui vont des véhicules autonomes aux infrastructures critiques comme les barrages hydroélectriques, ainsi qu'à la montée en puissance de la cybercriminalité. Le développement d'infrastructures numériques publiques (DPI) résilientes, sécurisées et interopérables est au cœur de la transformation numérique espagnole. Dans ce cadre, un Plan de surveillance des infrastructures marines, en particulier des infrastructures sous-marines, sera adopté prochainement. Le rôle de l'IA dans la gestion des situations d'urgence en cas de catastrophes naturelles ou d'attaques terroristes sera également renforcé afin de faciliter l'élaboration de stratégies de réponse.

Le renforcement des capacités en matière de sanctions sera une priorité. Les mesures restrictives ou les sanctions internationales sont en forte expansion. L'une des priorités du ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération (MAUC) sera la création d'une unité des sanctions, avec le niveau de sous-direction générale. Son rôle sera renforcé grâce à des mécanismes appropriés d'échange d'informations et de coordination interministérielle, ce qui lui permettra de participer de la manière la plus efficace possible aux processus internationaux d'adoption et de suivi de ces mesures. Cette initiative est essentielle pour progresser vers un cadre réglementaire spécifique. L'Espagne continuera à soutenir un usage raisonnable et proportionné de la politique de sanctions comme moyen de dissuasion contre les comportements illicites, tout en veillant à préserver leur caractère sélectif et exceptionnel.

Le changement climatique s'impose comme un défi transversal ayant des implications profondes pour la sécurité et la défense. L'Espagne poursuivra la mise en œuvre des mesures prévues dans le Plan national pour l'adaptation au changement

climatique ainsi que dans la stratégie du ministère de la Défense dans ce domaine. Elle encouragera la coopération entre les forces armées et les moyens civils pour faire face aux situations d'urgence, aussi bien sur le territoire national qu'à l'échelle internationale. Nous continuerons également à offrir notre soutien en cas de catastrophes au-delà de

nos frontières, à travers le déploiement de l'Unité militaire d'urgence (UME) et de l'équipe START (Équipe technique espagnole d'assistance et d'intervention d'urgence), un dispositif qui permet de mobiliser une équipe médicale prête à intervenir en moins de 72 heures dans n'importe quelle région du monde touchée par une crise humanitaire.

UN ÉLAN DÉCISIF À L'INDUSTRIE ESPAGNOLE DE DÉFENSE

L'industrie de défense est un secteur clé pour notre sécurité économique, d'où la nécessité de l'intégrer davantage dans notre politique industrielle. L'industrie espagnole de défense compte parmi celles qui exportent le plus au monde. Cependant, la transformation profonde du secteur, tant au niveau européen qu'international, ajoutée à la nécessité de réduire l'atomisation de nos entreprises, nous invite à entreprendre de nombreux changements dans les années à venir. L'augmentation des investissements en défense à l'échelle planétaire, l'irruption de nouveaux acteurs industriels et les progrès technologiques qui viennent bouleverser le champ de bataille sont autant de raisons pour lesquelles il devient indispensable et urgent d'adapter notre industrie de défense aux nouvelles réalités. Nous mettrons donc l'accent sur le renforcement de la base industrielle et technologique espagnole, en encourageant l'interopérabilité et les synergies avec les secteurs de la technologie et de l'espace. Pour ce faire, nous prendrons des mesures visant à accroître la taille et la compétitivité de nos entreprises, à faciliter leur accès à des économies d'échelle et à promouvoir leur participation à des projets européens et à des appels d'offres internationaux. En outre, nous chercherons à mobiliser des financements à moyen et long terme pour stimuler les investissements et l'innovation et, afin de dynamiser le développement du secteur, sa transformation technologique et la création d'emplois de qualité. Ces mesures s'inscriront dans la lignée de la Stratégie industrielle de défense.

La mise en œuvre du Plan industriel et technologique pour la sécurité et la défense accompagnera nos efforts d'investissement et la mise en place de programmes de partenariat public-privé, qui permettront à l'Espagne de faire un bond en avant technologique et industriel. Il s'agit de miser sur l'innovation et le développement de technologies à double usage afin d'encourager la création de nouvelles entreprises et l'expansion des PME et des startups locales. La dynamique créée entraînera des progrès technologiques dans d'autres secteurs et nous permettra ainsi d'améliorer notre compétitivité et de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Nous créerons une commission opérationnelle sur l'industrie de défense et sa contribution à la politique étrangère de l'Espagne, composée de plusieurs ministères : Affaires étrangères, Union européenne et Coopération ; Défense ; Économie, Commerce et Entreprises ; Industrie et Tourisme. Cette commission aura pour mission d'articuler et de mettre en œuvre, lors de réunions régulières, une véritable diplomatie de l'industrie espagnole de défense.

L'Espagne veillera à asseoir sa position en tant qu'acteur clé dans le secteur spatial européen, en renforçant sa participation à l'Agence spatiale européenne (ESA), au programme spatial de l'UE et aux missions européennes. Elle contribuera au développement de projets spatiaux communs et appuiera l'entrée d'entreprises espagnoles sur les marchés étrangers, en renforçant la base industrielle et technologique du secteur spatial espagnol.

Construire la paix dans un esprit de cohérence

L'Espagne continuera de défendre l'application universelle et cohérente du droit international, y compris le droit international des droits humains et le droit international humanitaire, comme elle l'a déjà fait pour les conflits qui sévissent en Ukraine, au Moyen-Orient et en République démocratique du Congo. L'interdiction du recours à la force et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États constituent la pierre angulaire de l'ordre international. Ces principes ont permis de réduire substantiellement le nombre de guerres inter-étatiques au cours des dernières décennies, tandis que le nombre d'États membres des Nations Unies ne cessait de croître.

La légitimité du droit international repose sur son application universelle. Les incohérences dans son application et la politique du « deux poids deux mesures » minent la confiance de nos partenaires et font douter de notre capacité et de celle de nos alliés à faire respecter le droit en vigueur, à prévenir de nouvelles violations et à parvenir à de futurs accords, tout en compromettant l'efficacité de notre action sur la scène internationale.

La lutte contre l'impunité des auteurs des crimes les plus graves est le principal outil de dissuasion dont nous disposons pour éviter de nouveaux crimes. Forte de son expérience et de sa mémoire, l'Espagne continuera de lutter contre l'impunité et pour le droit des victimes à réparation, indépendamment des circonstances et des conflits. Elle concrétise cet engagement en faveur de la justice internationale en prêtant son concours aux tribunaux internationaux, notamment en intervenant dans des affaires majeures portées devant la Cour internationale de justice ou en soutenant le rôle fondamental de la Cour pénale internationale, qui est de garantir l'application universelle du droit international en tant que fondement d'une paix juste et durable. Nous poursuivons nos travaux avec le Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et, au sein du Conseil de l'Europe, nous continuerons de porter des initiatives en vue de renforcer la justice internationale et de défendre les valeurs démocratiques. De même, nous participerons activement aux débats du Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine et à la mise en place de la Commission des réclamations, et nous continuerons d'appuyer les travaux du Registre des dommages.

L'Espagne place la construction de la paix, qu'elle considère essentielle pour garantir la sécurité, au cœur de sa politique étrangère. Sa position géographique, son statut de partenaire européen et atlantique, son image internationale et sa capacité de dialogue dans divers contextes la placent dans une situation privilégiée pour avancer vers cet objectif. Dans les zones en proie à des crises et des tensions, où la situation est particulièrement complexe, elle entend renforcer les dispositifs de diplomatie préventive et de promotion de la paix, en adéquation avec sa Stratégie de diplomatie humanitaire. La prolifération des conflits oblige à multiplier les efforts de médiation à l'échelle nationale et internationale et à mettre l'accent sur la diplomatie parallèle dans les situations de conflit et de post-conflit et dans les contextes fragiles. Dans cette optique, nous relancerons les travaux du Centre International de Tolède pour la paix (CITpax) et nous chercherons à mettre en place des partenariats avec des acteurs engagés dans des efforts de médiation.

La construction de la paix comprend de nombreux autres aspects, à court, moyen et long terme, sur lesquels l'Espagne continuera de travailler. Nous œuvrerons au renforcement des mécanismes de prévention et de règlement des conflits, en accompagnant les transitions politiques, les processus de justice transitionnelle et de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants (DDR) et en soutenant les réformes du secteur de la sécurité. Nous nous appuierons sur la coopération au développement pour renforcer les États fragiles, stabiliser les contextes post-conflit et faciliter la réintégration économique des personnes déplacées.

L'Espagne continuera de privilégier une approche fondée sur la sécurité humaine, qui place les personnes au cœur de son action extérieure, en accordant la plus haute importance à la défense du droit international humanitaire, indépendamment des circonstances et des conflits. Les forces armées espagnoles déployées dans des opérations à l'étranger veilleront à la protection de la population civile, et en particulier des groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Nous œuvrerons à la promotion d'un modèle de présence extérieure respectueux des particularités socioculturelles et soucieux de protéger les droits de l'enfance. Par ailleurs, nous réitérerons notre soutien au Programme

alimentaire mondial et à l'Initiative sur la sécurité dans les écoles, et nous encouragerons l'intégration des femmes en tant qu'actrices essentielles de la paix dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité ».

Le respect du droit international humanitaire s'avère primordiale pour l'Espagne, notamment en ce qui concerne l'interdiction de certains types d'armes, ce qui nous conduira à réaffirmer notre soutien aux conventions. De plus, nous participerons activement aux efforts mis en œuvre à l'échelle internationale pour garantir que les applications militaires des nouvelles technologies respectent les règles du droit international humanitaire. Nous renouvellerons notre soutien aux travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies portant sur la réglementation des systèmes d'armes létales autonomes (SALA) et, aux côtés des Pays-Bas et

de la République de Corée, nous continuerons de promouvoir la tenue de sommets consacrés à l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire (REAIM).

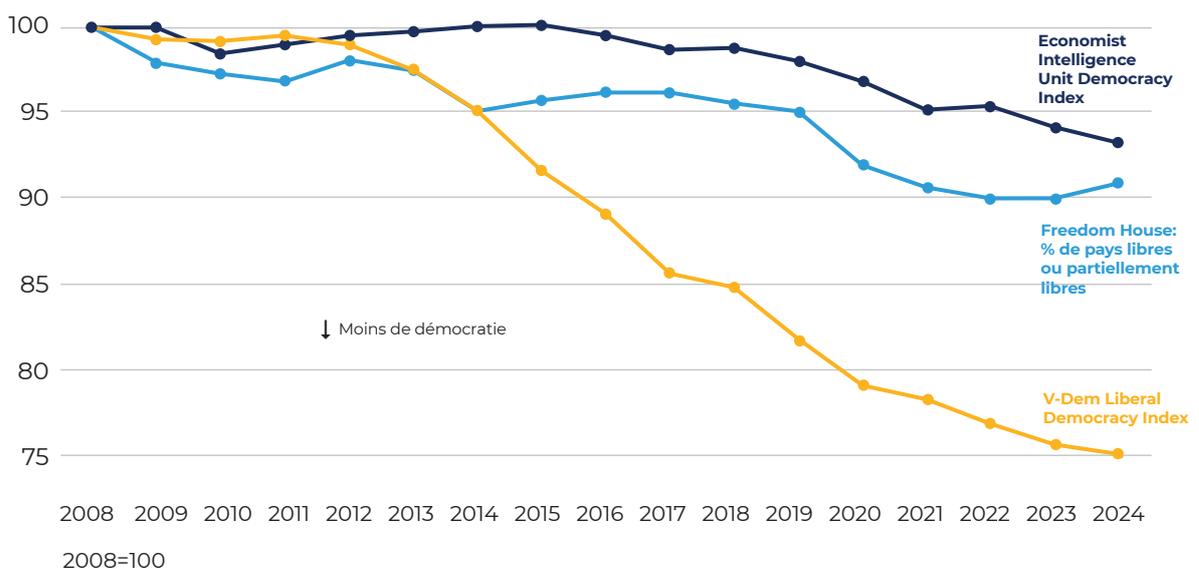
Nous devons nous doter d'instruments nationaux, en particulier d'un système de contrôle des exportations renouvelé et renforcé. Il nous faudra également poursuivre la collaboration avec d'autres pays dans le cadre des régimes de contrôle des exportations existants (à savoir, essentiellement, l'arrangement de Wassenaar, le Groupe des fournisseurs nucléaires, le Groupe Australie et le Régime de contrôle de la technologie des missiles) et participer aux processus ouverts à l'échelle internationale visant à encadrer les transferts de technologies émergentes et disruptives au moyen d'instruments tels que le contrôle stratégique des exportations ou la sécurité de la recherche.

Renforcer notre résilience démocratique

La polarisation sociale croissante et le recul de la démocratie dans le monde répondent à des causes profondes et à un ensemble de facteurs amplificateurs.

Alors que notre époque se caractérise par une interconnexion sans précédent, nous sommes, paradoxalement, divisés. Le numérique a démocratisé l'accès à l'information et contribué à élargir

Indices démocratiques mondiaux



Données compilées sur la base des informations disponibles. La donnée de V-Dem est pondérée par population.

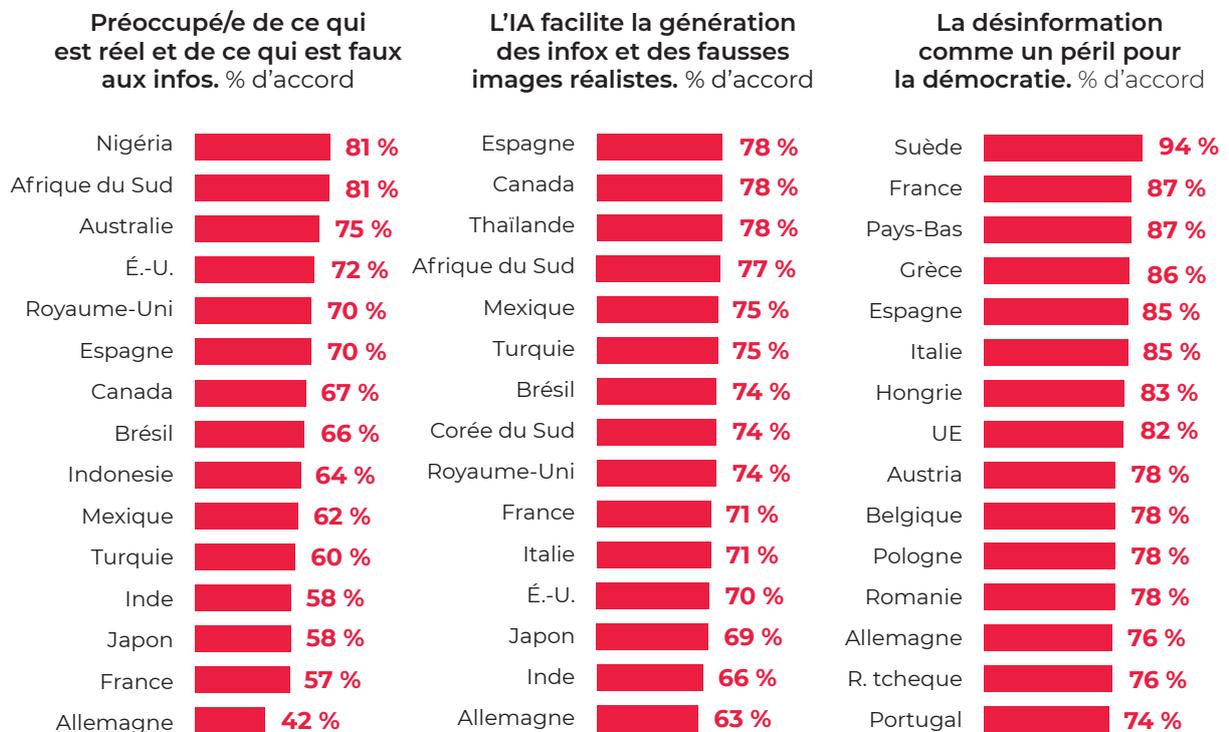
la participation citoyenne dans tous les domaines de la vie sociale et politique, mais il a également multiplié les risques de manipulation et de polarisation sociale. Les biais algorithmiques, l'érosion de la vie privée, l'essor des stratégies hybrides de désinformation, les activités de manipulation de l'information et d'ingérence par des acteurs étrangers (FIMI) et les cyberattaques sont plus que des enjeux techniques : ils menacent la cohésion sociale, les institutions et les processus démocratiques. L'irruption de l'intelligence artificielle générative marque un autre tournant. Certes riche d'un énorme potentiel positif, elle est aussi capable de déformer la réalité et de favoriser la polarisation par la création de faux contenus. Ces nouvelles réalités menacent notre vivre-ensemble et nous rendent plus vulnérables à la radicalisation, aux discours de haine et aux ingérences extérieures.

Dans ce contexte, les sociétés ouvertes se trouvent dans une situation de vulnérabilité provoquée par une asymétrie stratégique entre régimes ouverts

et régimes fermés. Ces derniers, qui sont parvenus à exercer un très haut degré de contrôle sur les espaces numériques dans leurs territoires, disposent désormais d'une nouvelle capacité d'influence, ayant la possibilité de lancer à moindre coût des opérations qui peuvent être très centralisées et efficaces. Certains acteurs prétendent profiter de ce qu'ils considèrent le talon d'Achille géopolitique des démocraties, à savoir leur diversité, leur ouverture et leur pluralisme. Ils mettent en œuvre des stratégies hybrides, combinant manipulation médiatique, narratif du déclin européen ou encore désinformation climatique et migratoire, dans le but de miner la confiance citoyenne envers les institutions et de nourrir l'extrémisme et, par là-même, de légitimer leurs modèles autoritaires et de façonner un nouvel ordre international à leur avantage.

Nous ne saurions demeurer impassibles face à cette tentative de piratage de nos sociétés ouvertes : nous devons apprendre à nous défendre sans pour autant renoncer à nos valeurs. Dans un

Désinformation: une préoccupation mondiale



Source: Digital News Report 2024. Reuters Institute for the Study of Journalism. Université d'Oxford.

Source: Global views on AI and disinformation, 2023. IPSOS.

Source: Eurobaromètre Standard, 102, 2024. Commission européenne.

contexte de géo-politisation technologique croissante, et face aux risques que soulèvent la dérégulation et la fragmentation réglementaire, l'Espagne considère que les plateformes technologiques doivent être plus transparentes, plus neutres et plus responsables. L'anonymat ne peut être synonyme d'impunité pour les auteurs de délits ; il ne peut pas non plus faciliter l'usurpation d'identité et les pratiques illicites et frauduleuses. Il nous faut également travailler sur la transparence algorithmique. Les plateformes et leurs dirigeants doivent assumer leurs responsabilités quant à l'impact négatif de leurs services et de leurs choix. Les plateformes numériques doivent collaborer avec les acteurs publics pour lutter contre la désinformation et les opérations d'influence étrangère, en mettant l'accent sur la protection des groupes vulnérables contre les discours de haine et le harcèlement. Nous aborderons ces risques aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Il est impératif de renforcer la coopération internationale pour prévenir et combattre la désinformation. Tout en utilisant les instruments mis en place aux niveaux européen et national, l'Espagne continuera d'œuvrer à l'amélioration des échanges d'information et au renforcement de la coopération opérationnelle afin que l'alerte puisse être lancée rapidement en cas d'incidents grâce à l'activation des réseaux. Elle travaillera au développement et à la mise en œuvre d'outils de réaction, en mettant notamment en place des équipes nationales de réaction rapide spécialisées dans le cyberspace et les actions hybrides. Les pays hispanophones partagent une responsabilité à cet égard : ils doivent prévenir et combattre cette menace ensemble. C'est pourquoi l'Espagne continuera de promouvoir de nouveaux mécanismes de coopération bilatérale et multilatérale dans ce domaine. Par ailleurs, nous renforcerons le rôle du Centre européen pour la transparence algorithmique de Séville et, dans le cadre de la coopération internationale, nous continuerons de porter l'initiative « Pour la défense de la démocratie. Lutter contre l'extrémisme », aux côtés des présidents du Chili, du Brésil, de la Colombie et de l'Uruguay.

Renforcer la cohésion interne

La cohésion sociale et territoriale est source de légitimité et de stabilité pour les pays et les institutions ; elle est le socle de toute société prospère et inclusive. Sur une scène internationale de plus en plus fragmentée et conflictuelle, focalisée sur des

questions de compétitivité et de sécurité, il est vital de ne pas perdre de vue l'importance de la cohésion sociale et territoriale. Une politique étrangère qui ignore cette dimension court le risque de voir sa capacité d'action réduite. Convaincue que la politique étrangère commence à l'intérieur de ses propres frontières, l'Espagne fait le pari d'un engagement social renouvelé avec la mise en place de politiques actives de redistribution et d'un modèle de croissance plus inclusif, afin de compenser les perdants des grandes transformations de notre société et de renforcer le soutien aux territoires touchés par le déclin démographique.

Il est essentiel que les citoyens européens se connaissent, c'est là l'un des piliers de la cohésion interne du projet politique européen. L'éducation doit contribuer à la consolidation des valeurs européennes communes et les programmes scolaires doivent accorder une place à l'UE. De même, il est nécessaire de contribuer au développement de l'Espace européen de l'éducation et de soutenir le programme Erasmus+, afin de favoriser le développement de compétences en s'appuyant sur le système éducatif.

Le défi démographique apparaît comme l'un des enjeux les plus urgents de notre époque. La centralisation du développement dans les grands pôles urbains et financiers, et les taux de natalité bien en deçà du seuil de remplacement, en Espagne, en Europe et dans d'autres régions du monde, ont pour conséquences un vieillissement de la population et un dépeuplement des territoires ruraux qui alimentent les « géographies du mécontentement ». Les administrations ne peuvent pas être de simples spectateurs de ces tendances, c'est pourquoi, ces dernières années, le Gouvernement de l'Espagne a absolument tenu à mettre en place des politiques publiques visant à relever le défi démographique. Pour renforcer la cohésion territoriale, il est nécessaire d'assurer une connectivité efficiente entre les régions et de créer de nouvelles sources de croissance et d'opportunités, en décentralisant les investissements publics et en dynamisant les économies locales avec des projets à forte valeur ajoutée. L'action internationale au sein des enceintes multilatérales doit s'aligner sur les priorités sociales internes et promouvoir un modèle de mondialisation plus juste et durable. En outre, la transition vers une économie décarbonée offre un levier essentiel pour diversifier la structure économique, encourager la création d'emploi et dynamiser les économies locales.

PARTIE II :
L'ESPAGNE
DANS LE MONDE



L'Espagne, en tant que puissance euro-atlantique et méditerranéenne, bénéficie d'une position géographique privilégiée, au carrefour de l'Europe et de l'Afrique. Ce placement force un engagement actif dans son environnement stratégique, compte tenu du lien étroit qui l'unit aux pays de cet espace et de sa sensibilité particulière aux crises et aux changements politiques et économiques susceptibles de s'y produire.

Fort de ses valeurs et de ses atouts, l'Espagne a construit au fil des dernières décennies un réseau de relations bilatérales qui s'étend bien au-delà de son grand voisinage et qui témoigne d'une véritable capacité de dialogue avec toutes les régions du monde.

L'ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE DE L'ESPAGNE

L'Espagne occupe une situation géographique particulière dans le contexte européen, puisqu'elle se trouve à l'extrême sud-ouest du continent, à la confluence des espaces atlantique, méditerranéen, européen et africain. À moins de 4 000 kilomètres de la péninsule Ibérique, des conflits gelés et des tensions latentes persistent, depuis l'Ukraine jusqu'au Moyen-Orient, tandis que les foyers d'instabilité se multiplient au Sahel, la région du monde avec la plus forte concentration d'attaques terroristes, ainsi qu'au Nigeria et en Algérie, deux de nos principaux fournisseurs d'énergie. Cette position géographique acquiert une importance nouvelle dans le monde actuel, marqué par une recrudescence de la concurrence stratégique. Compte tenu de leur situation en Espagne, Ceuta, Melilla, les Canaries et l'Andalousie sont des territoires particulièrement exposés.

Les crises qui surviennent dans notre environnement stratégique ont un impact direct sur la stabilité et la sécurité de notre pays et sur le bien-être des Espagnols. La déstabilisation du Sahel, provoquée par la crise libyenne, est à l'origine de la pression migratoire sur nos côtes, de déplacements de population dont les répercussions humanitaires sont évidentes, et de menaces potentielles associées au terrorisme et aux réseaux de trafics illicites qui profitent de cette instabilité. Par ailleurs, la crise syrienne, en provoquant un afflux massif de réfugiés en Europe, a été à l'origine d'un bouleversement politique qui a été déterminant dans la montée des forces eurosceptiques et ultranationalistes. À l'autre extrémité du continent, l'agression russe contre l'Ukraine a contraint plus de deux cent mille Ukrainiens à se réfugier dans notre pays et entraîné une crise énergétique qui a eu pour conséquences une augmentation de

l'inflation, avec un impact direct sur nos citoyens, et une crise alimentaire qui a particulièrement frappé les pays de notre voisinage.

L'Espagne continuera donc de mener une politique bilatérale particulièrement active dans son environnement stratégique, en mobilisant ses instruments politiques, économiques et de développement pour promouvoir la stabilité, la croissance et le progrès. Elle complétera cette action en participant de manière constructive à la définition des politiques européennes et en apportant son soutien en matière de sécurité, de gouvernance et de renforcement des capacités aux États qui en font la demande. Cette priorité se traduira par un plus grand nombre de déplacements et de visites et un dialogue politique renforcé. Elle impliquera en outre une mobilisation particulièrement soutenue si des crises surviennent dans cet environnement, tant sur le plan politique que dans les domaines de la réponse humanitaire, de la reconstruction et du développement. L'Espagne continuera de s'appuyer sur la coopération au développement en tant qu'outil stratégique et consacrera davantage de ressources à l'action humanitaire pour faire face aux conséquences des conflits. Notre soutien intégral à l'Ukraine, notre défense de la solution des deux États et la reconnaissance de l'État de Palestine, le lancement des réunions de haut niveau avec la Mauritanie, le partenariat stratégique avec l'Égypte, le soutien à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou encore les déploiements au Liban et en Turquie sont autant d'exemples qui témoignent de notre implication dans notre environnement stratégique.

Notre politique étrangère doit appréhender la diversité et la complexité des pays qui nous entourent, leurs atouts et les opportunités qu'ils offrent. C'est pourquoi, en marge des actions concrètes décrites dans cette Stratégie, l'Espagne se fixe pour objectif de parvenir à un déploiement diplomatique universel dans son environnement stratégique.

Avec ce déploiement universel, l'Espagne adaptera son réseau diplomatique à la nouvelle réalité internationale, qui l'invite à jouer un rôle plus déterminant dans son environnement proche. Elle renforcera sa présence sur le terrain et sa connaissance des réalités locales, ce qui lui permettra de mieux gérer les défis communs et de tirer un meilleur parti des opportunités offertes par les transformations économiques et sociales de ses voisins.

Il est primordial d'encourager les experts espagnols, en particulier du milieu universitaire et du secteur privé, à approfondir leur connaissance de notre environnement stratégique, dans ses dimensions politique, économique et sociale. C'est dans

cette optique que le ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération publie régulièrement des appels à projets de recherche et collabore avec des centres de réflexion et des institutions novatrices, tel le Conseil consultatif pour l'Afrique. Nous poursuivrons dans cette voie.

PLUS D'EUROPE AU-DELÀ DE L'UE

Dans l'environnement immédiat de l'UE, nous souhaitons mettre en avant nos relations avec plusieurs pays qui revêtent une grande importance stratégique pour l'Europe.

L'Espagne réaffirmera son engagement en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Cet engagement, qui bénéficie d'un grand consensus social et politique, a donné lieu depuis 2022 à un déploiement inédit d'actions de soutien diplomatique, militaire, humanitaire, économique, financier, culturel et juridique, comprenant notamment le dispositif d'aide le plus important jamais mis en place par la Coopération espagnole, l'accueil de plus de 200 000 déplacés ukrainiens, ou encore la livraison de matériel militaire et la formation de près de 7 000 militaires ukrainiens dans le cadre de la mission EUMAM-UA. En 2025, l'Espagne adoptera un nouveau paquet d'assistance militaire d'un montant d'un milliard d'euros dans le cadre de l'accord bilatéral de sécurité et de défense, après avoir versé plus d'un milliard d'euros en 2024. L'Espagne s'est déjà engagée à débloquer plus de 400 millions d'euros au titre de l'aide financière pour la reconstruction.

Notre soutien intégral à l'Ukraine se traduit par un appui sans faille à son processus d'adhésion à l'Union européenne. Engagé en 2023 sous la présidence espagnole du Conseil de l'UE, ce processus est essentiel pour garantir à l'Ukraine son statut d'État libre et souverain, fermement ancré dans la famille européenne. L'Espagne accompagnera l'Ukraine dans les réformes qu'elle doit mettre en œuvre dans le cadre du processus d'adhésion.

Les liens humains, économiques et historiques qui unissent le Royaume-Uni à l'Europe, ainsi que ses importantes capacités stratégiques, en font un allié et un partenaire naturel de l'UE, avec lequel l'Espagne entretient une relation particulière, tant sur le plan humain qu'économique. De fait, le Royaume-Uni est le troisième investisseur mondial en Espagne, la deuxième destination des investissements espagnols à l'étranger et le premier émetteur mondial de touristes vers l'Espagne. La conclusion d'un accord global, pragmatique et équilibré sur Gibraltar permettra d'exploiter tout le potentiel de cette étroite relation.

La stabilité et le développement des Balkans occidentaux s'inscrivent dans notre vision d'une Europe unie et prospère. Nous appuierons les processus de réforme des pays de la région et nous les accompagnerons sur le chemin qui les conduit à l'Union européenne, tout en œuvrant au renforcement des relations bilatérales dans les domaines politique, économique et social. Nous souhaitons que les pays des Balkans continuent de voir en l'Espagne un partenaire fiable et un pays de référence.

La Turquie est un pays candidat à l'adhésion à l'UE avec lequel nous avons noué des liens étroits en tant qu'allié au sein de l'OTAN et acteur clé en Méditerranée, en Afrique et au Moyen-Orient. Cette relation se traduit par la tenue périodique de réunions de haut niveau et a donné lieu à des initiatives telles que le coparrainage de l'Alliance des Civilisations des Nations Unies.

Nous encouragerons la coopération avec les États de l'Association européenne de libre-échange (AELE), en mettant l'accent sur les domaines économique et scientifique et sur la coopération entre les sociétés civiles. Au sein de cette association, **la Norvège** est un pays dont nous partageons les valeurs et le degré élevé d'engagement en faveur de l'aide publique au développement, et avec lequel nous avons étroitement collaboré sur la question du Moyen-Orient. Nous continuerons par ailleurs de renforcer notre coopération avec **l'Islande**, dont l'ouverture prochaine d'une ambassade dans notre pays marquera un tournant dans nos relations.

L'Espagne offrira son soutien à la Moldavie, en tant que pays démocratique, dans son processus d'adhésion à l'UE et face à la pression russe, en réaffirmant son engagement ferme en faveur de l'intégrité territoriale du pays. Nous maintiendrons par ailleurs un haut degré d'exigence quant aux réformes que **la Géorgie** doit mettre en œuvre afin de répondre aux obligations qui lui incombent en tant qu'État candidat.

La relation avec la Russie restera fortement conditionnée par son agression contre l'Ukraine, ses actions à l'égard de ses voisins et, de manière plus générale, les répercussions sur la sécurité européenne, qui ont conduit à l'imposition de sanctions par l'UE et à la rupture de tout dialogue avec les autorités russes. En ce qui concerne **la Biélorussie**, l'Espagne continuera d'exiger le respect des droits civils et politiques de l'opposition et de la société civile, et appuiera les mesures restrictives prises par l'UE à l'encontre du gouvernement biélorusse en raison de son soutien aux violations du droit international commises par la Russie.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : ALLIÉS POUR UN AGENDA PARTAGÉ

L'Amérique latine est une constante de l'identité de l'Espagne et de son action extérieure. Ces dernières années, nous avons placé l'Amérique latine au cœur de l'agenda européen. La tenue en 2023 du premier sommet UE-CELAC en huit ans, sous la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne, et notre plaidoyer constant en faveur de la conclusion de l'accord avec le MERCOSUR en sont les meilleurs exemples. Parallèlement, nous entretenons un agenda bilatéral intense.

Trois millions de Latino-américains vivent en Espagne et plus d'un million et demi d'Espagnols résident en Amérique latine. Si l'on se place dans une perspective européenne, nous pouvons ajouter que près de six millions d'Européens vivent en Amérique latine et que l'Europe accueille près de sept millions de personnes en provenance d'Amérique latine et des Caraïbes. La contribution de ces communautés de migrants à la richesse culturelle et à la prospérité commune doit être mise en valeur. Les déplacements officiels du président du Gouvernement au Brésil, au Chili, en Colombie et en République dominicaine, de même que les visites officielles en Espagne des présidents du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Guatemala et du Paraguay, au cours des deux dernières années, témoignent de l'importance politique que nous accordons à ces étroites relations.

Nous avons pour objectif de consolider encore davantage l'espace ibéro-américain. Le XXXe sommet de la Communauté ibéro-américaine des nations qui se tiendra en 2026 en Espagne devrait offrir à ce groupe de pays l'opportunité de renforcer leur action. Pour ce faire, nous consulterons les pays de la région, les organismes ibéro-américains et la société civile, en cherchant à consolider leurs différentes structures et à promouvoir une voix commune dans les débats et les forums multilatéraux.

Dans le contexte international actuel, l'Amérique latine, l'Espagne et l'Europe partagent des intérêts et des valeurs qui constituent un socle solide pour une coopération plus étroite dans les domaines politique et économique. Aux côtés de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'Espagne continuera de promouvoir la démocratie, les droits humains, l'égalité des genres et la défense des droits des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine. En cohérence avec ces valeurs, l'Espagne a pris des mesures concrètes en accueillant plus de 150 000 Vénézuéliens et en offrant la nationalité espagnole aux Nicaraguayens déçus de leur nationalité.

L'Espagne continuera de promouvoir le renforcement des relations entre l'UE et l'Amérique latine, en donnant une nouvelle impulsion aux sommets UE-CELAC et à leurs mécanismes de suivi, notamment les réunions ministérielles, comme celle qui s'est tenue l'an dernier en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La coopération bi-régionale repose essentiellement sur des liens culturels, scientifiques, éducatifs et économiques. Nous encouragerons le programme d'investissement Global Gateway de l'Union européenne en Amérique latine et aux Caraïbes, doté de 45 milliards d'euros jusqu'en 2027 (dont 9,4 milliards engagés par l'Espagne), ainsi qu'à l'Alliance numérique UE-ALC visant à établir un cadre réglementaire technologique aligné sur les valeurs démocratiques et le respect des droits fondamentaux. L'Espagne continuera d'œuvrer en faveur de l'entrée en vigueur de l'accord UE-MERCOSUR et de l'accord global UE-Mexique. Nous travaillerons à la mise en œuvre des accords signés avec le Chili et nous exploiterons pleinement, dans l'intérêt mutuel, le potentiel des accords de libre-échange déjà en vigueur avec l'Amérique centrale, les pays de la Communauté andine et le CARIFORUM.

Renforcer la coopération bilatérale et sous-régionale

L'Espagne accorde la même importance à tous les pays d'Amérique latine. Elle entend intensifier le dialogue politique et les relations économiques, culturelles et de coopération avec tous ces pays, à commencer par les pays avec lesquels elle a noué un partenariat stratégique, comme l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Pérou.

Ces prochaines années, nous ferons en sorte d'exploiter tout le potentiel de nos relations bilatérales. Avec le Brésil, nous avons tenu notre première Commission permanente bilatérale en février 2025, et nos relations seront désormais jalonnées par des sommets bisannuels. Avec le Mexique, nous renforcerons le dialogue à tous les niveaux et tiendrons notre Commission binationale en 2025. Toujours en 2025, nous organiserons la Commission de haut niveau avec la Colombie et nous œuvrerons au plein développement de l'Alliance stratégique renouvelée avec le Chili. Les liens avec d'autres pays clés d'Amérique du Sud, tels que la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay, seront également renforcés.

L'Amérique centrale, bien que diverse, est confrontée à des enjeux communs – insécurité, flux migratoires, instabilité institutionnelle – et revêt un intérêt particulier pour l'Espagne. Nous apporterons notre soutien aux institutions démocratiques,

au renforcement de l'État de droit et au respect des droits humains, et nous accompagnerons la croissance et le développement économique durable des pays de la région, notamment le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Panama.

Dans les Caraïbes, l'Espagne continuera d'intensifier ses relations avec la République dominicaine et de renforcer son rôle dans la région. L'Espagne veillera à ce que la crise multidimensionnelle en Haïti ne déstabilise pas la région. Les Caraïbes anglophones offrent de grandes opportunités pour approfondir les relations, en particulier la Jamaïque, Trinité-et-Tobago et le Guyana.

L'Espagne suivra de près la situation à Cuba. Elle renouvellera son engagement en faveur du peuple cubain, y compris dans le domaine des droits humains, et favorisera des espaces de dialogue afin de maintenir son rôle d'acteur majeur et constructif. En ce qui concerne le **Venezuela**, nous continuerons de piloter les débats au niveau européen pour trouver une solution à la crise politique dans le pays et nous encouragerons le dialogue entre les Vénézuéliens eux-mêmes. Au **Nicaragua**, nous réaffirmerons notre engagement humanitaire et notre soutien à la démocratie et aux institutions.

Nous continuerons d'œuvrer à la préservation et à la promotion du patrimoine culturel ibéro-américain aux côtés des pays de la région, en particulier le Mexique, partenaire du salon FITUR 2026, la Colombie ou encore la Bolivie, où nous accompagnerons les cérémonies du bicentenaire de son indépendance. Nous maintiendrons notre coopération en faveur de la biodiversité et de la protection de l'environnement (notamment avec la Colombie, le Chili ou encore le Brésil, qui accueillera la COP 30). Nous poursuivrons également notre coopération dans la lutte contre l'insécurité et le crime organisé, en exploitant tout le potentiel qu'offrent les récents accords globaux en matière de lutte contre la délinquance et le crime organisé déjà en vigueur et en les étendant à d'autres pays. L'Espagne réitérera son soutien politique au Processus de paix en Colombie.

L'Espagne continuera également d'appuyer le renforcement des processus d'intégration régionale, notamment le Système d'intégration centraméricain (SICA), la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le MERCOSUR. En sa qualité de doyenne des États observateurs de l'Organisation des États américains, l'Espagne renforcera sa présence au sein de cette organisation et auprès de ses institutions dédiées à la protection des droits humains (la Cour et la Commission interaméricaines des droits de l'homme) et continuera de l'accompagner dans ses activités d'observation électorale.

Nous poursuivrons notre action solidaire en Amérique latine. Nous renforcerons encore le rôle de la Coopération espagnole, présente dans la région depuis plus de trois décennies, qui a fourni un accès à l'eau et à l'assainissement à plus de 10 % de la population en Haïti et à plus de 5 % de la population en Bolivie. Des accords spécifiques seront signés avec les différents pays, par exemple avec le Paraguay (Cadre de partenariat pays) ou l'Uruguay (Accord de coopération avancée permettant la mise en œuvre d'actions de coopération triangulaire).

L'Espagne renforcera la cohésion et la coordination entre les pays ibéro-américains en vue de promouvoir l'espagnol à l'échelle internationale, de former des talents en espagnol et de favoriser l'utilisation de notre langue dans la diplomatie multilatérale, la justice internationale, la science et la technologie. Ces dernières années, l'espagnol est devenu la langue officielle à la Conférence de la Haye de droit international privé et 11 accords ont été signés avec des pays de la région pour la promotion de l'espagnol dans le domaine diplomatique et au sein des organisations internationales. Avec nos partenaires, nous mettrons en œuvre des mécanismes pratiques visant à renforcer la présence de l'espagnol dans l'intelligence artificielle et dans les médias, et nous intensifierons notre coopération pour lutter contre la désinformation. Au Brésil, l'Espagne continuera de promouvoir la connaissance et l'apprentissage de l'espagnol grâce à son vaste réseau d'Institutos Cervantes – huit centres, soit le plus grand nombre pour un seul pays.

Opportunités de croissance et bénéfice mutuel

L'Amérique latine est une région clé pour la prospérité de l'Espagne. C'est la première région ciblée par les entreprises espagnoles lorsqu'elles ont commencé à s'internationaliser, en raison des liens humains et culturels qui nous unissent. Aujourd'hui, l'Espagne se positionne comme un acteur majeur : en 2023, elle a confirmé sa position de deuxième investisseur direct dans la région, avec 11 % du total des investissements internationaux et 52 % des investissements européens. Ces chiffres sont le reflet d'un choix clair : un tiers de l'investissement direct étranger (IDE) espagnol est réalisé en Amérique latine et aux Caraïbes. En retour, les investissements latino-américains en Espagne s'élèvent à 70 milliards d'euros, plaçant la région au quatrième rang des investisseurs étrangers ; le Mexique occupe la première place parmi les pays à revenu intermédiaire.

L'Union européenne est le troisième partenaire commercial de la région, avec des échanges avoisinant les 300 milliards d'euros. Elle est également

Le principal fournisseur de coopération au développement dans la région. Son engagement va bien au-delà du seul commerce : l'UE demeure le premier investisseur régional, avec un stock d'investissements directs étrangers (IDE) d'environ 700 milliards d'euros. Ces investissements, qui génèrent près de trois millions d'emplois locaux, dépassent la somme de ceux réalisés par la Chine, le Japon, la Russie et l'Inde réunis. Ce positionnement est d'autant plus important si l'on considère que les économies de l'Amérique latine et de l'UE sont très complémentaires. Cette interdépendance positive peut constituer un socle pour le développement de chaînes de valeur plus sûres, plus diversifiées et plus durables dans des secteurs tels que l'énergie, le numérique, les matières premières critiques, la biotechnologie ou encore l'alimentaire.

La région Amérique latine-Caraïbes et l'UE ont également l'opportunité d'unir leurs efforts à l'échelle multilatérale pour défendre des intérêts communs. Ensemble, nous représentons 14 % de la population de la planète et 22 % du PIB mondial et nous disposons de 60 voix dans les organes des Nations Unies, d'où une importante capacité d'influence pour trouver des solutions aux enjeux mondiaux. Nous chercherons notamment à renforcer notre collaboration pour progresser dans les domaines suivants : la coopération fiscale, le financement du développement des pays à revenu intermédiaire, la protection de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ou encore la réforme du système multilatéral afin de le doter d'un caractère plus inclusif. De même, nous poursuivrons notre coopération en faveur des migrations régulières.

MAGHREB ET MOYEN-ORIENT : LE PARI DE LA PAIX ET DE LA STABILITÉ DANS NOTRE VOISINAGE

Le Maghreb, la Méditerranée et le Moyen-Orient constituent ensemble l'une des régions où l'on constate le plus clairement les dynamiques de changements qui se produisent à l'échelle mondiale, y compris les déplacements évoqués dans la première partie de cette Stratégie. À la mi-2024, les tensions et les chocs y ont atteint leur paroxysme, menaçant de faire basculer la Méditerranée orientale dans un conflit régional sans précédent et aux conséquences imprévisibles.

L'Espagne doit garder l'initiative et continuer de promouvoir une ligne d'action claire et solide aux côtés de ses partenaires et alliés. Elle portera des propositions fortes auprès des institutions européennes pour la conception et la mise en œuvre du Pacte pour la Méditerranée, un instrument qui doit permettre de relancer la politique méditerranéenne de l'UE.

L'Espagne poursuivra son action en Méditerranée en vue de renforcer le partenariat régional et les institutions qui l'incarnent : l'Union pour la Méditerranée et la Fondation Anna Lindh. Coïncidant avec le 30^e anniversaire du processus de Barcelone, l'année 2025 constitue une opportunité unique pour placer la Méditerranée et l'intégration régionale au cœur de l'agenda européen et régional. L'Espagne veillera au succès de la réforme de l'Union pour la Méditerranée, qui permettra de doter l'organisation de plus de moyens et de la moderniser pour qu'elle puisse relever les défis grâce à la coopération régionale. Sa valeur ajoutée réside dans le fait qu'elle est la seule instance à réunir en son sein Israël et les pays arabes de la Méditerranée.

L'Espagne s'efforcera de tisser et d'élargir ses alliances avec les pays et les acteurs clés de la région. Si nous avons déjà établi des alliances au Maghreb et, plus récemment, mis en place un dialogue stratégique avec le Qatar, ainsi qu'un partenariat stratégique avec l'Égypte, nous devons approfondir la relation avec l'Arabie Saoudite, d'autres pays du Golfe et la Jordanie. À l'échelle régionale, l'Espagne continuera de miser sur le renforcement du partenariat méditerranéen et des institutions qui l'incarnent.

En ce qui concerne son voisinage immédiat, l'Espagne, avec des territoires en Afrique du Nord et des côtes faisant face à celles du Maghreb, accorde une priorité majeure à sa politique dans cette région. La prospérité et la stabilité de nos voisins sont indissociables des nôtres, et notre priorité pour les prochaines années doit être de préserver les meilleures relations possibles avec nos voisins les plus proches, en exploitant le potentiel de nos relations bilatérales et en renouvelant notre appui aux initiatives de dialogue et de coopération qui favorisent leur intégration et leur stabilité, tant sur le plan politique que social et économique.

Les relations bilatérales avec le Maroc n'ont jamais été aussi bonnes, portées par une coopération renforcée dans tous les domaines, que viennent illustrer et dynamiser les réunions de haut niveau. Parallèlement, l'Espagne continuera d'œuvrer au renforcement d'une relation mutuellement bénéfique avec **l'Algérie**, fondée sur des liens profonds et une amitié historique entre nos deux peuples. En ce qui concerne la **Mauritanie**, la fréquence croissante des déplacements officiels et la ratification du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération reflètent le renforcement de notre coopération bilatérale ; la tenue de la première réunion de haut niveau en 2025 témoignera de notre volonté commune de progresser dans un partenariat solide, qui puise ses racines dans des intérêts et des objectifs partagés. **La Tunisie et la Libye** demeurent des partenaires importants, tant d'un point de vue bilatéral

qu'aux niveaux européen et régional. L'Espagne réaffirmera son attachement au Dialogue 5+5 sur la Méditerranée occidentale sous ses différents formats.

Notre pays défend et continuera de défendre la paix, la stabilité, le dialogue et le respect de l'ordre international dans la région. La vague de violence déclenchée dans le sillage des terribles attentats terroristes du 7 octobre 2023 nous a montré qu'il était nécessaire de changer radicalement l'approche purement gestionnaire d'un processus de paix enlisé et d'agir en faveur de la paix et de la justice au Moyen-Orient en mettant en œuvre la solution à deux États. Cette constatation a conduit l'Espagne, ainsi que d'autres partenaires, à reconnaître l'État de Palestine en mai 2024, puis à lancer l'Alliance globale pour la mise en œuvre de la solution à deux États. L'initiative espagnole d'une conférence internationale pour la paix doit se traduire par des actions concrètes et irréversibles conduisant à la matérialisation d'un État de Palestine coexistant en paix et en sécurité avec l'État d'Israël, un État de Palestine réaliste, viable et contigu, sur la base des frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale. Seule la fin de l'occupation israélienne et des implantations, qui sont illégales en vertu du droit international, permettra d'y parvenir.

L'Espagne doit poursuivre sa défense résolue de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient, en mobilisant tous les instruments à sa portée pour apporter une réponse ferme et collective à la catastrophe humanitaire, garantir le respect du droit international humanitaire et appuyer les efforts de stabilisation et de reconstruction, ainsi qu'en participant activement à toutes les enceintes internationales et régionales et en encourageant le dialogue et le consensus euro-arabe. Elle réaffirmera son engagement aux côtés des Nations Unies, de l'UNRWA (Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens au Moyen-Orient), de la FINUL (Liban), de la MANUL (Libye), des représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que dans le cadre des missions et opérations déployées par l'UE et par l'OTAN.

L'Espagne s'emploiera à tisser et à **élargir des alliances avec les pays et les acteurs clés de la région**. Alors que des alliances nous unissent déjà au Maghreb, qu'un dialogue stratégique a été récemment engagé avec le Qatar et que des partenariats stratégiques ont été mis en place avec l'Égypte et la Jordanie, nous approfondirons les relations avec l'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe.

Par ailleurs, l'Espagne accompagnera le **Liban** dans son processus de stabilisation et de relèvement et encouragera en **Syrie** une transition inclusive, qui devrait permettre de contribuer à la pacification et à la reconstruction du pays. Elle réaffirmera également

son engagement en faveur de la sécurité et de la stabilisation en **Irak**.

Avec l'adoption de la Stratégie Espagne-Afrique 2025-2028, l'Espagne a enrichi sa vision sur l'Afrique du Nord en l'intégrant dans une dimension panafricaine. La Méditerranée, notre espace de développement et de rayonnement naturel, constitue également un point de jonction avec nos voisins subsahariens. Cet espace commun est traversé par des dynamiques socioéconomiques, humaines, politiques et sécuritaires qui s'inscrivent dans une perspective continentale englobant l'ensemble de l'Afrique et le Moyen-Orient. C'est dans cette optique que l'Espagne explore déjà des pistes de coopération et de coordination avec des pays partenaires, dont l'Égypte.

Au niveau régional, l'Espagne continuera d'œuvrer au renforcement des relations bilatérales tout en soutenant le rapprochement de l'UE avec le Conseil de coopération du Golfe et la Ligue des États arabes. Elle entend promouvoir une vision intégratrice permettant d'appréhender les enjeux du Voisinage sud de l'UE dans leur globalité et dans leur relation avec l'Afrique subsaharienne.

RENFORCER LES LIENS PERMANENTS AVEC L'AMÉRIQUE DU NORD

L'importance que nous accordons aux relations transatlantiques dans le cadre de notre action extérieure n'est pas seulement liée au poids politique, économique et démographique des États-Unis et du Canada ; elle s'explique également par leur statut d'alliés de l'OTAN et de partenaires stratégiques de l'Union européenne. L'Espagne entretient avec ces deux pays des liens profonds et partage des valeurs démocratiques.

La relation avec les États-Unis a constitué une priorité de la politique étrangère de l'Espagne ces dernières années. La visite du président américain en 2022, marquée par l'adoption d'une déclaration conjointe, la première entre les deux pays depuis 20 ans, de même que la collaboration lors de l'évacuation de l'Afghanistan, l'accueil coordonné avec les autorités américaines des citoyens nicaraguayens expulsés de leur pays ou encore l'expansion des bases à usage conjoint illustrent cette relation fondée sur des valeurs partagées.

Les États-Unis, allié naturel de l'Europe depuis la seconde moitié du XXe siècle, viennent d'entrer dans une étape politique qui ouvre une nouvelle phase des relations transatlantiques. La volonté de l'Espagne est de maintenir des relations les plus étroites possibles fondées sur le dialogue et le bénéfice mutuel.

L'Espagne demeure attachée à un cadre propice au commerce transatlantique et aux investissements bilatéraux, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de la technologie. Les États-Unis sont aujourd'hui le premier investisseur étranger en Espagne et la première destination des investissements espagnols à l'étranger. Par ailleurs, près de 800 entreprises espagnoles créent des dizaines de milliers d'emplois dans la quasi-totalité des États membres de l'Union. L'Espagne défend, dans ce contexte, des relations économiques ouvertes et fondées sur des règles entre l'UE et les États-Unis.

Dans le domaine de la sécurité et de la défense, la coopération solide fondée sur l'accord de 1988 constitue un élément essentiel de la dimension stratégique de notre politique étrangère et contribue à l'engagement des États-Unis en faveur de la sécurité euro-atlantique.

Les forums organisés chaque année par la Fundación-Consejo Espagne-États-Unis et l'US-Spain Council, l'Association des scientifiques espagnols aux États-Unis, et les groupes de réflexion des deux côtés de l'Atlantique sont autant d'instruments qui nous permettront de continuer de cultiver et d'élargir le réseau dense de relations entre nos sociétés civiles, nos entreprises, nos institutions scientifiques et académiques, notamment au sein de la communauté hispanique aux États-Unis. En 2026, la célébration du 250^e anniversaire de l'indépendance des États-Unis offrira une occasion symbolique de rappeler la contribution de l'Espagne à ce processus historique. **Le Canada, pour sa part, est un allié fidèle au sein de l'OTAN et un partenaire stratégique de l'UE, avec lequel l'Espagne partage des valeurs et des intérêts fondamentaux.** Depuis l'adoption de la Déclaration conjointe de 2022, les relations hispano-canadiennes connaissent une intensité inédite.

Les consultations politiques de haut niveau, qui revêtent un caractère annuel, nous permettront de poursuivre la coordination de nos efforts. Nous pourrions ainsi adopter de nouveaux objectifs communs et renforcer notre coopération dans les domaines de la sécurité et de la défense. L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE offre un cadre propice à la croissance du commerce bilatéral. Les entreprises espagnoles, présentes dans les secteurs de l'ingénierie, des transports et de l'énergie, continueront de jouer un rôle clé dans nos relations. Par ailleurs, les liens culturels et les relations entre les sociétés civiles se verront favorisés par les opportunités qu'offre l'Accord sur la mobilité des jeunes, ainsi que par la présence de nombreux chercheurs espagnols de talent dans les principales institutions scientifiques et éducatives du Canada.

UN BOND EN AVANT DANS NOS RELATIONS AVEC L'AFRIQUE

Les relations de l'Espagne avec l'Afrique entrent dans une nouvelle phase stratégique pour les quatre années à venir. La proximité géographique de ce continent, qui partage des frontières avec l'Espagne à Ceuta et Melilla et se trouve à seulement quelques encablures des côtes de l'Andalousie et des Canaries, fait de la réalité africaine un élément indissociable de notre propre sécurité et prospérité. C'est pourquoi l'Espagne a décidé de renforcer sa présence en Afrique en multipliant les contacts, en encourageant les investissements et en triplant l'aide publique au développement dans la région. Il n'est pas envisageable que quinze ans s'écoulent à nouveau sans qu'un ministre espagnol des Affaires étrangères ne se rende au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, fournisseur d'énergie de premier plan et, de surcroît, siège de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Sur la base du travail accompli, l'heure est désormais venue de faire un bond en avant dans nos relations avec l'Afrique. La nouvelle « Stratégie Espagne-Afrique 2025-2028 : travailler ensemble dans le cadre d'une relation stratégique » identifie comme régions prioritaires l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et se fixe pour objectif de consolider avec nos partenaires africains une relation fondée sur le respect et le bénéfice mutuel, tout en veillant à ce que leurs intérêts soient pris en considération au sein de l'UE.

Le continent africain connaît des transformations structurelles qui bouleverseront les dynamiques mondiales. Les données démographiques sont éloquentes : en 2050, l'Afrique représentera le quart de la population mondiale et, dès l'année prochaine, le nombre de personnes en âge de travailler en Afrique subsaharienne dépassera celui de l'ensemble des économies développées. Les projections économiques indiquent que la part de l'Afrique dans le PIB mondial, actuellement de 3 %, pourrait être multipliée par six en 25 ans.

L'Espagne maintiendra le cap sur l'Afrique

L'Espagne mettra l'accent sur le dialogue politique avec les pays et les principales organisations multilatérales de la région. Nous devons poursuivre le renforcement des voies de dialogue, tant au niveau bilatéral que multilatéral. À cette fin, nous continuerons d'appuyer les processus d'intégration régionale conduits par l'Union africaine (UA) et la CEDEAO, ainsi que les progrès réalisés au sein de la Communauté

de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Nous encouragerons notamment les consultations politiques de haut niveau avec l'UA, la CEDEAO et la SADC, en cherchant à aligner notre agenda bilatéral sur l'ambition africaine d'une intégration continentale plus profonde. La Commission interministérielle pour l'Afrique, de création récente, qui se réunit au niveau ministériel et des secrétariats d'État pour coordonner l'action de l'administration générale de l'État sur le continent, renforcera l'efficacité de l'action extérieure espagnole en Afrique.

Encourager le dialogue et la connaissance mutuelle sera une priorité de la nouvelle stratégie espagnole. Les instruments institutionnels doivent être complétés par des réseaux de coopération entre les sociétés civiles. Nous intensifierons nos efforts de diplomatie publique, en nous appuyant sur des institutions telles que Casa Africa et en créant une fondation dédiée à la promotion des relations dans les domaines politique, économique et social. Celle-ci pourra notamment offrir des bourses et organiser des séminaires visant à mieux faire connaître l'Afrique en Espagne et réciproquement. Parallèlement des mécanismes stables de consultation seront mis en place auprès de la diaspora africaine et de la communauté d'ascendance africaine en Espagne. Un Conseil consultatif sera également créé afin d'écouter les voix africaines et espagnoles de tous les pans de la société.

L'Espagne contribuera activement à l'intégration économique et à la connectivité du continent africain. La fragmentation économique étant l'un des principaux obstacles au développement africain, nous encouragerons les initiatives en faveur d'une intégration effective du continent. Nous continuerons notamment de soutenir la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (ALECA/AfCFTA). Celui-ci établit la plus grande zone de libre-échange du monde en nombre de pays participants et a le potentiel de transformer les économies africaines. De manière complémentaire, nous appuierons des projets d'infrastructures clés tel que le corridor de Lobito.

L'Afrique offre de grandes opportunités économiques dont l'Espagne peut tirer un meilleur parti. Ce potentiel est d'ores et déjà une réalité tangible pour notre pays : en 2024, nos exportations vers l'Afrique ont dépassé en valeur les exportations vers l'Amérique latine (21,14 milliards d'euros contre 20,33 milliards). Avec des initiatives telles que l'Alliance « l'Afrique avance », lancée avec le Sénégal en qualité de pays pilote, l'Espagne entend encourager des investissements porteurs de

transformation et créateurs d'emplois productifs et de capacités de croissance dans la région. L'objectif est de passer d'un modèle principalement fondé sur le commerce à une approche intégrant des investissements productifs, des transferts de savoirs et la création d'opportunités pérennes.

La promotion de l'espagnol constitue un pilier essentiel de notre puissance douce et restera une priorité de notre action en Afrique. L'expansion de notre langue et de notre culture représente un vecteur d'influence à long terme. Nous poursuivrons leur diffusion en nous appuyant sur les progrès accomplis, en particulier la reconnaissance de l'espagnol comme langue de travail au sein de l'UA et l'ouverture, à Dakar, du premier Instituto Cervantes de l'Afrique subsaharienne. Les programmes de bourses Africa-MED et ASALE (Association des académies de la langue espagnole) serviront de leviers pour former une nouvelle génération d'hispanistes africains qui joueront un rôle de passerelle entre nos deux régions.

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel : notre priorité renouvelée

L'Espagne est convaincue qu'elle doit intensifier le dialogue avec les pays d'Afrique de l'Ouest. Cette conviction l'a conduite à créer une nouvelle sous-direction générale au sein du MAUC consacrée exclusivement à cette région. Elle s'est également engagée à mettre en œuvre un déploiement diplomatique complet afin d'être présente dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest dans les prochaines années.

L'action menée en Afrique de l'Ouest privilégiera la stabilité institutionnelle et le développement économique. Nous mettrons l'accent sur le renforcement de systèmes institutionnels porteurs d'opportunités économiques, en particulier pour les jeunes. Nous appuierons le développement de liaisons aériennes avec cette région, qui offre d'énormes opportunités pour nos entreprises et nos investisseurs. Avec des pays comme le Sénégal et la Mauritanie, nous poursuivrons la consolidation de relations déjà excellentes et nous identifierons de nouveaux domaines de coopération. Pour ce faire, nous mettrons en œuvre l'approche « équipe-pays », qui mobilise tous les instruments espagnols autour d'une stratégie unifiée.

L'Espagne continuera à soutenir la sécurité et de la gouvernance au Sahel, ainsi que dans d'autres zones clés pour la stabilité du continent africain. Nous considérons que la stabilité du couloir qui va du golfe de Guinée à la mer Rouge revêt un intérêt géostratégique de premier plan.

L'Espagne restera présente dans des régions clés de l'Afrique : le golfe de Guinée, les Grands Lacs, la Corne de l'Afrique, la mer Rouge ou encore le canal du Mozambique. Elle réaffirmera son engagement en faveur de la sécurité sur le continent, tant au niveau bilatéral qu'au sein des enceintes multilatérales, ainsi que dans le cadre des missions militaires et civiles de l'UE et des Nations Unies. Outre notre participation à la MINUSCA, en RCA, nous sommes présents dans les missions déployées par l'UE en RCA, au Mozambique, au Mali (EUCAP SAHEL) et en Somalie (EUTM et EUCAP).

Projection vers tout le continent : Afrique australe, Afrique centrale et Afrique de l'Est

La nouvelle Stratégie Espagne-Afrique 2025-2028 reconnaît l'importance d'étendre notre présence et notre influence à d'autres régions du continent. Nous consacrerons une plus grande attention diplomatique et davantage de ressources à des zones frappées par des conflits qui ont un impact régional et mondial : la Corne de l'Afrique, les Grands Lacs et la province de Cabo Delgado au Mozambique.

L'une de nos priorités sera de soutenir les efforts de paix africains et de nous attaquer aux causes profondes des conflits. L'Espagne entretient d'excellentes relations avec de nombreux pays de la région, ce dont témoignent la récente visite d'État en **Angola** ou les déplacements du président du Gouvernement au **Kenya** et en **Afrique du Sud**, sans oublier les liens humains, culturels et historiques qui nous unissent à la **Guinée équatoriale**.

CONSOLIDER NOTRE PRÉSENCE DANS LE CAUCASE ET EN ASIE CENTRALE

Dans le Caucase du Sud, l'Espagne soutiendra les efforts visant à instaurer une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, fondée sur les principes du droit international et le respect des droits des minorités. Nous pensons que l'UE peut jouer un rôle constructif dans ce processus et nous continuerons d'appuyer son action diplomatique et les mesures qu'elle met en œuvre pour favoriser un climat de confiance.

L'Espagne est favorable à une intensification des relations entre l'UE et les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan), qui acquièrent une nouvelle importance en raison de l'agression russe contre l'Ukraine, des événements en Afghanistan et de la présence économique croissante de la Chine.

La tenue de sommets et de réunions de haut niveau entre l'UE et les pays d'Asie centrale, et la conclusion d'accords de partenariat et de coopération renforcés, sur le modèle de celui déjà en place avec le Kazakhstan, doivent permettre à l'UE de poursuivre son développement de relations inclusives avec la région en vue de renforcer la connectivité numérique et physique (en particulier grâce au corridor transcasprien), l'accès aux matières premières critiques, la coopération économique et sécuritaire, et la transition énergétique dans des pays qui dépendent encore fortement des combustibles fossiles.

À l'échelle bilatérale, l'Espagne intensifiera son agenda avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, les principaux acteurs de la région. Elle augmentera la fréquence des visites et des déplacements, renforcera le dialogue politique en s'appuyant sur les dispositifs existants et s'emploiera à améliorer son taux de couverture commerciale.

RENFORCER L'EMPREINTE DE L'ESPAGNE EN ASIE-PACIFIQUE

La région Asie-Pacifique s'impose de plus en plus comme le centre de gravité des relations internationales, avec un rôle géopolitique et économique croissant, appelé à se renforcer dans les quatre années à venir. Elle concentre 60 % de la population de la planète, représente 54 % du PIB mondial et produit plus de 60 % de la croissance économique, dans une large mesure parce qu'elle est la deuxième plus grande zone d'intégration économique, derrière l'Union européenne. Toutefois, de fortes disparités de développement subsistent entre les pays de la région, ainsi que d'importantes inégalités internes, malgré des avancées remarquables en matière de réduction de la pauvreté au cours des dernières décennies.

L'Espagne entend renforcer son action extérieure en Asie-Pacifique au cours des quatre prochaines années, en s'appuyant sur l'élan donné par les visites de haut niveau dans des pays clés de la région, qui ont dynamisé les relations bilatérales. Le président du Gouvernement s'est rendu en République de Corée (première visite bilatérale d'un chef du Gouvernement espagnol, en 2022), en Chine (2023, 2024 et 2025) et en Inde (2024). De son côté, l'Espagne a accueilli les dirigeants du Japon et de la République de Corée. Ces échanges, accompagnés de la signature d'accords et de déclarations, illustrent notre volonté de resserrer nos partenariats avec les principales puissances de la région. Nous considérons en effet qu'ils sont essentiels à la projection mondiale de l'Espagne, à sa sécurité économique et à son engagement

en faveur d'un ordre international ouvert et fondé sur des règles. Par ailleurs, deux nouvelles unités ayant rang de sous-direction générale ont été récemment créées au sein du MAUC, consacrées respectivement à l'Asie du Sud et à l'Asie de l'Est. Cette restructuration permettra une concentration accrue des ressources et témoigne de la priorité que nous accordons à la région Asie-Pacifique, qui fera l'objet d'une stratégie renouvelée détaillée.

L'Espagne accorde une place majeure à l'action extérieure de l'Union européenne dans le cadre de sa politique étrangère en Asie. Elle continuera de contribuer à des relations fondées sur le respect du droit international et l'importance de préserver la stabilité et la sécurité dans cette région clé. Notre référence principale dans la région demeure la stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indopacifique, que vient compléter un déploiement effectif de l'initiative Global Gateway visant à promouvoir la connectivité physique et numérique et la transition écologique. Par ailleurs, l'Espagne soutiendra l'élargissement aux Philippines, à l'Indonésie, à l'Inde et au Vietnam du réseau d'accords de libre-échange conclus dans la région, tout en encourageant la poursuite des dialogues sectoriels dans les domaines des droits humains, de la technologie et de l'agenda numérique.

En outre, l'Espagne estime que la réponse commune aux grands enjeux mondiaux nécessite le concours des pays de la région Asie-Pacifique. La lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, l'utilisation durable des océans et la non-prolifération des armes de destruction massive sont des défis qui ne peuvent être relevés sans prendre en compte ces pays, en raison de leur poids démographique, économique et technologique, ainsi que de leur contribution croissante aux émissions de CO₂, désormais supérieure à celle de l'Europe et des États-Unis réunis. C'est pourquoi nous renforcerons le dialogue et la coopération au sein des structures multilatérales, tout en soutenant les institutions et initiatives régionales qui s'attaquent à ces défis.

Priorités ciblées au sein de la région

Le Japon et la République de Corée resteront des partenaires stratégiques pour l'Espagne, qui partage avec ces pays des valeurs démocratiques et des intérêts communs. Forts de nos excellentes relations politiques et, dans le cas du Japon, de notre partenariat stratégique, nous continuerons de créer de la valeur commune en investissant et en collaborant dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'automobile et le numérique. La sécurité et la défense sont des domaines dans

lesquels il convient de renforcer notre coopération pour faire face aux menaces pesant sur la sécurité maritime ou aux risques liés à la prolifération nucléaire en Corée du Nord. Les centres de l'Instituto Cervantes de Tokyo et de Séoul (ce dernier inauguré en 2025) permettront de continuer de répondre à l'intérêt pour la langue et la culture espagnoles et de créer des opportunités pour notre secteur culturel et créatif.

Nous déploierons un agenda bilatéral ambitieux avec la Chine, en renforçant notre partenariat stratégique intégral, qui entre dans sa troisième décennie, et en consolidant nos excellentes relations bilatérales, dont témoigne le rythme soutenu de visites et de déplacements. Nous mobiliserons les mécanismes de dialogue politique, économique et technologique existants et œuvrerons à une amélioration des termes de notre relation économique. Nous plaiderons en faveur de relations UE-Chine dans lesquelles les divergences n'entravent pas la construction d'un agenda positif ni la coopération pour faire face aux défis mondiaux, tels que le changement climatique ou la santé mondiale. Les centres de l'Instituto Cervantes de Pékin et de Shanghai, ce dernier récemment ouvert, contribueront à assurer le rayonnement de notre langue et de notre culture dans la société chinoise.

En Asie du Sud, l'Inde fera l'objet d'une attention prioritaire à la mesure de son poids croissant dans l'ordre international. L'Espagne a franchi une étape significative dans sa relation avec l'Inde et, comme convenu dans la Déclaration conjointe de 2024, de nombreux domaines bénéficieront d'une impulsion nouvelle, notamment la coopération industrielle dans le secteur aéronautique (collaboration entre Airbus Espagne et Tata à Vadodara). Nous renforcerons également les mécanismes de dialogue bilatéral, en particulier les consultations politiques, les commissions mixtes (économie / science, technologie et innovation), le groupe de travail conjoint sur la défense ou encore le panel d'experts en tourisme. L'Espagne contribuera au renforcement du partenariat stratégique UE-Inde et à l'aboutissement des négociations en cours sur un accord de libre-échange, un accord de protection des investissements et un accord sur les indications géographiques. L'accent sera mis sur la connectivité afin de favoriser les investissements, le tourisme, la coopération éducative et une meilleure connaissance mutuelle entre nos sociétés. La mise en place d'un canal efficace de promotion des investissements et l'Année croisée Espagne-Inde dédiée à la culture, au tourisme et à l'intelligence artificielle permettront d'avancer dans cette voie.

Nous poursuivrons nos excellentes relations avec **le Pakistan** et nous soutiendrons **le Bangladesh**

dans ses réformes politiques et son développement économique croissant. En **Afghanistan**, l'Espagne continuera de promouvoir la défense des droits des femmes et des filles.

L'Espagne continuera de miser sur le renforcement de ses relations avec l'ASEAN. Cette organisation et ses États membres occupent une place centrale dans la région Asie-Pacifique. L'Espagne s'engagera activement dans les relations UE-ASEAN et soutiendra explicitement les objectifs de l'ASEAN, notamment par la signature du Traité d'amitié et de coopération. À moyen terme, ce traité devrait permettre d'élever cette organisation au rang de partenaire de coopération, au même titre que d'autres pays européens.

En Asie du Sud-Est, **l'Indonésie, l'une des** puissances régionales dotées de projection mondiale, sera un partenaire prioritaire pour l'Espagne. L'accent sera mis sur le renforcement du dialogue politique et économique et sur l'approfondissement des liens culturels et des relations entre nos sociétés civiles. Les liens profonds, d'ordre historique et humain, qui nous unissent aux **Philippines** font de ce pays un partenaire de coopération, qui peut servir de point de départ pour développer une coopération technique avec l'ensemble de la région. Avec **le Vietnam**, nous nous emploierons à développer encore davantage les potentialités du partenariat stratégique signé en 2009. L'organisation de visites de haut niveau, le développement de la coopération financière pour stimuler les investissements, l'adoption d'un nouveau plan d'action

bilatéral, la coopération dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation, ainsi que la coopération en matière de sécurité et de défense contribueront à élever notre relation au rang de partenariat stratégique intégral.

Avec **l'Australie et la Nouvelle-Zélande**, nous partageons une convergence de vues, de valeurs et d'attitudes face aux enjeux mondiaux qui nous place dans une position avantageuse pour approfondir la coopération dans différents domaines (économie, science, culture, sécurité et défense) ainsi qu'au sein des organismes et forums multilatéraux. Malgré la distance, le commerce bilatéral avec l'Australie a connu une croissance substantielle, atteignant près de 3 milliards d'euros annuels, et l'Espagne accueille chaque année quelque 700 000 touristes australiens.

L'Espagne entend maintenir et renforcer sa contribution au **Forum des îles du Pacifique (FIP)** et participer activement au partenariat entre l'UE et les pays ACP, renouvelé en 2023 par la signature de l'Accord de Samoa, sous présidence espagnole du Conseil de l'UE.

Nous œuvrerons à la promotion de l'Espagne comme destination touristique sur le continent asiatique, en valorisant ses facteurs d'attractivité, en développant les liaisons aériennes et en renforçant notre présence consulaire. **Dans ce contexte**, notre objectif sera de renforcer la dynamique de croissance du tourisme en provenance du Japon, de la Chine, de la République de Corée et de l'Inde.

PARTIE III :
LES FONDEMENTS
ET LES INSTRU-
MENTS DE L'ACTION
EXTÉRIEURE



NOS FORCES ET NOS VALEURS

Face aux transformations de l'ordre international, l'Espagne doit répondre par une politique étrangère dotée d'une identité propre, basée et construite sur ses atouts en tant que pays. Cette réponse repose sur trois piliers essentiels : le premier pilier met en avant nos valeurs d'ouverture et notre position géostratégique, qui placent l'Espagne dans une position privilégiée pour influencer la scène mondiale ; le deuxième pilier se concentre sur le dynamisme et la diversification de notre économie internationalisée, moteur de compétitivité et de croissance ; et le troisième pilier met en valeur la puissance douce **dérivée** de notre patrimoine et de notre diversité culturelle, éléments qui renforcent notre capacité de projection et d'influence. Ces trois piliers permettent à l'Espagne de défendre ses intérêts et d'assurer son influence dans un environnement mondial en constante évolution.

Valeurs et emplacement stratégique

La combinaison des identités méditerranéenne, atlantique et ibéro-américaine renforce notre capacité de dialogue transrégional. Cette triple identité, associée à notre caractère de pays divers et pluriel, fait de l'Espagne un interlocuteur capable d'articuler des relations dans différentes sphères géographiques et culturelles, renforçant ainsi sa puissance douce sur la scène internationale.

Le système politique et les valeurs du peuple espagnol constituent un capital immatériel de grande valeur dans l'exercice de notre action extérieure. Le système politique espagnol est fondé sur le respect de la dignité humaine, des droits fondamentaux et de l'État de droit. En tant que société plurielle, ces principes et valeurs inspirent notre action extérieure, notamment en ce qui concerne la promotion des droits humains, l'égalité des genres, les droits des personnes handicapées, la défense de la diversité et les droits des personnes LGTBI+.

La population espagnole est attachée à la démocratie, à l'égalité des chances et des genres, à la diversité et à la transition écologique. L'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit classe l'Espagne parmi les 25 démocraties pleines de la planète, au 6^e rang du G-20 et au 9^e rang de l'UE. Selon le Centre de recherches sociologiques de l'Espagne (2024), 80,7 % des Espagnols considèrent que la démocratie est préférable à toute autre forme

de gouvernement. De même, la dernière vague (11^e) de l'enquête sociale européenne (ESE) indique que 88 % des Espagnols sont favorables à l'égalité des chances pour tous les secteurs de la population, ce qui représente le pourcentage le plus élevé parmi les pays étudiés, et que 80 % s'accordent sur l'importance d'« être libre » de prendre ses propres décisions, en ligne avec le groupe de pays qui accorde le plus d'importance à cette dimension. Par ailleurs, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes classe l'Espagne au quatrième rang en matière d'égalité des genres au sein de l'Union européenne. Dans le même ordre d'idées, selon un récent sondage IPSOS, les Espagnols sont les Européens qui se définissent le plus comme féministes (51 %) et, selon l'ESE, 90 % sont tout à fait ou plutôt d'accord avec le fait que les personnes LGTBI+ devraient pouvoir vivre leur vie comme elles le souhaitent, l'un des chiffres les plus élevés. 77 % de la population apprécie la valeur de la diversité sociale. Parallèlement, 74 % s'accordent sur l'importance de préserver la nature et l'environnement. Dans cette même optique, selon l'enquête EIB Climate Survey (2023), les Espagnols manifestent une grande préoccupation pour le changement climatique : 72 % d'entre eux pensent que la transition vers une économie neutre sur le plan climatique ne peut se faire que si l'on s'attaque simultanément aux inégalités sociales et économiques.

Les citoyens espagnols sont résolument pro-européens : 84 % se sentent européens et huit personnes sur dix affirment que la marge de manœuvre de l'UE pour adopter des décisions devrait être élargie, selon le dernier sondage Eurobaromètre. Ces chiffres sont bien supérieurs à la moyenne européenne et les Espagnols font également preuve d'une forte prédisposition au multilatéralisme. Ces caractéristiques ont permis à l'Espagne de jouer un rôle central dans le projet de construction européenne et dans la promotion des ODD et de l'Accord de Paris sur le changement climatique. La société espagnole est également solidaire, comme en témoignent les taux élevés de donateurs d'organes ou le fort soutien à la politique de coopération.

Une économie dynamique et internationalisée

La transformation économique de l'Espagne illustre son évolution rapide vers un marché

internationalisé. En à peine cinquante ans, le pays est passé d'une économie fermée à une économie compétitive et ouverte, ce qui lui a permis de se positionner comme la treizième économie mondiale et la quatrième de l'UE. C'est également l'une des vingt économies les plus internationalisées au monde, avec une croissance significative tirée par le secteur extérieur. Nous sommes le onzième exportateur de services et le onzième investisseur mondial, ainsi que le deuxième pays au monde en termes de recettes touristiques, avec plus de 90 millions de touristes par an. De fait, environ deux tiers du chiffre d'affaires des entreprises cotées à l'IBEX35 proviennent de l'étranger. En outre, l'économie espagnole affiche depuis 13 ans des excédents courants, ce qui en fait la deuxième économie européenne en termes de soldes courants excédentaires, derrière l'Allemagne.

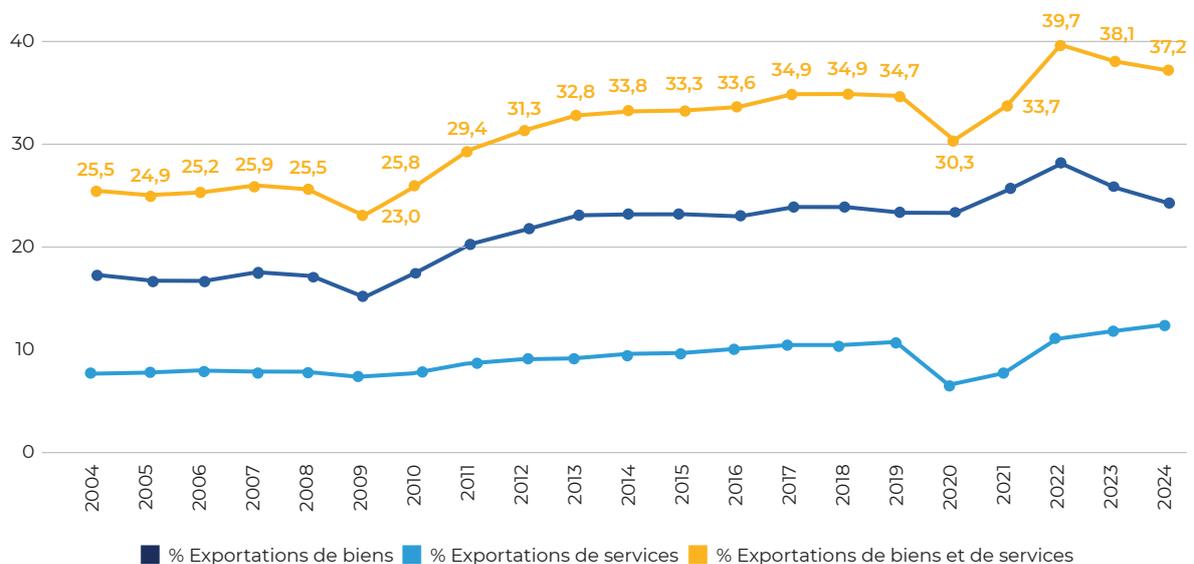
La remarquable performance économique de l'Espagne la consolide comme moteur de la zone euro. Ces dernières années, l'Espagne est devenue l'un des moteurs économiques de la zone euro, avec une croissance supérieure à la moyenne européenne. Elle a dépassé les attentes de manière répétée, notamment en matière de création d'emplois. En effet, l'emploi dans des secteurs à forte valeur ajoutée ou productivité (R&D&I et activités scientifiques) a augmenté de près de 50 % par rapport au début de l'année 2018. De plus, cela s'est fait en limitant les déséquilibres du passé, en réduisant de moitié la dette des ménages et des institutions non financières en à peine une décennie et en contrôlant le poids du secteur immobilier.

Le secteur agroalimentaire est également capital : l'Espagne est en effet le quatrième exportateur de denrées alimentaires de l'UE et le septième du monde. Enfin, l'Espagne occupe le premier rang de l'UE en termes d'aquaculture et de captures effectuées par sa flotte de pêche.

Les exportations sont à l'origine d'une grande partie de la croissance et de l'activité économique. Les exportations espagnoles de biens et de services représentent une part du PIB national supérieure à celles de la France et de l'Italie, bien que celle-ci soit inférieure à celle d'autres pays européens tels que l'Allemagne ou les Pays-Bas. Ainsi, un quart de nos emplois dépendent du commerce extérieur et l'un des principaux moteurs de la croissance est l'exportation de services non touristiques (environ 9 % du PIB). De fait, la part de marché mondiale de l'Espagne dans le secteur des biens est restée relativement stable, autour de 1,8 %, au cours des dernières décennies, alors qu'elle a fortement diminué dans la plupart des pays occidentaux face à la montée en puissance de la Chine et d'autres économies émergentes.

L'Espagne est l'un des pays au monde où les investissements à l'étranger sont les plus élevés. Le stock d'IDE sortants de l'Espagne est passé de 0,8 % du PIB en 1980 à plus de 40 % en 2022. La bonne performance du secteur extérieur se reflète également dans le nouveau rôle qu'assume l'Espagne actuellement en tant qu'hub d'investissements. L'indicateur FDI Markets montre qu'entre 2018 et 2024 l'Espagne a été la cinquième destination mondiale

Évolution des exportations comme pourcentage du PIB



Source: INE (Institut National de la Statistique de l'Espagne).

À LA POINTE DE LA CONNECTIVITÉ

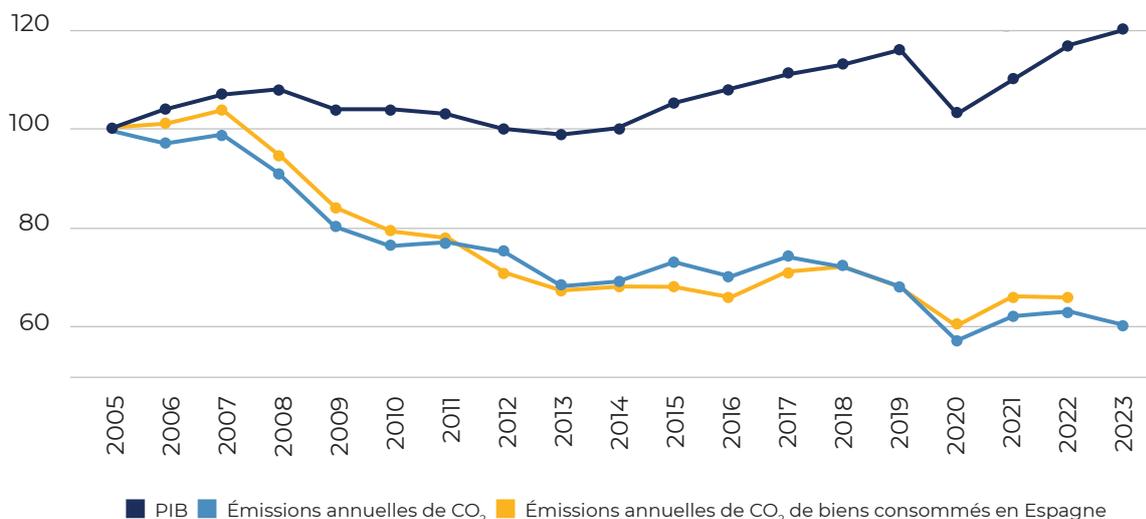
L'Espagne jouit d'une position géographique privilégiée et s'est imposée comme une enclave stratégique pour le commerce mondial, les principales routes maritimes de l'axe est-ouest reliant les principaux ports d'Asie, d'Europe et d'Amérique, et les routes nord-sud reliant le continent européen à l'Afrique, convergeant vers les ports espagnols. Il en va de même pour les liaisons aériennes avec les continents américain et africain. Cette situation confère aux ports et aux aéroports espagnols une position exceptionnelle pour jouer le rôle de hub pour les personnes et les marchandises. L'Espagne est le premier pays d'Europe et le sixième du monde en termes de connectivité maritime (Liner Shipping Connectivity Index UNCTAD). Elle est le deuxième pays au monde pour les trains à grande vitesse (avec plus de 4 000 km) et possède le plus grand réseau d'autoroutes et de routes de l'UE (plus de 17 000 km), 50 aéroports (l'Espagne a été le pays européen ayant enregistré le trafic aérien le plus important en 2024) et 46 ports d'intérêt général (Valence se classe quatrième et Algésiras cinquième dans la liste des ports de l'UE ayant transporté le plus grand nombre de conteneurs en 2024). Dans les années à venir, nous continuerons à promouvoir le réseau transeuropéen de transport, en améliorant la connexion avec le reste de l'UE, et nous nous concentrerons sur le développement du transport ferroviaire de marchandises. En matière de connectivité numérique, l'Espagne se classe au 15e rang dans l'indice de performance logistique de la Banque mondiale et est le leader européen dans l'adoption du haut débit ultrarapide (87 % en 2023) et dans la couverture des réseaux à très haute capacité (93 % en 2023). Ce contexte a permis d'augmenter le nombre de créations de centres de données et le développement du Barcelona Supercomputing Center.

pour les investissements de type greenfield, la quatrième pour les projets de R&D et la deuxième dans le domaine des énergies renouvelables.

L'Espagne se positionne comme un chef de file émergent en matière de transition énergétique verte sans sacrifier pour autant la compétitivité.

À l'heure actuelle, la décarbonation tend de plus en plus à renforcer la compétitivité plutôt qu'à l'entraver : le dilemme entre croissance et réduction des émissions devient de moins en moins important pour l'économie dans son ensemble, comme en témoigne le découplage entre le PIB et les émissions dans le cas de l'Espagne.

Évolution du PIB et de la pollution en Espagne



Source: Données extraites de nombreuses sources par la Banque mondiale (2025) et par le Global Carbon Budget (2024), compilées par Our World in Data.

L'Espagne est en mesure de progresser vers un approvisionnement local grâce aux énergies renouvelables, commençant ainsi à surmonter la pauvreté en ressources énergétiques. Cela représente un changement majeur dans la position internationale de l'Espagne. Son avantage comparatif climatique a fait de l'Espagne l'un des plus grands producteurs d'énergie éolienne et solaire et lui a permis de se positionner au 8e rang mondial des pays ayant la plus forte capacité installée en énergies renouvelables et au 2e rang en Europe. L'Espagne est également le cinquième producteur international d'énergie éolienne et solaire et a consolidé sa position en tant que dixième marché le plus attractif au niveau mondial pour les investissements dans les énergies vertes.

L'élan en faveur de l'hydrogène vert et l'accès aux ressources critiques renforcent la compétitivité énergétique de l'Espagne. La capacité à produire de l'énergie renouvelable à faible coût, combinée au développement de politiques incitatives, a créé un environnement favorable à l'expansion de l'hydrogène vert. Selon l'Hydrogen Investability Index, l'Espagne est, après l'Allemagne, le deuxième pays le plus attractif au monde pour investir dans ce carburant, qui est essentiel à la décarbonation des secteurs difficiles à électrifier et au stockage de l'énergie renouvelable. Des infrastructures en cours de développement, telles que le projet H2Med, qui vise à transporter l'hydrogène de la péninsule Ibérique au centre de l'Europe, renforceront encore davantage la

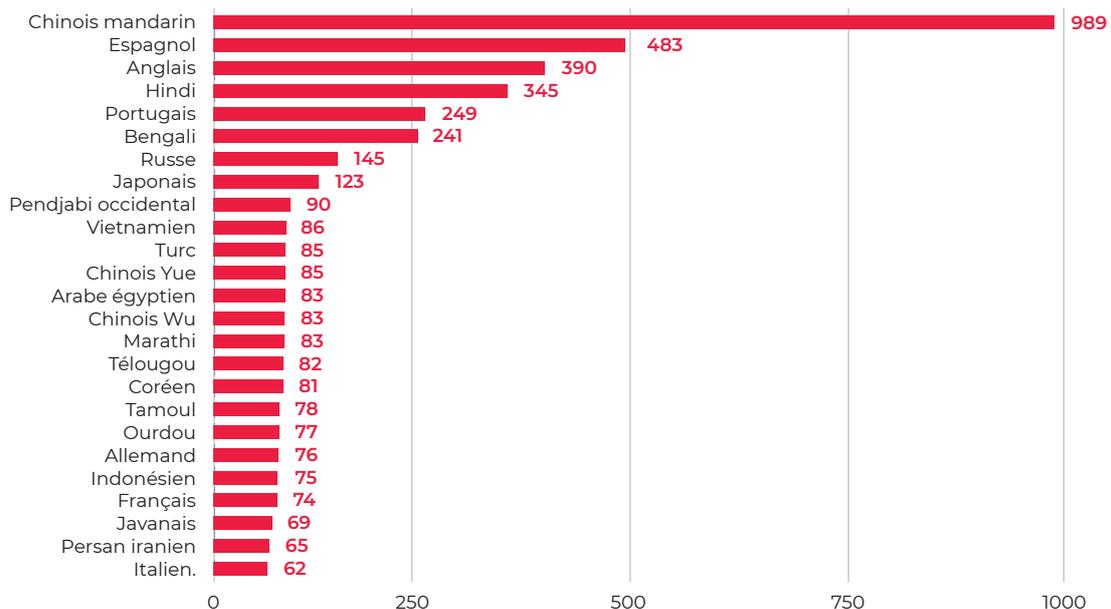
position stratégique de l'Espagne dans le contexte énergétique européen. De même, la situation géographique du pays et sa grande capacité de régazéification facilitent l'accès à des sources d'énergie de transition telles que le gaz naturel liquéfié.

Puissance douce et capital culturel

La puissance douce de l'Espagne repose sur la richesse de son patrimoine culturel et sur sa capacité d'influence au-delà de son environnement immédiat. Divers indicateurs montrent que l'identité de l'Espagne – renforcée par le tourisme, le cinéma, la musique, la gastronomie et le sport – génère une perception positive et attrayante à l'étranger. De fait, il s'agit d'une identité clairement différenciée et facile à distinguer. Le remarquable capital culturel de l'Espagne et la diversité de son patrimoine (l'Espagne se classe au cinquième rang des sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO) renforcent cette influence. La combinaison de l'histoire, de la géographie, de la culture et des liens linguistiques permet à l'Espagne de renforcer son action internationale, notamment avec l'Amérique latine. Rien de tout cela n'est nouveau, mais cela prend de l'importance dans un contexte mondial plus fragmenté et marqué par la concurrence.

La portée mondiale de l'espagnol renforce l'influence du pays. Près de 500 millions de personnes

Langues avec le plus grand nombre de locuteurs natifs, en millions (2025)



Source: Ethnologue Languages of the World, 2025.

considèrent l'espagnol comme leur langue maternelle (6,2 % de la population mondiale), ce qui en fait la deuxième langue la plus parlée au monde après le mandarin et la quatrième en nombre de locuteurs. Avec plus de 23 millions d'étudiants en espagnol langue étrangère, l'espagnol se positionne comme un atout stratégique qui renforce le rayonnement international dans les médias, la science, la culture numérique et la technologie, facilitant ainsi l'intégration dans l'économie de la connaissance. En outre, le multilinguisme, élément essentiel de notre identité nationale espagnole, renforce l'image et la capacité de dialogue de l'Espagne sur la scène internationale.

La richesse de notre culture en termes de patrimoine et d'industries culturelles et créatives nous offre des canaux de projection naturelle vers l'extérieur et des signes d'identité reconnaissables qui génèrent une image positive. De fait, la culture hispanophone s'est très bien adaptée aux changements majeurs survenus ces dernières années dans le domaine de l'audiovisuel, avec le grand succès des séries hispanophones sur les plateformes de streaming et une croissance notable de la musique hispanophone sous les formats numériques.

L'Espagne souhaite tirer parti du talent et de la diversité de son capital humain pour améliorer son action extérieure. L'Espagne fait partie des pays de l'UE dont la population a le plus augmenté au cours du XXI^e siècle. Aujourd'hui, nous approchons les 50 millions d'habitants, dont 19 % sont d'origine étrangère. Les générations d'immigrants et leurs descendants contribuent à enrichir notre identité collective et font partie intégrante de notre tissu social. Cela se traduit par une plus grande

capacité d'innovation, d'adaptation et de projection internationale. En ce sens, l'Espagne cherchera à intégrer les connaissances et l'expérience de la diaspora et des deuxièmes générations afin d'améliorer sa politique étrangère, en tirant parti du potentiel de celles-ci sur la scène internationale.

Le tourisme consolide l'Espagne en tant que destination de tout premier ordre à l'échelle mondiale, tandis que le nombre croissant de résidents étrangers renforce notre diversité. La situation géographique, le climat, la langue, la connectivité, la diversité et la richesse culturelle ont contribué à faire du pays l'une des destinations les plus visitées au monde, comme le confirment les plus de 90 millions de touristes internationaux par an.

L'Espagne doit continuer à progresser en tant que pays ouvert aux talents étrangers. Ce profil de pôle d'attraction génère un cercle vertueux : les entreprises et les professionnels qui choisissent l'Espagne y trouvent un environnement favorable à leur développement et leur présence enrichit notre société, favorise la croissance et stimule l'économie espagnole.

L'attraction d'étudiants internationaux de premier cycle universitaire et des cycles supérieurs renforce la projection éducative de l'Espagne et stimule l'attraction de talents internationaux. L'Espagne continue d'être la destination préférée des étudiants Erasmus et, de plus en plus, le choix préféré des étudiants non européens. Dans cette optique, nous nous efforcerons de maintenir cette capacité d'attraction, en accordant une attention particulière aux secteurs et aux domaines de spécialisation qui stimulent l'innovation et répondent aux besoins de notre marché du travail.

PERCEPTION DE L'ESPAGNE DANS LE MONDE

Au fil des ans, l'Espagne a su construire une marque-pays solide et reconnaissable, fondée principalement sur des atouts traditionnels tels que le tourisme, la culture, l'ouverture et l'accueil, le sport, ainsi que le mode de vie, tout en progressant sur le plan économique. Le Global Soft Power Index 2024, publié par Brand Finance, analyse la capacité d'influence non militaire des pays et classe l'Espagne au onzième rang mondial, ce qui représente une progression de cinq rangs depuis 2020, et la quatrième nation la plus influente de l'UE. La perspective du RepCore Nations 2024, qui fonde son analyse sur l'opinion publique des pays du G7, s'avère particulièrement pertinente pour évaluer notre réputation au sein des principales économies mondiales. Dans cet indice, qui analyse des facteurs tels que la confiance, le respect et l'admiration que suscitent les nations, l'Espagne apparaît à la treizième place sur un total de 60 économies, devant d'autres puissances européennes telles que l'Italie, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Le Baromètre de l'image de l'Espagne, publié par l'Institut royal Elcano, accorde quant à lui une attention particulière à la zone la plus importante pour notre pays, l'Europe. Les données les plus récentes de cette étude, basée sur des enquêtes qui collectent des données sur l'image, l'évaluation et l'opinion relative à la politique internationale réalisées dans dix pays européens clés, placent l'Espagne en tête du classement du prestige des pays analysés, avec une note de 7 sur 10. Cette évaluation externe coïncide presque exactement avec la perception que les Espagnols eux-mêmes ont de leur pays (7,1). Le Henley Passport Index évalue également la liberté de circulation des citoyens d'un pays en fonction du nombre de destinations où ils peuvent voyager sans visa préalable. Dans ce classement, l'Espagne se situe au troisième rang mondial, ex aequo avec la France, l'Allemagne, l'Italie, la Finlande et la République de Corée. Les citoyens espagnols peuvent se rendre sans visa préalable dans 192 destinations, ce qui contribue à renforcer l'image de l'Espagne comme un pays solide et attractif sur le plan des connexions et de la facilitation des échanges transfrontaliers.

La projection commerciale de l'Espagne se reflète dans le Nation Brands Index ainsi que dans le rapport Brand Finance Nation Brands, qui évaluent le positionnement des marques commerciales nationales et de l'image économique qu'elles projettent. En 2024, l'Espagne occupe une remarquable douzième place, bien au-dessus de la dix-huitième place qu'elle occupait il y a seulement dix ans. Dans le même ordre d'idées, le Country Brand Ranking Trade Edition de Bloom Consulting, qui évalue les variables liées à l'investissement dans la marque pays et à sa performance en termes commerciaux, place l'Espagne à la quinzième place mondiale, avec une progression de deux positions, et à la septième place en Europe, avec une progression d'une position, ce qui renforce la tendance ascendante en termes d'évaluation et de solidité commerciale.

Enfin, en ce qui concerne le domaine spécifique du tourisme, secteur essentiel pour l'économie et la projection internationale de l'Espagne, le Country Branding Ranking Tourism Edition de Bloom Consulting réaffirme dans son édition 2024-2025 le positionnement solide de l'Espagne dans ce secteur, en plaçant notre pays en deuxième position, juste derrière l'Italie, dans une compétition intense pour le leadership mondial du secteur.

UNE POLITIQUE D'ÉTAT ET DE PAYS

L'action extérieure, par sa nature transversale, implique l'ensemble des pouvoirs de l'État, les administrations publiques espagnoles et la société civile elle-même. Elle contribue ainsi à renforcer notre voix, nos valeurs et notre modèle de pays. Le gouvernement dirige la politique étrangère en vertu du mandat de l'article 97 de la Constitution. Le chef de l'État et la présidence du gouvernement espagnol constituent un atout majeur pour promouvoir notre action extérieure conformément aux principes et aux priorités de la présente stratégie.

Une meilleure coordination interministérielle face aux défis transversaux. Le caractère transversal des priorités définies nécessite une meilleure coordination interministérielle afin de répondre efficacement aux défis auxquels nous sommes confrontés, en évitant les doublons ou les cloisonnements. À cette fin, les mécanismes et instruments de collaboration existants seront renforcés, en particulier ceux établis par la loi 2/2014 du 25 mars 2014 sur l'action extérieure et le Service Extérieur de l'État. Un aspect fondamental est la coordination des missions, des voyages et des visites, qui devra être renforcée pour atteindre les objectifs identifiés dans la présente stratégie, et pour garantir efficacement la présence et l'action de l'Espagne dans les différentes régions et forums internationaux. À cet effet, le MAEC a également créé la nouvelle Sous-direction générale des relations institutionnelles et de la collaboration avec les communautés autonomes.

Outre la tâche indispensable que la Constitution attribue au Parlement espagnol (Cortes Generales) dans le contrôle de l'action gouvernementale, la diplomatie parlementaire continuera d'être un outil de renforcement du dialogue international et de l'échange de connaissances. L'activité internationale des Cortes Generales continuera d'être soutenue par la participation de ses membres aux assemblées parlementaires internationales (OTAN, Conseil de l'Europe, OSCE ou Union interparlementaire), ainsi que par l'organisation de forums bilatéraux. En particulier, l'Espagne encouragera la diplomatie parlementaire dans le cadre de l'UE, dans la zone ibéro-américaine, avec l'organisation de réunions telles que le Forum parlementaire hispano-mexicain, et dans le bassin méditerranéen, où nous continuerons à promouvoir le dialogue au sein de l'Union pour la Méditerranée. L'Espagne

cherchera également à étendre son rayonnement parlementaire à de nouvelles régions telles que l'Afrique de l'Ouest, dans le but de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie Espagne-Afrique 2025-2028, et à l'Asie-Pacifique.

Il conviendra également de renforcer la coordination avec d'autres organismes impliqués dans l'action extérieure, tels que le **Conseil général du pouvoir judiciaire**, dans les forums internationaux auxquels il participe, en partageant les meilleures pratiques, ainsi que le rôle du **médiateur** dans la promotion et la protection des droits humains.

L'Espagne continuera de développer la coordination de l'action extérieure des communautés autonomes, des villes autonomes et des entités locales, dans l'exercice de leurs compétences et en veillant à leur alignement sur la politique étrangère définie par le gouvernement et à l'exploitation des synergies qui en découlent. En particulier, leur participation sera encouragée par le biais d'instruments de soutien au commerce et à l'internationalisation des entreprises et des talents espagnols. Il y a lieu de souligner également leur rôle dans la promotion du tourisme et de notre diversité culturelle, ainsi que leur rôle en tant qu'acteurs de la coopération au développement. Les instruments de cette coordination sont le CARUE, pour les questions liées à l'UE, ou la Commission interterritoriale pour la coopération au développement.

Nous nous efforcerons de renforcer la participation des entités territoriales dans le cadre de l'Union européenne. Dans cette optique, nous œuvrerons à consolider la présence de l'Espagne au sein du Comité des régions – comme c'est le cas avec l'élection de la présidence andalouse pour la période 2025-2027 – ainsi que la participation des exécutifs des communautés autonomes aux groupes de travail et formations du Conseil de l'UE. Dans ce contexte, les travaux se poursuivront pour obtenir la reconnaissance des langues co-officielles comme langues officielles de l'Union.

La coopération transfrontalière restera essentielle pour relever les défis communs et promouvoir le développement régional. Nous chercherons à renforcer la dimension transfrontalière et méditerranéenne de nos régions et municipalités, en encourageant le développement d'infrastructures

d'interconnexion et d'approvisionnement numérique, énergétique, ferroviaire et maritime, la promotion de projets de développement économique visant à répondre aux problèmes démographiques et aux besoins sociaux des zones frontalières, ainsi que la création d'une macrorégion méditerranéenne pour lutter contre le changement climatique.

L'action extérieure des villes est un facteur important pour rapprocher les défis mondiaux de la dimension locale. L'Espagne soutiendra la coopération à travers les réseaux mondiaux de villes (tels que CGLU, Metropolis, Medcities ou l'Observatoire de la coopération décentralisée) et cherchera à s'assurer que leurs actions contribuent aux objectifs de la présente stratégie, en particulier : l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, la protection de la démocratie locale et les droits numériques face à l'essor de l'innovation urbaine. À cette fin, la création de coalitions de municipalités sera soutenue, en encourageant le rôle de villes telles que Bilbao, siège du Secrétariat de la Coalition locale 2030.

Les organisations de la société civile telles que les ONG, les groupes de réflexion, les syndicats et les associations d'entreprises continueront à contribuer à une action extérieure plus inclusive,

plus participative et plus diversifiée. L'Espagne soutiendra leur participation dans des domaines tels que la coopération au développement et l'aide humanitaire, la promotion des droits humains et l'internationalisation de l'économie et de la culture. Le ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération encouragera le développement de formats permettant une interaction directe avec les groupes de réflexion, mais aussi avec la société civile à travers, par exemple, leur participation à des Sommets, dans le but d'enrichir la conception de la politique étrangère. L'utilisation de ces instruments sera cruciale pour parvenir à une action extérieure unifiée, capable de maximiser les résultats du travail des différents acteurs impliqués dans l'action extérieure de l'État.

Enfin, la représentation permanente de l'Espagne auprès de l'Union européenne mérite une attention particulière, car elle est le prolongement de l'administration générale de l'État auprès des institutions européennes. Elle constitue un mécanisme de coordination et de mise en œuvre de la politique étrangère et de nombreuses autres politiques gouvernementales. Conformément à la priorité européenne de la Stratégie d'Action Extérieure, la représentation permanente continuera d'être renforcée au moyen de ressources supplémentaires.

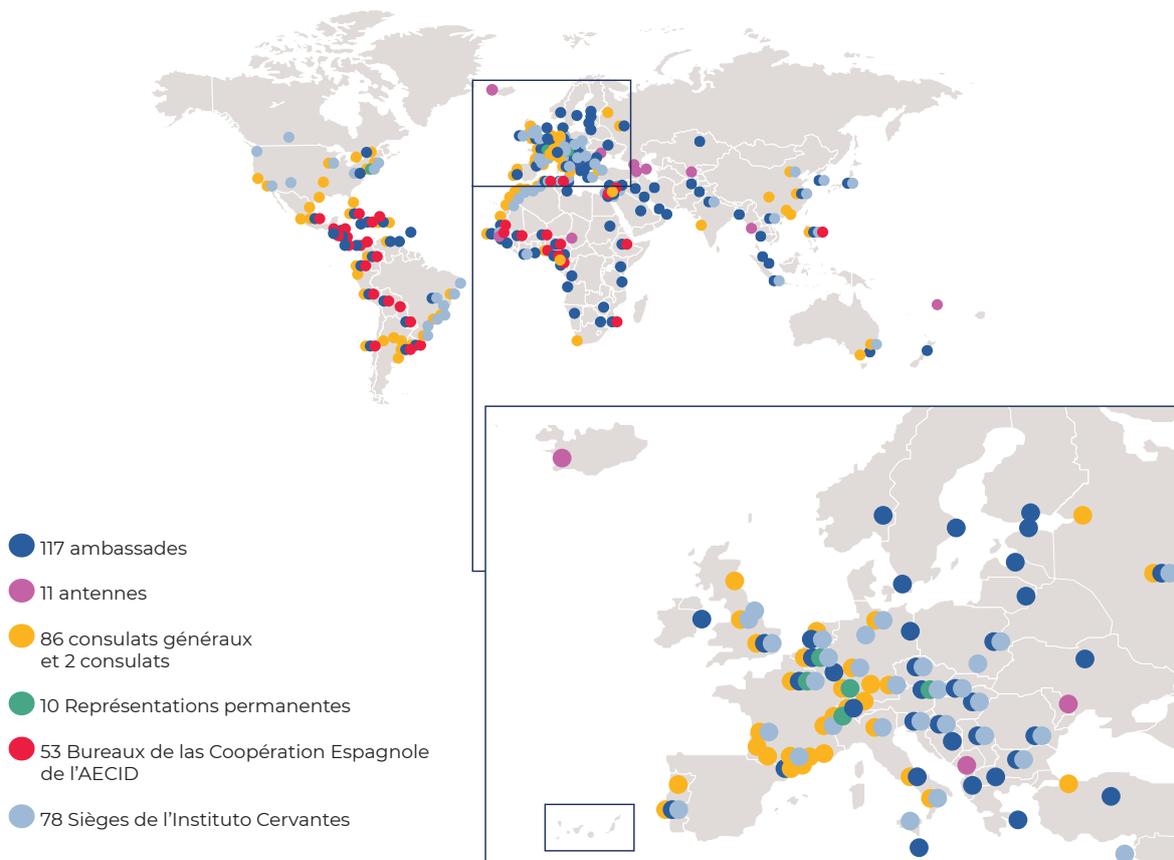
UN SERVICE EXTÉRIEUR PRÊT POUR L'AVENIR

Un réseau diplomatique dense pour défendre les intérêts de l'Espagne et des Espagnols

L'Espagne possède l'un des réseaux d'ambassades et de consulats les plus denses au monde. Notre déploiement à l'étranger se compose de 117 ambassades et 11 antennes diplomatiques, 10 représentations permanentes, 86 consulats généraux et 2 consulats, 53 bureaux de coopération espagnole et 78 sièges de l'Institut Cervantes.

Mise à jour de notre réseau extérieur dans notre environnement stratégique. Le dernier ajustement du déploiement de l'Espagne à l'étranger a eu lieu il y a plus de 15 ans, avec l'ouverture d'ambassades et les efforts de restructuration du réseau consulaire. Depuis lors, le réseau extérieur a été renforcé par la création de plusieurs antennes diplomatiques. Face à l'émergence de nouveaux domaines d'attention et d'intérêt pour notre pays et pour nos citoyens, nous devons adapter notre réseau diplomatique, en dotant l'Espagne des capacités et

Déploiement de l'action extérieure espagnole (2025)



d'une présence internationale à la hauteur de notre rayonnement et de nos objectifs. Il est essentiel de consolider notre présence diplomatique dans les zones de notre voisinage où nos intérêts les plus fondamentaux sont en jeu. Cela inclut des régions comme l'Europe de l'Est ou le Caucase, mais aussi un plus grand déploiement en Afrique de l'Ouest, puisque nous faisons partie du même espace géographique, avec des défis et des opportunités que nous ne pourrions affronter que si nous travaillons conjointement avec nos partenaires. Avec cet objectif, au cours de la période 2025-2028, l'ouverture de nouvelles ambassades dans les régions mentionnées sera envisagée, y compris dans les pays où l'expérience des antennes diplomatiques a permis de consolider les relations bilatérales et où un saut qualitatif s'impose désormais.

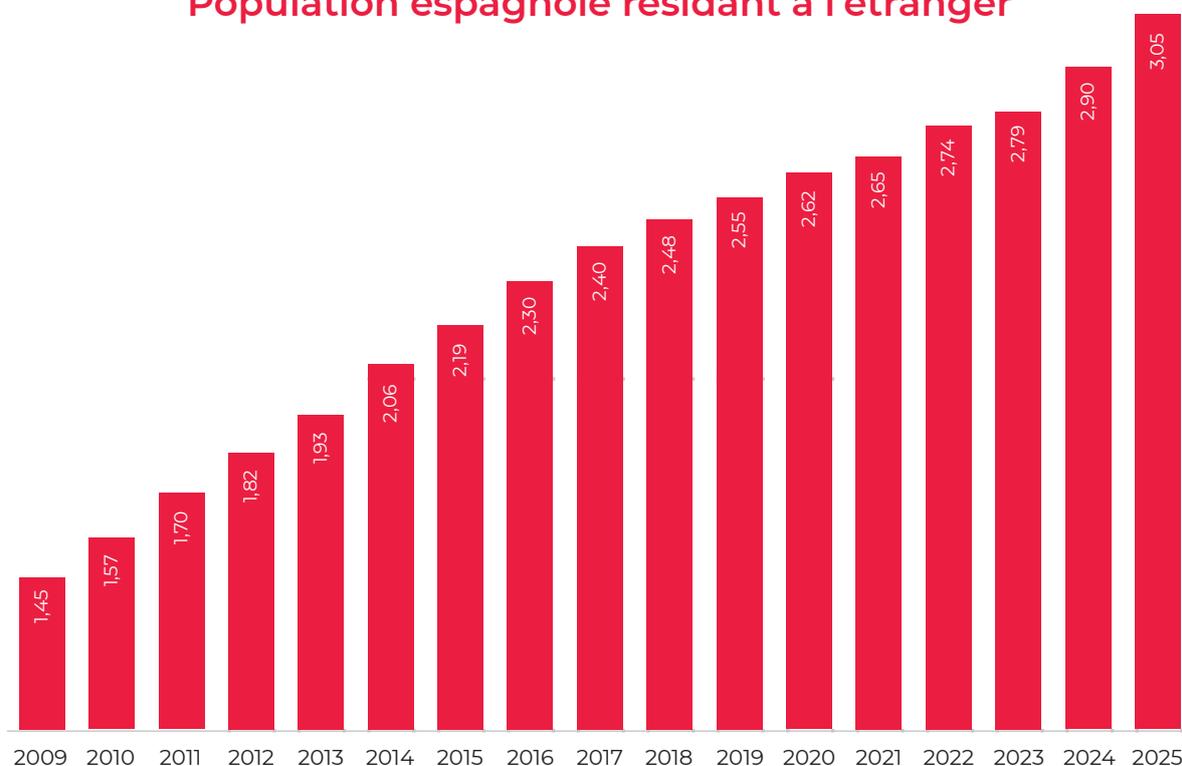
Au service des Espagnols à l'étranger

Une demande accrue du Service Extérieur. Les changements dans le contexte international rendent indispensable une série de réformes dans la structure du Service Extérieur et dans sa culture, afin d'adapter sa conception aux nouvelles réalités et aux nouveaux besoins. Les demandes des citoyens

espagnols à l'étranger sont d'ailleurs de plus en plus nombreuses, puisque le nombre d'Espagnols vivant à l'étranger a triplé au cours des vingt dernières années, dépassant les 3 millions, sans compter les quelque 20 millions de voyages annuels effectués par nos concitoyens hors de nos frontières. En outre, la montée des tensions internationales, l'intensification des conflits et la multiplication des catastrophes naturelles ont entraîné une augmentation des crises consulaires, d'où la nécessité de renforcer l'assistance que nous apportons à nos concitoyens à l'étranger, y compris les cas d'évacuation. Ces circonstances justifient la nécessité d'adapter notre réseau extérieur afin de répondre au nouveau contexte et d'assurer une prestation de services adéquate.

Le réseau consulaire nécessite un renforcement afin de fournir un service public de qualité. Le MAEC dispose de la Direction générale des Espagnols à l'étranger et des affaires consulaires, qui supervise et coordonne l'activité des 178 postes consulaires espagnols actuellement opérationnels (86 consulats généraux, 2 consulats et 90 sections consulaires d'ambassades), en plus d'un vaste réseau consulaire honoraire. Malgré la croissance de la citoyenneté espagnole à l'étranger,

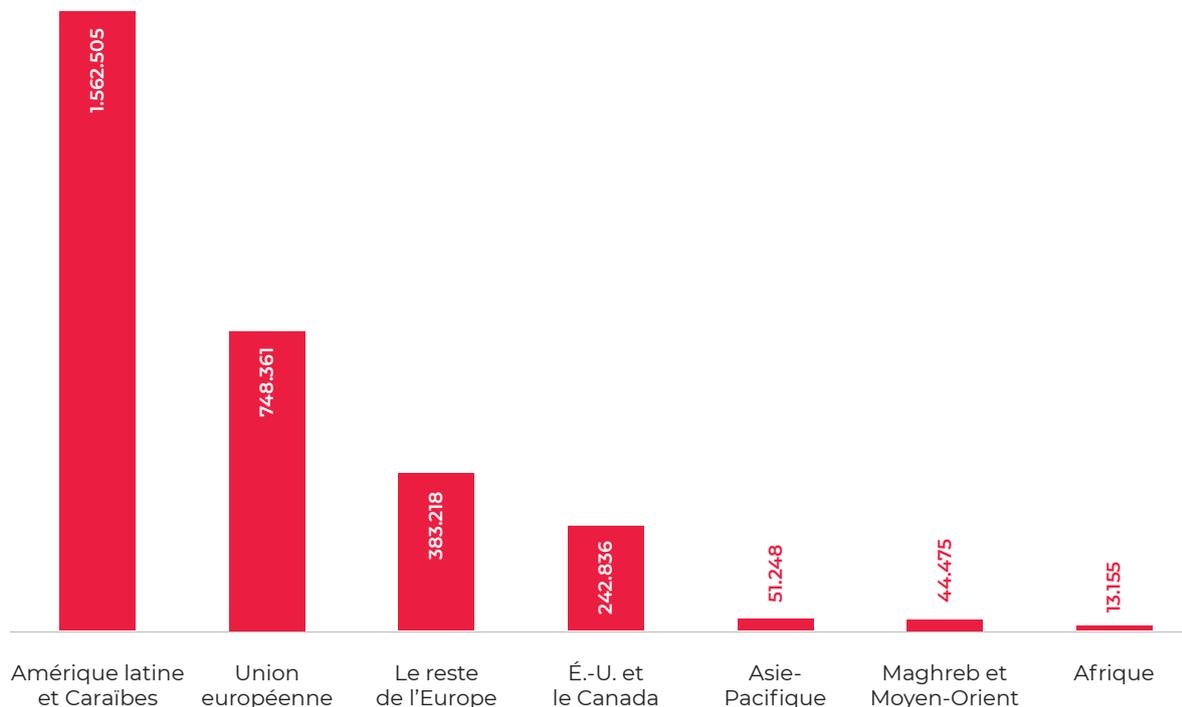
Population espagnole résidant à l'étranger



Les chiffres sont exprimés en millions.

Source: INE.

Population espagnole résidant à l'étranger par régions (2025)



Source: INE

les ressources de nos postes consulaires n'ont pratiquement pas évolué au cours des vingt dernières années. Par conséquent, pendant la période 2025-2028, l'adaptation des ressources humaines sera envisagée, ainsi que l'ouverture de nouveaux consulats généraux dans des lieux d'intérêt stratégique pour l'Espagne, en fonction des disponibilités budgétaires de chaque année.

Le plan de numérisation consulaire sera soutenu par de nouveaux outils qui faciliteront le travail des postes consulaires et l'accès des citoyens aux procédures consulaires, grâce à un nouveau guichet électronique et à un nouveau dossier consulaire. Le nouveau cadre réglementaire applicable au registre d'immatriculation consulaire facilitera la délivrance, depuis l'étranger, de certificats numériques aux Espagnols vivant à l'étranger. Par ailleurs, l'application informatique du registre civil (DICIREG) sera définitivement mise en place dans l'ensemble des bureaux consulaires, assurant le support du nouveau système de registre civil, électronique et unifié pour l'ensemble de l'Espagne. De même, la nouvelle application de gestion des visas (SINAVI) sera déployée dans l'ensemble du réseau consulaire. Finalement, une attention particulière sera également portée à l'introduction progressive d'outils d'intelligence artificielle afin de renforcer la productivité.

Nous continuerons d'accorder une attention particulière aux situations de crise et d'urgence. Ces dernières années, l'importance du service fourni par le réseau consulaire a été mise en évidence lors de différentes crises. C'est pourquoi le ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération continuera d'améliorer ses moyens et ses instruments pour mieux servir les Espagnols, en améliorant les outils de prévention et les instruments de gestion des situations d'urgence. Dans ce contexte, la mise en place d'un nouveau centre de réception des appels sera envisagée afin d'améliorer la qualité du service en optimisant les ressources disponibles.

Nous continuerons de donner la priorité à l'assistance consulaire aux personnes et aux collectifs les plus vulnérables parmi nos citoyens, en particulier les femmes et les filles victimes de violences. Nous continuerons de mettre à jour les lignes d'action dans le cas de la violence contre les femmes à l'étranger, y compris les nouveaux types de violence tels que le cyberharcèlement, la violence administrative ou la violence dirigée contre les filles espagnoles à l'étranger, étant donné qu'elles subissent une violence à la fois directe et indirecte et qu'elles nécessitent une attention particulière. Enfin, les lignes directrices pour une réponse coordonnée et efficace aux agressions sexuelles seront approfondies.

Nos postes consulaires continueront à déployer toutes leurs ressources pour que les Espagnols à l'étranger puissent exercer leur droit fondamental de vote. De même, nous adopterons les mesures nécessaires pour traiter les demandes de nationalité déposées auprès de nos postes consulaires en vertu de la loi sur la mémoire démocratique.

Les citoyens espagnols à l'étranger représentent un atout majeur pour projeter et promouvoir l'image et les valeurs de la société espagnole. Seules quatre communautés autonomes ont une population supérieure au nombre d'Espagnols vivant à l'étranger. L'Espagne, par l'intermédiaire de son réseau diplomatique et consulaire, favorisera une plus grande proximité et une meilleure interaction entre les plus de trois millions d'Espagnols vivant à l'étranger et l'administration :

- **En approfondissant la collaboration structurée** avec les acteurs espagnols du secteur privé et de la société civile présents à l'étranger ;
- **En favorisant la mise en place de mécanismes de structuration et de soutien professionnel** de la diaspora à l'étranger, de nature aussi bien générale que spécialisée, tels que les associations de scientifiques espagnols, par exemple, qui constituent un modèle à reproduire dans d'autres pays et d'autres domaines d'activité.

Nous allons promouvoir les conseils des résidents espagnols à l'étranger (CRE) en tant qu'organes consultatifs auprès des directions des consulats généraux, en cherchant à approfondir leur travail en tant que canal de participation institutionnelle des citoyens espagnols vivant à l'étranger et en tant qu'outil pour donner voix à leurs préoccupations et revendications. Les CRE représentent une population qui, au fil du temps, a changé de profil et de besoins, et c'est pourquoi nous progresserons dans cette adaptation nécessaire. De même, nous allons

promouvoir et protéger l'associationnisme des Espagnols à l'étranger pour défendre leurs intérêts.

Les personnes, colonne vertébrale du Service Extérieur

Il ne peut y avoir d'action extérieure sans le travail essentiel des personnes qui l'exécutent. C'est pourquoi les personnes qui composent le Service Extérieur en sont la colonne vertébrale, aussi bien le personnel fonctionnaire que le personnel contractuel qui contribuent chaque jour, dans l'ensemble du réseau extérieur, à offrir aux citoyens un service public de qualité, efficace et adapté à leurs besoins. Le capital humain du Service Extérieur, caractérisé par son engagement et sa vocation à servir l'Espagne et les citoyens espagnols, est sans aucun doute son principal atout.

Par conséquent, l'action extérieure nécessite un Service Extérieur moderne au service des citoyens. Pour cela, il est nécessaire d'investir dans l'attraction de talents, dans la formation de notre capital humain, dans la gestion des connaissances et dans l'optimisation des ressources.

Le recrutement de talents est essentiel pour disposer d'un Service Extérieur prêt à relever les défis d'aujourd'hui. L'École diplomatique jouera un rôle clé dans la promotion d'une meilleure connaissance du Service Extérieur au sein des universités espagnoles ainsi que dans l'adoption de mesures visant à faciliter l'accès à la préparation des candidats à l'entrée dans la carrière diplomatique, en vertu des principes d'égalité, de mérite et de capacité dans l'accès à l'emploi public. Dans les années à venir, il sera nécessaire de maintenir au moins le même taux d'entrée de nouveaux fonctionnaires dans le service diplomatique afin d'assurer une action extérieure efficace.

La formation et la spécialisation des fonctionnaires du service diplomatique et du personnel du Service Extérieur seront l'une de nos priorités. La rapidité et l'intensité des changements dans le contexte international rendent nécessaire l'adaptation de la formation et de la spécialisation du personnel aux défis actuels. C'est pourquoi le MAEC, notamment par le biais de l'École diplomatique, cherchera à renforcer la formation continue de son personnel par la mise à jour de ses compétences et sa spécialisation dans les différentes zones géographiques et sectorielles. L'offre de formation linguistique sera également renforcée. Cet investissement dans les aptitudes et les compétences des fonctionnaires du service diplomatique contribuera à consolider et à renforcer l'efficacité et l'impact de leur action en tant

Donées sur le personnel (2025)



1.110
dans les services
centraux



4.578
à l'étranger



981
personnel
diplomatique

553
à l'étranger

que garants et défenseurs des intérêts de notre pays et des citoyens espagnols à l'étranger.

Le renforcement de la présence et de la promotion des Espagnols au sein des organisations internationales est un objectif fondamental pour les années à venir. Une représentation plus efficace des intérêts de l'Espagne au niveau multilatéral sera poursuivie à travers une présence accrue de citoyens espagnols à des postes de direction et de leadership. L'idée est de contribuer à la fois à la formation de nos ressortissants et au renforcement de notre action multilatérale. À cette fin, le rôle de l'unité des fonctionnaires internationaux du MAEC sera renforcé.

La conciliation, l'égalité et la diversité comme piliers fondamentaux de notre Service Extérieur. La présence équilibrée des femmes et des hommes à tous les niveaux et dans toutes les catégories sera encouragée, en garantissant l'égalité effective de traitement et des chances. La conciliation de la vie personnelle, familiale et professionnelle et l'exercice coresponsable des soins seront encouragés, reflétant ainsi l'engagement en faveur d'une société plus équitable et plus juste. Des politiques adaptées à la réalité sociale et professionnelle espagnole seront favorisées pour faciliter l'accès à l'emploi à l'étranger des conjoints ou des partenaires. Des opportunités de formation et d'emploi seront encouragées pour les conjoints et partenaires de fait des fonctionnaires à l'étranger, par l'application d'accords internationaux déjà signés ou la négociation de nouveaux accords dans les pays où de tels accords n'existent pas encore. En outre, le travail de l'unité de soutien aux familles du MAEC sera encouragé, de manière à assurer, d'une manière constante et active, l'accompagnement nécessaire des familles dans leur adaptation à l'étranger, en particulier dans le cas des familles particulièrement vulnérables, ainsi que lors de leur retour en Espagne.

Une attention particulière sera accordée à la prévention de la violence, du harcèlement au travail et du harcèlement sexuel, ainsi qu'aux situations nécessitant une protection spéciale, telles que celles des victimes de violence fondée sur le genre. En outre, les initiatives visant à promouvoir la diversité et l'inclusion dans tous les domaines du Service Extérieur, en particulier les droits des personnes LGBTBI+, seront renforcées.

À cet égard, nous accorderons une attention particulière à la reconnaissance des unions de fait et des unions entre personnes du même sexe à l'étranger.

La promotion active des droits des personnes handicapées sera également encouragée, en favorisant l'amélioration de l'accessibilité de nos bureaux à l'étranger, ainsi que du guichet électronique et du portail web, et des services offerts aux citoyens.

Diplomatie économique et commerciale

Le secteur extérieur a joué un rôle clé dans la croissance économique et la création d'emplois en Espagne. Les exportations de biens et de services, ainsi que les investissements étrangers, restent un pilier de la croissance, de la productivité et de la résilience de l'économie espagnole, et il est donc nécessaire de continuer à promouvoir l'internationalisation des entreprises espagnoles.

L'Espagne renforcera sa diplomatie économique en consolidant les instruments économiques et politiques destinés à promouvoir la compétitivité, l'internationalisation des entreprises et l'attraction des investissements. Nous soutiendrons nos entreprises en nous concentrant sur la diversification des marchés, la réduction des dépendances et l'expansion sur les marchés clés, conformément au plan d'action pour l'internationalisation de l'économie espagnole 2025-2027. Une attention particulière sera accordée aux pays où l'implantation des entreprises nécessite un soutien politique.

Le travail réalisé par le vaste réseau de bureaux économiques et commerciaux espagnols dans les missions diplomatiques de l'Espagne à l'étranger revêt une importance capitale. Ces bureaux sont des piliers essentiels pour le soutien et la promotion des entreprises espagnoles à l'étranger, facilitant à la fois leur établissement initial et le développement de leurs activités. Le réseau des bureaux économiques et commerciaux espagnols compte 98 bureaux répartis dans 77 pays, couvrant ainsi la quasi-totalité du monde. Ce réseau représente un instrument stratégique fondamental pour le processus d'internationalisation des entreprises, offrant des conseils spécialisés, des informations économiques, l'identification d'opportunités commerciales et un soutien institutionnel adapté aux besoins spécifiques de chaque marché. Le soutien sera apporté de manière continue, mais sera relayé au niveau politique lors des contacts entre les ministères des affaires étrangères, ainsi qu'avec d'autres départements compétents dans le dialogue avec les responsables politiques d'autres pays.

À cela s'ajoutent les efforts de divers organismes publics clés qui enrichissent et consolident la diplomatie économique de l'Espagne. Il convient de mettre en avant ICEX España Exportación e Inversiones, qui réalise un travail intense de promotion à l'étranger, de formation des entreprises et de soutien à l'internationalisation. Compañía Española de Seguro de Crédito a la Exportación (CES-EC) fournit également une couverture essentielle contre les risques commerciaux et politiques, en facilitant des transactions internationales plus sûres. D'autre part, Compañía Española de Financiación del Desarrollo (COFIDES) propose des

instruments financiers adaptés, stimulant ainsi les investissements productifs espagnols à l'étranger, en particulier sur les marchés émergents et en développement. Enfin, TURESPAÑA joue un rôle clé dans la promotion internationale du secteur touristique espagnol, en valorisant l'image du pays et en contribuant à renforcer le rayonnement et la reconnaissance mondiales de l'Espagne en tant que destination touristique de premier plan.

La coopération aérienne, maritime et terrestre est un moteur essentiel de la mondialisation. Elle facilite la connectivité entre les pays, favorise le commerce international et a un impact significatif sur l'économie mondiale. Cependant, ce secteur est confronté à des défis constants, pour ne citer que quelques exemples : la nécessité de garantir des normes de sécurité élevées, d'assurer la durabilité environnementale et de s'adapter aux changements technologiques. L'Espagne encouragera le développement d'accords bilatéraux et multilatéraux sur le transport aérien afin de renforcer la connectivité, de faciliter le commerce et de promouvoir le tourisme. L'Espagne encouragera l'harmonisation des normes et des standards au niveau mondial au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Le secteur maritime est crucial pour le commerce international, puisque 80 % des marchandises sont transportées par mer. L'Espagne est un pays qui possède une riche tradition maritime et occupe une position stratégique dans le commerce mondial. C'est pourquoi les accords de coopération dans le domaine maritime seront encouragés afin de renforcer la sécurité des routes commerciales et de promouvoir le développement durable des océans et la protection de l'environnement marin, notamment par la participation à l'Organisation maritime internationale.

Diplomatie publique, culturelle, éducative et linguistique

L'Espagne cherchera à renforcer l'impact de sa diplomatie publique et de sa communication stratégique en valorisant la voix et les activités de ses représentations à l'étranger et en favorisant la coordination d'un vaste réseau d'organisations auquel participent le réseau de « Casas » (Afrique, Amérique, Arabe, Asie, Méditerranée, Centre Sefarad-Israël), le Réseau Fondations-Conseil, la Fondation Carolina et la FIAP (Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas), dont le travail est fondamental pour projeter l'image et les intérêts de l'Espagne à l'étranger. À cela s'ajoute le travail d'autres agents de l'action culturelle à l'étranger, comme Acción Cultural Española (AC/E).

La promotion de la culture et des langues espagnoles est un atout très important pour promouvoir les valeurs qui nous caractérisent en tant que

société, au-delà des sphères strictement politiques ou économiques. L'Espagne veillera à ce que ces instruments contribuent à renforcer ses relations et sa présence internationale.

Nous continuerons à travailler sur la promotion des droits culturels et la contribution de la culture à la réalisation des ODD. Nous nous efforcerons de promouvoir la commémoration des relations diplomatiques (par exemple, Espagne-République de Corée 2025) et la célébration d'années croisées (Espagne-Inde 2026) ; la promotion d'accords bilatéraux sur la gestion durable du patrimoine, de l'archéologie, des archives, des bibliothèques, des musées, des productions audiovisuelles ou des arts du spectacle ; le renforcement des capacités des gestionnaires culturels ; la protection des droits du travail et de la liberté de création et d'enseignement ; et la protection du patrimoine dans les conflits internationaux, en particulier au Moyen-Orient et en Ukraine.

La position de nos industries culturelles et créatives sur les marchés internationaux sera consolidée. Afin de renforcer la compétitivité et la portée mondiale des créateurs espagnols, leur participation à des programmes tels que Creative Europe, Culture Compasso et IBER Cultura Viva sera encouragée. Parallèlement, la priorité sera donnée à la mobilité, aux échanges et à la professionnalisation des secteurs culturel et créatif, ainsi qu'aux initiatives conjointes avec Europeana. L'Espagne cherchera à accroître sa présence dans les festivals et marchés internationaux. De même, un soutien sera apporté à Mondiacult en 2025 et à **Europalia 2025-2026**.

L'Espagne continuera à promouvoir la diplomatie culturelle, la culture comme facteur de développement durable, le rôle de chef de file de l'Espagne à l'UNESCO et dans d'autres forums. Elle continuera également à encourager la promotion de la culture et des arts espagnols à l'étranger par le biais de son réseau de postes de conseillers et de chargés de mission aux affaires culturelles et de l'action des centres culturels et des centres de formation de l'AECID en Amérique latine et en Afrique.

L'AECID continuera de contribuer à la formation et à la mobilité internationale à travers ses appels pour des pays de coopération et pour des citoyens espagnols, et par le biais de ses programmes de lectorats.

Une attention particulière sera accordée à la promotion de notre patrimoine culturel historique par le biais d'une plus grande coopération internationale. Cet effort permettra de favoriser la circulation des biens patrimoniaux, de donner une plus grande visibilité à notre héritage et de renforcer l'image de l'Espagne en tant que référence mondiale dans le domaine de la culture.

L'Espagne continuera à soutenir l'action éducative à l'étranger, qui concerne aujourd'hui près de 134 000 étudiants dans 47 pays, dans le but de rapprocher la langue et la culture espagnoles d'un public étranger de plus en plus large et diversifié. Grâce au déploiement de conseillers et attachés techniques en éducation dans les ambassades et d'enseignants dans les programmes et les centres d'action éducative à l'étranger, l'Espagne continuera à renforcer les liens culturels et l'échange de connaissances, contribuant ainsi à notre rayonnement à l'étranger.

La promotion de l'espagnol – ainsi que des langues co-officielles – revêt une importance particulière grâce au travail de l'Institut Cervantes, présent dans plus de 90 villes de 45 pays à travers ses centres, salles et antennes. L'engagement de l'Espagne en faveur de la diffusion de son patrimoine linguistique se traduira par l'ouverture de nouveaux centres et par la consolidation de l'offre académique, culturelle et de formation de l'Institut, renforçant ainsi le leadership de l'Espagne dans le domaine de l'éducation. L'Observatoire mondial de l'espagnol (rattaché à l'Institut Cervantes) identifiera les projets à fort impact qui consolident nos langues dans les processus de transformation numérique.

La diplomatie sportive continuera à renforcer l'image et la réputation de notre pays. L'Espagne profitera des succès de ses athlètes et de la force des fédérations et des clubs sportifs pour promouvoir une diplomatie sportive qui projette les valeurs incarnées par notre sport et son potentiel économique, consolidant ainsi l'image internationale de l'Espagne. L'organisation de la Coupe du monde de football 2030 en Espagne, au Portugal et au Maroc contribuera à cet effort.

Diplomatie scientifique et technologique

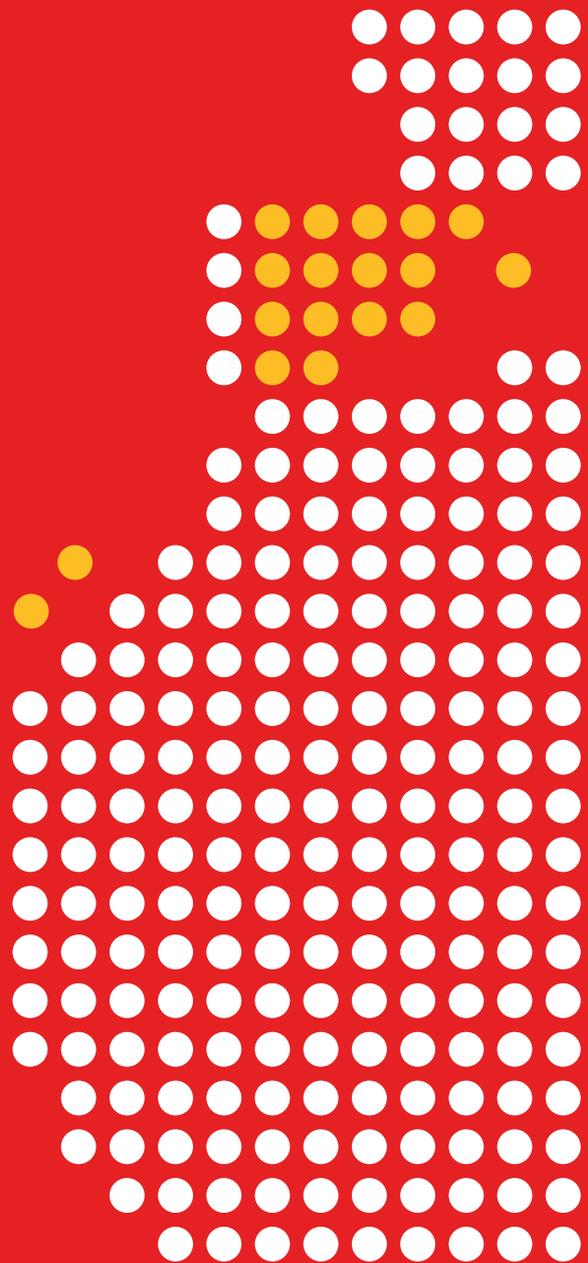
L'Espagne mettra en avant un modèle d'innovation ouverte et de génération d'impact. Grâce à l'action de nos postes de conseillers culturels et scientifiques à l'étranger, de l'ICEX et du réseau de délégations internationales du Centre pour le développement technologique et l'innovation (CDTI), l'identification des niches de coopération scientifique et technologique permettant d'accroître notre compétitivité sera intensifiée et la coopération public-privé sera encouragée en renforçant la participation espagnole aux appels à projets internationaux. Une coordination efficace de tous les acteurs du secteur scientifique espagnol sera assurée conformément aux lignes directrices de la Stratégie espagnole pour la science, la technologie et l'innovation. La collaboration sera également

renforcée avec la Red de Asociaciones de Científicos e Investigadores Españoles en el Exterior (RAICEX), qui regroupe des acteurs essentiels pour connecter l'Espagne aux réseaux de recherche internationaux.

Nous chercherons à renforcer la coopération scientifique en tant qu'outil de développement durable et équitable, en particulier en Afrique et en Amérique latine. L'Espagne favorisera l'adoption de politiques fondées sur les données probantes (par exemple, par le biais de Science4Policy) et encouragera la recherche de solutions aux défis mondiaux et la propriété industrielle en tant qu'outil de développement. La priorité sera accordée à des domaines tels que la sécurité alimentaire, l'accès universel aux services de santé, la résistance antimicrobienne, la préparation face aux pandémies, la définition et la promotion de normes et de politiques mondiales en matière de santé numérique, ainsi que la lutte contre les maladies infectieuses, tropicales négligées et non transmissibles.

L'Espagne encouragera l'internationalisation du Système espagnol de science, de technologie et d'innovation (SECTI), ainsi que du Système universitaire espagnol (SUE). Pour consolider un écosystème d'innovation solide, la collaboration entre les universités, les entreprises et les centres de recherche sera encouragée afin de développer et de protéger les technologies par des titres de propriété industrielle, et de renforcer l'attraction des talents et l'investissement dans l'innovation. Dans ce contexte, la coopération entre nos universités publiques et celles d'autres pays sera également encouragée dans le but de promouvoir la formation universitaire dans des disciplines scientifiques et technologiques, dans les organismes internationaux de propriété industrielle, et la mobilité des étudiants, des professeurs et des chercheurs sera favorisée. De même, la participation et l'accueil en Espagne de grandes infrastructures scientifiques et technologiques seront renforcées, ainsi que le leadership espagnol dans des initiatives comme Horizon Europe, l'Espace européen de la recherche, l'Espace européen de l'enseignement supérieur, les programmes de mobilité tels qu'Erasmus+. Il sera également mis l'accent sur la présence d'Espagnols à des postes de responsabilité dans des entités de R&D&I telles que le Conseil européen de la recherche ou le Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN). Enfin, une attention particulière sera portée à l'approche régionale et multilatérale, en soutenant la consolidation du Cadre européen de diplomatie scientifique, technologique et d'innovation, le Réseau ibéro-américain de diplomatie scientifique, ainsi que la coopération UE-UpM en vue du développement d'une diplomatie scientifique euro-méditerranéenne.

ANNEXE :
PLUS DE
100 ACTIONS
POUR 2025-2028



ACTIONS GÉNÉRALES

1. **Actualiser le réseau diplomatique et consulaire** en cohérence avec les priorités de la présente Stratégie d'Action Extérieure, en réorientant la présence de l'Espagne à l'étranger et en mettant en œuvre un déploiement diplomatique universel dans notre environnement stratégique.
2. **Donner la priorité aux ressources** destinées à améliorer nos relations avec **nos voisins stratégiques**.
3. Renforcer la **coordination interministérielle** en matière d'action extérieure. Renforcer la coordination et le rayonnement extérieur en matière de transition écologique et de transformation numérique.
4. Organiser des **réunions interministérielles** trimestrielles **pour coordonner la présence de l'Espagne** dans différents pays et forums internationaux convoqués par le ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération au niveau ministériel ou de secrétariat d'État.
5. Adapter l'action extérieure espagnole à une **économie plus fragmentée** en identifiant les vulnérabilités et les dépendances civiles et militaires, ainsi que les dépendances inversées. **Création d'un groupe de travail sur la sécurité économique** dans le cadre de la CDGAE.
6. Implanter progressivement **l'intelligence artificielle dans le Service Extérieur**, en se concentrant sur l'amélioration de l'efficacité et la fourniture d'un meilleur service public aux citoyens.
7. Améliorer l'assistance et la protection consulaires, en accordant **une attention particulière aux personnes et aux collectifs les plus vulnérables**, en mettant l'accent sur les femmes et les filles victimes de violences à l'étranger.
8. Promouvoir des mesures de **conciliation, d'égalité et de diversité dans le Service Extérieur**.
9. Renforcer le Service Extérieur en **attirant des talents et en développant la formation**.
10. Renforcer la **diplomatie publique** dans les ambassades et les consulats en créant et en mobilisant des **groupes d'intérêt** dans les pays où les sociétés civiles partagent les mêmes valeurs.
11. **Encourager la présence et la promotion des Espagnols dans les organisations internationales**. Un soutien sera apporté aux candidatures espagnoles à des postes de direction et de leadership.
12. **Promouvoir l'interaction des Espagnols à l'étranger avec les représentations diplomatiques et consulaires espagnoles**, ainsi que les relations entre les Espagnols vivant à l'étranger.
13. Améliorer la dotation de la **division des urgences consulaires**, avec un nouveau centre d'appel d'urgence consulaire, en approfondissant le renforcement du personnel et des infrastructures, effectué ces dernières années.
14. Mettre en œuvre le **plan d'action pour l'internationalisation de l'économie espagnole 2025-2027**. Procéder, entre autres, à l'ouverture de nouveaux marchés agroalimentaires – comme le marché asiatique – et à l'approfondissement des marchés existants, ainsi qu'au développement de la **Stratégie Aliments d'Espagne** pour renforcer notre position en tant que puissance alimentaire et gastronomique.
15. **Redoubler d'efforts pour attirer les talents internationaux**, en augmentant le nombre d'étudiants internationaux dans les disciplines scientifiques, technologiques, d'ingénierie et de mathématiques, avec un objectif à long terme d'environ 15 %.
16. Consolider **le rayonnement des langues espagnoles**. Renforcer l'**Observatoire mondial de l'espagnol** en tant qu'axe de connexion du réseau des centres de l'Institut Cervantes. Consolider et renforcer les **programmes d'action éducative à l'étranger**. Assurer la cohérence et la coordination des différentes unités de l'administration générale de l'État pour la diffusion de la langue et de la culture espagnoles, en mettant un accent particulier sur la formation des professeurs d'espagnol langue étrangère.

17. **Renforcer la coordination de l'action extérieure avec les communautés autonomes, les villes autonomes et les entités locales.**
18. **Promouvoir les principaux instruments de la diplomatie publique espagnole** : Réseau Casas, Réseau Fondations-Conseil, Fondation Carolina et FIAP.
19. **Promouvoir la diplomatie parlementaire**, en soutenant les initiatives des Cortes Generales et du Parlement européen.
20. **Soutenir les groupes de réflexion espagnols** spécialisés dans les relations internationales. Promouvoir l'activité de prestigieux groupes de réflexion étrangers en Espagne et leurs relations avec les groupes de réflexion espagnols.
21. Développer un **plan de renforcement des connaissances sur les sociétés au sein de notre environnement stratégique** (universités, groupes de réflexion, société civile).
22. **Renforcer les capacités de prospective et de gouvernance anticipative** dans le secteur extérieur.

UNE EUROPE RENFORCÉE

23. Promouvoir un **cadre financier pluriannuel plus large et adéquat pour répondre à nos défis communs**, à hauteur de 2 % du RNB européen, afin de garantir la fourniture de biens publics européens tout en protégeant le modèle économique et social de l'UE.
24. **Œuvrer en faveur d'une UE plus cohérente et plus dynamique, en mettant en place** des mécanismes de concertation plus souples **et en élargissant les cas de recours à la majorité qualifiée.**
25. **Réformer et approfondir le marché intérieur**, faire progresser l'Union de l'épargne et de l'investissement et achever l'Union bancaire et l'Union des marchés de capitaux.
26. **Maximiser le potentiel de la politique commerciale en tant qu'élément géostratégique**, en encourageant des accords commerciaux flexibles avec des tiers.
27. Renforcer **la stratégie « Global Gateway »**, en encourageant les investissements durables de l'UE dans des pays tiers, en particulier dans des zones géographiques telles que l'Amérique latine et les Caraïbes, le voisinage Sud et l'Afrique de l'Ouest.
28. Continuer à œuvrer pour **maintenir l'efficacité du principe de libre circulation**, en offrant aux citoyens un espace Schengen sans obstacles à la libre circulation.
29. Soutenir les initiatives qui favorisent **une plus grande démocratisation des institutions européennes**, en renforçant la participation des citoyens aux processus politiques et législatifs tout en consolidant les différents instruments de l'État de droit, notamment le mécanisme de conditionnalité du prochain Cadre financier pluriannuel.
30. **Défendre le multilinguisme de l'UE et la reconnaissance des langues espagnoles co-officielles** au sein des institutions européennes.
31. **Renforcer les politiques communautaires de cohésion économique, sociale et territoriale**, protéger et préserver le régime spécial des régions ultrapériphériques (RUP) et soutenir nos régions autonomes dans leur participation aux macrorégions.
32. **Renforcer le socle européen des droits sociaux et l'agenda social européen** pour améliorer les conditions de vie des citoyens européens et relever les nouveaux défis posés par les grandes transformations de notre société.
33. Contribuer au développement de l'**Espace européen de l'éducation** et au développement de compétences depuis le secteur de l'éducation en soutenant le programme **Erasmus+**.
34. Renforcer le rôle de **l'éducation dans la consolidation des valeurs européennes communes**, par la présence de l'UE dans le programme éducatif.

35. Promouvoir le développement d'initiatives liées à la **commémoration, en 2025 et 2026, du 40e anniversaire de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes.**
36. **Soutenir le Service européen pour l'action extérieure et la Commission européenne** dans l'action extérieure de l'UE, en encourageant de manière coordonnée la présence d'Espagnols dans les institutions de l'UE.
37. Assurer un suivi adéquat et un traitement politique par l'UE des **partenariats les plus pertinents pour notre environnement stratégique.**

UNE ESPAGNE ENGAGÉE

PRÉSERVER, RÉFORMER ET RENFORCER LE SYSTÈME MULTILATÉRAL

38. **Promouvoir les valeurs et les priorités de l'Espagne dans les organisations internationales dont elle est membre. Défendre le système multilatéral fondé sur des règles** et le respect du droit international, du droit humanitaire international et des droits humains.
39. Poursuivre la campagne pour l'élection de l'Espagne en tant que **membre du Conseil de sécurité** en 2031-2032.
40. Participer activement en tant que membre élu au **Conseil des droits de l'homme des Nations Unies** pour la période 2025-2027, ainsi qu'à l'**ECOSOC** en tant que membre élu jusqu'en 2026.
41. Renforcer le soutien financier, humain et politique aux travaux des mécanismes de justice internationale, en particulier la **Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice.**
42. Rédiger et mettre en œuvre le **plan d'action de la politique étrangère féministe 2025-2028** et le **troisième plan d'action national « Femmes, paix et sécurité ».**
43. Promouvoir des initiatives en faveur d'une plus grande **présence des femmes dans les enceintes multilatérales.**
44. Renforcer la transparence et l'efficacité dans le cadre du **Club de Paris** et du **G-20.**
45. Soutenir le projet de **convention-cadre des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale**, ainsi que la mise en œuvre intégrale du « pilier 2 » de BEPS (niveau minimum de taxation mondiale).
46. Promouvoir la **Charte mondiale des droits du travail** afin d'obtenir la reconnaissance universelle d'un socle minimum de droits du travail.
47. **Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes sur le lieu de travail et continuer à lutter contre la discrimination à l'encontre des personnes LGTBI+** sur la base de l'orientation sexuelle, de l'identité sexuelle et de l'expression de genre par le biais de la Coalition internationale pour l'égalité de rémunération (EPIC) soutenue par l'OIT et la Coalition mondiale pour la justice sociale.
48. **Promouvoir activement les droits des personnes handicapées** dans tous les domaines de notre action extérieure et européenne.
49. Mettre en œuvre la **stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle**, la **stratégie d'internationalisation des entreprises numériques**, la **stratégie de technologies quantiques de l'Espagne** et la nouvelle **stratégie nationale en matière de cybersécurité.**
50. Créer un organisme national de coordination de la **diplomatie numérique et technologique** et développement d'une **marque « Espagne numérique 2030 »** pour faire connaître nos capacités technologiques. Tirer parti de la force du calcul à haute performance (HPC), comme le MareNostrum à Barcelone, pour participer à un futur réseau mondial.
51. **Promouvoir le leadership en matière de cybersécurité** dans les organisations internationales, en particulier au sein de l'UIT, ainsi que la signature d'accords de coopération avec des partenaires et des alliés, notamment en Amérique du Sud.

52. **Promouvoir des engagements en matière de droits numériques** au sein du Forum mondial de la technologie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.
53. **Établir des accords pour sécuriser les chaînes de valeur dans l'écosystème numérique et promouvoir les modèles d'IA en espagnol** (ALIA), entraînés avec les données du pays de destination, ainsi que partager les capacités de calcul haute performance du Barcelona Supercomputing Center avec ses scientifiques.
54. Promouvoir la **coopération public-privé et l'innovation ouverte** comme moyen de maximiser les synergies avec des entités de pays tiers dans le domaine des **technologies de rupture**, et de favoriser les flux d'investissements innovants et la sécurité de nos chaînes d'approvisionnement.

PROMOUVOIR DES MIGRATIONS SÛRES, ORDONNÉES ET RÉGULIÈRES

55. Promouvoir la pleine **mise en œuvre du pacte sur les migrations et l'asile**, en veillant à un partage équitable des responsabilités entre tous les États membres de l'UE.
56. **Travailler avec les pays d'origine et de transit des migrants**, en particulier dans notre environnement stratégique, en renforçant la coopération et la collaboration.
57. Maintenir l'engagement à l'égard du **droit à la protection internationale**, en accordant une attention particulière aux personnes en situation de vulnérabilité.
58. Continuer à travailler en étroite collaboration avec le **Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés** (HCR) et l'**Organisation internationale pour les migrations** (OIM).
59. Conclure des accords de **migration circulaire** avec des pays présentant un intérêt particulier pour l'Espagne.

ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

60. Mise en œuvre du **Haut Conseil, de la Commission interministérielle de coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale et de la Conférence sectorielle pour le développement durable** dans le but de renforcer la coordination et d'assurer la participation effective et l'alignement de tous les acteurs du système de coopération.
61. Progresser vers le respect de l'engagement légal de **consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement** (APD) d'ici à 2030, et 10 % de l'APD à l'action humanitaire.
62. S'engager en faveur de la coopération financière, par la mise en œuvre du **Fonds espagnol pour le développement durable** (FEDES).
63. Renforcer la **sécurité des coopérants et des travailleurs humanitaires**.
64. **Améliorer la transparence, la responsabilité, l'impact et l'évaluation de notre coopération**, grâce à la mise en œuvre du nouvel Office d'évaluation de la coopération espagnole.
65. Organiser la **IVe Conférence internationale sur le financement du développement à Séville**, qui devra encourager la mobilisation des politiques et des ressources de la communauté internationale en faveur de l'Agenda 2030 et des ODD.
66. Accueillir à Madrid l'**assemblée générale du Forum international sur le TOSSD**, l'organisme chargé de promouvoir le suivi mondial de tous les flux d'aide publique au développement durable.
67. Augmenter la **contribution de l'Espagne au Fonds conjoint pour les ODD à 120 millions d'euros**, et augmenter les contributions pour se classer parmi les dix premiers donateurs du Fonds d'affectation spéciale pour des objectifs particuliers.
68. Mettre en œuvre la nouvelle **stratégie politique multilatérale pour le développement durable** et signer une nouvelle génération de **cadres de partenariat stratégiques pour la coopération espagnole** avec divers organismes internationaux.

FAIRE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE ET À LA CRISE DE LA BIODIVERSITÉ

69. Atteindre, dans le cadre de l'objectif de **neutralité climatique** fixé par l'Union européenne pour **2050**, les objectifs intermédiaires de réduction des émissions de 55 % d'ici à 2030.
70. **Élaborer la stratégie espagnole pour le financement international de la lutte contre le changement climatique.**
71. Soutenir la création du **Groupe scientifique et politique sur les produits chimiques, les déchets et la lutte contre la pollution**, promu par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).
72. Mettre en œuvre le **cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal à l'horizon 2030.**
73. Assurer la **protection et la gestion efficace de 30 % de la surface marine d'ici à 2030.**
74. Approuver et mettre en œuvre le **plan d'action espagnol contre le trafic illégal et le braconnage international d'espèces sauvages.**
75. Promouvoir l'application du **règlement de l'Union européenne sur les produits « zéro déforestation » (RDUE) à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne.**
76. Mettre en œuvre et promouvoir le **cadre international de gouvernance des incendies de forêt.**
77. Favoriser la mise en œuvre effective de la **gestion intégrée des ressources en eau** et l'élaboration de feuilles de route nationales sur l'eau dans un contexte de changement climatique, à travers l'Initiative de renforcement des capacités en matière des eaux du Cadre d'accélération de l'ODD6, dirigée par l'Espagne.
78. Promouvoir l'**Alliance internationale pour la résilience à la sécheresse (IDRA)**, promue par l'Espagne et le Sénégal.
79. **Améliorer l'interconnexion électrique** avec la France de 2 800 MW à 5 000 MW en 2030 et à 8 000 MW postérieurement, et avec le Portugal à 4 200 MW à court terme.

UNE ESPAGNE BÂTISSEUSE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

80. **Accroître l'effort de sécurité** : augmenter progressivement les investissements, renforcer la base technologique et industrielle de l'Europe de la défense et accroître la participation de l'industrie de défense espagnole dans celle-ci.
81. **Être un partenaire proactif et constructif dans les questions de politique étrangère et de sécurité commune.** Systématiser la présentation de documents informels de position et de travail (non papers).
82. Faire avancer l'**Agenda pour le Sud** dans le cadre de l'OTAN.
83. **Désarmement, contrôle des armements et non-prolifération** : mener des efforts pour préserver l'architecture du contrôle des armements, empêcher le transfert de technologies sensibles et les détournements illégaux d'armes.
84. **Établir la Table opérationnelle sur la dimension de politique étrangère de l'industrie de défense espagnole** avec la participation des ministères des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, du ministère de la Défense, du ministère de l'Économie, du Commerce et des Entreprises, et du ministère de l'Industrie et du Tourisme, **afin d'articuler et de mettre en œuvre, lors de réunions régulières, une véritable diplomatie de l'industrie de défense espagnole.**
85. Entreprendre un effort de coordination dans la négociation, la gestion et l'analyse des **sanctions et des restrictions.**
86. S'engager en faveur des **instruments de médiation internationaux**, y compris la relance des travaux du Centre International de Tolède pour la paix (CITpax).

L'ESPAGNE DANS LE MONDE

PLUS D'EUROPE AU-DELÀ DE L'UE

87. **Maintenir la régularité des réunions au sommet avec la France, l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, la Pologne, la Roumanie et la Turquie**, et mettre en œuvre des mécanismes de suivi pour renforcer leur contenu.
88. **Maintenir le soutien à l'Ukraine** dans toutes ses dimensions, y compris la reconstruction.
89. **Soutenir l'élargissement de l'UE**, conformément aux conditions définies dans la déclaration de Grenade, et **participer activement à la réforme de l'UE**. Continuer à **accompagner et à encourager le processus d'élargissement de l'Union européenne aux Balkans occidentaux et aux autres pays candidats**.
90. **Renforcer les relations de l'UE avec le Royaume-Uni**, dans une nouvelle ère post-Brexit, grâce à l'approfondissement de la coopération dans des secteurs d'intérêt mutuel : sécurité et défense, commerce, coopération dans les transitions énergétiques et numériques, ou encore coopération en matière judiciaire et policière.
91. Encourager la conclusion d'un **accord entre l'UE et le Royaume-Uni sur Gibraltar**.
92. **Renforcer la coordination des États membres du MED9**, tant pour des questions au sein de l'Union européenne qu'en matière de projection des intérêts relatifs au Voisinage Sud de l'Union européenne et dans le cadre euroméditerranéen.
93. **Promouvoir notre présence et notre participation aux forums de coopération régionale** avec les pays du sud de l'Europe, les pays scandinaves et les pays baltes, par le biais d'initiatives telles que l'Initiative des trois mers, le Forum de Slavkov et le Trio de Valence (avec la Pologne et la Roumanie).

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : ALLIÉS POUR UN AGENDA PARTAGÉ

94. **Renforcer les relations avec tous les pays de la région**, en particulier avec les partenaires stratégiques, ainsi qu'avec les **organismes régionaux et sous-régionaux de coopération et d'intégration**.
95. **Élargir les vecteurs des relations avec les pays de l'ALC**, notamment dans les domaines prioritaires identifiés conjointement : la triple transition numérique, environnementale et sociale ; la mobilité humaine ; la lutte contre l'insécurité ; le renforcement des institutions démocratiques ; la concertation et la coopération dans les enceintes multilatérales.
96. Contribuer, par l'intermédiaire du secrétariat pro tempore espagnol, au **renforcement de la conférence ibéro-américaine et du système des sommets**.
97. Renforcer **la consolidation du partenariat bi-régional UE-CELAC**.
98. Contribuer au processus de **ratification de l'accord UE-MERCOSUR**.
99. Maintenir le soutien politique au processus de paix en **Colombie** et à la stabilisation d'**Haïti**.
100. Continuer à prioriser la recherche d'une solution à la crise politique au **Venezuela**, en encourageant le dialogue entre les acteurs politiques du pays et en continuant à soutenir les mesures qui servent à sauvegarder les libertés publiques et les droits fondamentaux de tous les Vénézuéliens.
101. **Consolider, avec les pays de l'ALC, la place de l'espagnol dans la diplomatie multilatérale, la science et la technologie, par la promotion de l'espagnol dans les relations internationales**, y compris dans les différents tribunaux et organes de justice internationale (Cour permanente d'arbitrage, Cour pénale internationale, Cour internationale de justice, Conférence de La Haye de droit international privé, Académie de droit international ou Institut international pour l'unification du droit privé).

MAGHREB ET MOYEN-ORIENT : LE PARI DE LA PAIX ET DE LA STABILITÉ DANS NOTRE VOISINAGE

102. Développer des **relations stratégiques**, notamment avec les pays du Golfe, en renforçant les relations bilatérales et en explorant des actions conjointes et complémentaires dans d'autres régions telles que l'Afrique et l'Amérique latine.
103. Favoriser le **dialogue euro-arabe** par le biais d'initiatives multilatérales telles que le dialogue UE-Ligue des États arabes et UE-Conseil de coopération du Golfe.
104. Conformément à l'objectif de promotion d'une politique d'intégration à **vocation continentale**, développer les échanges avec les partenaires méditerranéens sur l'Afrique subsaharienne et les relations triangulaires entre l'Espagne, les partenaires méditerranéens et de l'Afrique subsaharienne.
105. Veiller au **renforcement des relations de l'UE avec son voisinage Sud** en adoptant et en mettant en œuvre le nouveau pacte pour la Méditerranée et en encourageant la tenue du premier sommet UE-voisinage Sud.
106. Promouvoir la concertation et le dialogue, **également** à travers la coopération avec d'autres donateurs dans le cadre d'actions **humanitaires et de développement**, en mettant l'accent sur la stabilisation dans les zones post-conflits (triple nexus « humanitaire/développement/paix »).

RENFORCER LES LIENS PERMANENTS AVEC L'AMÉRIQUE DU NORD

107. Approfondir la **collaboration avec les groupes de réflexion**, par le biais de programmes spécifiques répondant aux intérêts espagnols et à des séjours de recherche pour les fonctionnaires et les experts espagnols.
108. Renouveler les **groupes de travail bilatéraux** sur des domaines ou des sujets d'intérêt commun.
109. Faire connaître la contribution de l'Espagne à l'occasion de la commémoration du 250e anniversaire de l'indépendance des États-Unis (2026).
110. Soutenir le travail de la **Fondation du Conseil Espagne-États-Unis** pour rendre visible le réseau d'intérêts réciproques, avec des instruments tels que les **forums, les programmes de visiteurs et les expositions itinérantes, et approfondir les lignes de travail avec les communautés hispaniques**.
111. Approfondir la collaboration entre la **société civile organisée espagnole et ses partenaires en Amérique du Nord**, tels que les associations de scientifiques espagnols aux États-Unis et au Canada.
112. Développer des lignes de collaboration **avec le Canada** sur les **questions polaires**.

UN BOND EN AVANT DANS NOS RELATIONS AVEC L'AFRIQUE

113. Promouvoir le rôle de la **CIMA (Conférence interministérielle pour l'Afrique)** pour assurer la coordination et la cohérence de notre action extérieure sur le continent africain.
114. Créer la **Fundación África** afin de promouvoir les relations avec l'Afrique et de créer des opportunités académiques et professionnelles pour les jeunes par le biais de programmes de bourses et de visiteurs.
115. Lancer des initiatives telles que **Alianza África Avanza** pour la promotion de l'investissement durable et AFRICO, l'Association des chambres de commerce espagnoles et ouest-africaines.
116. Création d'un conseil consultatif Espagne-Afrique et de fondations conseil-pays.

RENFORCER L'EMPREINTE DE L'ESPAGNE DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

117. **Renforcer les dialogues structurés** en élargissant les 12 dialogues existants à des pays avec lesquels il n'existe aucun accord de coopération, notamment en Asie du Sud-Est.
118. **Assurer un flux régulier de voyages et de visites avec les pays de la région**, par l'intermédiaire du groupe interministériel créé par la présente Stratégie.
119. **Renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense** (y compris l'industrie de la défense) avec la région et assurer la présence de l'Espagne dans des forums consacrés à la sécurité, tels que le dialogue Shangri-La.
120. **Élever le niveau des relations avec l'ASEAN** au rang de partenaire de coopération.
121. **Renforcer le réseau des Instituts et des Salles Cervantes** en Asie-Pacifique.
122. Organiser, par l'intermédiaire de **Casa Asia** et des **Fondations-Conseil**, les forums déjà existants (6) et les étendre à d'autres pays de la région, comme l'Australie, l'Indonésie, le Pakistan ou le Vietnam.

CONSOLIDER NOTRE PRÉSENCE DANS LE CAUCASE DU SUD ET EN ASIE CENTRALE

123. **Étendre le réseau de forums de Casa Asia à la région d'Asie centrale** (Kazakhstan).
124. **Élargir les dialogues structurés** aux pays avec lesquels il n'existe aucun accord de coopération, en particulier en Asie centrale.
125. **Accroître la coopération économique** afin de saisir les opportunités commerciales et d'investissement, **et renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense**, y compris dans le secteur de l'industrie de défense.



GOBIERNO
DE ESPAÑA

MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA
Y COOPERACIÓN